

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

L'APPEL INCIDENT EN MATIÈRE PÉNALE

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PAR

Edouard COESTER



LYON

Imprimerie BOSC Frères & RIOU

42, Quai Gailleton, 42

—
1929

se Lyon

L'APPEL INCIDENT EN MATIÈRE PÉNALE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

*20126

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

L'APPEL INCIDENT EN MATIÈRE PÉNALE

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PAR

Edouard COESTER



LYON

Imprimerie BOSC Frères & RIOU

42, Quai Gailleton, 42

1929

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

PROFESSEURS HONORAIRES

MM.

APPLETON (Charles), *, ☿ I., professeur honoraire.

GARRAUD (René), *, ☿ I., ✕, professeur honoraire, correspondant de l'Institut.

APPLETON (Jean), O, *, ☿ I., professeur honotaire

PROFESSEURS TITULAIRES

JOSSERAND, *, ☿ I., doyen, professeur de Droit civil.

PIC (Paul), * O., ☿ I., professeur de Droit international public.

LAMBERT, *, ☿ I., professeur de Droit comparé.

BOUVIER, *, ☿ I., professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, ☿ I., professeur d'Histoire de Droit public et de Droit administratif.

LÉVY, *, ☿ I., professeur de Droit civil.

GONNARD, ☿ I., ☿ I., professeur d'Economie politique.

ANTONELLI, *, ☿ I., ☿ I., professeur d'Histoire des doctrines économiques.

PERROUD, ☿ I., ☿ I., professeur de Procédure civile.

COHENDY (Georges), ☿ I., professeur de Droit commercial général.

GARRAUD (Pierre), ☿ A., professeur de Droit criminel.

ROUBIER, ☿ A., professeur de Droit Civil

LAMBERT (Jacques), Agrégé, chargé de cours d'Histoire du Droit.

PHILIP, Agrégé, chargé de cours de Science financière et de Législation française des finances.

LEVET, Agrégé, chargé de cours Histoire du Droit et Droit Romain.

PERROUX, Agrégé, chargé de cours de Science des finances.

MOREL, chargé de cours de droit romain.

HUSSON, chargé de cours de Droit romain.

CONDOMINE, ☿ A., chargé de cours de Droit civil.

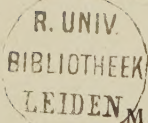
DUBROCA, ☿ O. A., secrétaire des Facultés de Droit et des Lettres.

MEMBRES DU JURY

M. GARRAUD, Professeur à la Faculté de Droit, *président*.

MM. COHENDY, Professeur à la Faculté de Droit }
ROUBIER, Professeur à la Faculté de Droit } *assesseurs*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



L'APPEL INCIDENT EN MATIÈRE PÉNALE

TITRE I

PRÉLIMINAIRES

N° 1. Les jugements criminels et certains jugements de simple police sont, en principe, susceptibles d'appel.

Cette voie de recours est généralement ouverte à chacune des parties : au prévenu, s'il trouve trop élevée la peine prononcée ; au ministère public si la décision lui paraît critiquable ; à la partie civile qui estime insuffisants les dommages-intérêts alloués ; à l'inculpé ou à la partie civilement responsable qui les trouvent excessifs.

L'appel de l'une des parties : co-inculpé, partie civilement responsable, partie civile, ministère public, remet-il tout le procès en question, et saisit-il la juridiction du deuxième degré de tous les points dont les premiers juges avaient été précédemment saisis ? En d'autres termes, quelle est l'étendue de l'effet dévolutif de l'appel ?

Le problème est d'un grand intérêt pratique, car la décision de première instance a pu donner satisfaction au moins sur quelques points à quelques-unes des parties.

N° 2. Le législateur a le choix entre plusieurs solutions :

Effet dévolutif absolu ;

Limitation objective de l'effet dévolutif au quantum des condamnations civiles et pénales ;

Limitation subjective de l'effet dévolutif aux intérêts de l'appelant.

Effet dévolutif absolu. — L'appel de l'une quelconque des parties suffit à soumettre le procès en entier à la juridiction du second degré ; la décision frappée d'appel est anéantie pour le tout.

C'est la solution la plus simple en même temps que la plus brutale. Elle ne manque pas de logique, car un jugement constitue nécessairement un tout indivisible ; en modifier une partie, c'est en rompre l'équilibre. Mais elle a l'inconvénient de traîner devant de nouveaux juges, des parties qui ont obtenu satisfaction, sur des points ne faisant pas grief à l'appelant. Ce vice fondamental du principe de l'effet dévolutif absolu le fait généralement écarter.

N° 3. *Limitation objective de l'effet dévolutif, au « quantum » des condamnations civiles et pénales.* — Les premiers juges statuent souverainement sur la question de culpabilité et de responsabilité.

L'appel ne peut porter que sur l'application de la peine et le montant des dommages-intérêts.

A l'égard du premier jugement, la juridiction du deuxième degré se trouve en quelque sorte dans la situation des magistrats de la Cour d'Assises à l'égard du verdict du jury.

Ce système a été adopté par quelques législations modernes, et, en particulier, par la législation autrichienne (article 283 du Code d'Instruction criminelle autrichien de 1874).

Il n'est pas sans inconvénients, car il diminue singulièrement la portée de l'appel.

N° 4. *Limitation subjective aux intérêts de l'appelant.* — Les juges d'appel ne sont saisis que des points du jugement qui font grief à l'appelant. Tous les autres deviennent définitifs.

Seules comparaîtront devant la juridiction du second degré les parties « intimées » contre lesquelles l'appel est dirigé.

C'est la solution la plus généralement admise : C'était celle du droit romain ; elle a été adoptée par la plupart des législations modernes.

Mais elle fait naître plusieurs problèmes subsidiaires particulièrement délicats, qui tiennent au maintien partiel du premier jugement.

N° 5. 1°. Le juge d'appel est-il lié par les dispositions du premier jugement qui sont devenues définitives parce qu'elles n'ont pas été attaquées par l'appel ?

Admettre la négative, c'est aboutir à une contrariété de jugement ; c'est accepter par exemple que le Tribunal supérieur, saisi de l'action civile, proclame la res-

ponsabilité pénale d'un délinquant acquitté définitivement en première instance.

Opter pour l'affirmative, c'est réduire jusqu'à néant le rôle de la juridiction supérieure définitivement liée par les décisions des premiers juges.

La question est si délicate qu'elle est encore controversée sur certains points : Dans la jurisprudence française, la thèse de la liberté de la juridiction d'appel avait longtemps triomphé; elle est aujourd'hui écartée par certaines Cours d'appel qui adoptent à l'égard de l'action civile le système opposé de l'autorité absolue de la chose jugée en première instance (voir *infra*, n° 32).

N° 6. — 2° La décision d'appel peut-elle modifier les dispositions du premier jugement, non soumises à l'appel, si elles sont devenues incompatibles avec elle?

Cette question est le corollaire de la précédente. Elle est généralement tranchée dans le sens qui donne aux dispositions non attaquées par l'appel une irrévocabilité absolue: c'est un principe de la procédure française de l'appel.

Cependant, quelques législations admettent dans une certaine mesure la solution inverse: ainsi la législation italienne et la législation autrichienne. S'il y a plusieurs inculpés dont un seul fait appel, et si, pour des raisons communes à tous, la peine est abaissée en faveur de celui-ci, les autres bénéficient de la même diminution de peine, comme s'ils avaient tous appelé (articles 295 et 477 du Code d'instruction criminelle autrichien de 1874; articles 358 et 403 du Code de procédure pénale italien de 1865).

N° 7. — 3°. La juridiction de deuxième degré peut-elle aggraver la situation de celui qui a fait appel ?

Aucune considération juridique ne s'y oppose. Pourquoi ne pas admettre que l'appel est interjeté aux risques et périls de l'appelant ? Affirmer le contraire, c'est amoindrir singulièrement le rôle du juge supérieur.

Le droit romain classique interdisait que l'appel ne préjudiciât à l'appelant. Mais sous le Bas-Empire, cette règle fut écartée en raison des inconvénients qu'elle présentait pour l'intimé ; et désormais les pouvoirs du juge d'appel, saisi de tout ce qui faisait grief à l'appelant n'étaient limités qu'en ce qui concerne les faits soumis à son examen, ils ne l'étaient plus dans leur appréciation (Code de Justinien, livre 7, titre 62 constitution 39, principium).

Le système de la limitation de l'effet dévolutif *aux intérêts* de l'appelant, qui s'oppose à la dévolution *dans l'intérêt* de l'appelant, paraît le plus logique. Il doit néanmoins être écarté en faveur de l'inculpé seul appelant de la condamnation pénale. En effet, en demandant à comparaître devant une deuxième juridiction, le condamné a entendu bénéficier du maximum de garanties. Comme l'on ne saurait attribuer à l'une des juridictions successivement saisies, fut-elle d'un degré supérieur, une infailibilité plus grande, l'équité exige que la peine la moins forte soit seule subie : la juridiction d'appel ne peut donc, sur le seul appel du prévenu, aggraver la peine prononcée par les premiers juges ⁽¹⁾.

(1) Voir article 372 du Code de procédure pénale allemand de 1877 ; articles 295 et 477 du Code d'instruction criminelle autrichien de 1874 ; article 419 du Code de procédure pénale italien de 1865.

C'est la seule hypothèse où logiquement le législateur devait admettre que l'appel ne peut préjudicier à l'appelant.

Cependant, dans la pratique française, par suite de l'interprétation abusive de certains textes, cette solution, qui ne devait être qu'une exception, est devenue la règle ⁽¹⁾. « Nulla reformatio in pejus », tel est le principe qui domine la procédure de l'appel.

En interdisant au juge d'appel de faire droit aux justes prétentions de l'intimé, ce principe conduisait à des conséquences trop rigoureuses. C'est dans le but de les écarter, qu'a été créée la théorie juridique de l'appel incident.

(1) Voir infra n° 10.

TITRE II

PRINCIPES DE LA LIMITATION DE L'EFFET DIVOLUTIF DE L'APPEL CRIMINEL

PREMIÈRE PARTIE

Notions historiques

N° 8. — En l'an 530 de notre ère, le 6^e jour avant les calendes d'avril, l'empereur Justinien édictait la loi « de appellationibus et consultationibus » incorporée au Code (livre 7, titre 62). Le « principium » de la constitution 39 était ainsi conçu :

« Dans le but d'apporter aux intimés un secours plus efficace qu'ils n'en pourraient trouver par leur propre diligence, nous abrogeons l'antique usage par lequel

la sentence attaquée ne pouvait être modifiée en appel qu'au profit de l'appelant et au préjudice de l'intimé. Nous prescrivons donc que, désormais, une fois l'appelant venu en justice pour proposer ses moyens d'appel, son adversaire aura également, s'il est présent, la faculté de faire valoir tous ses moyens de défense et d'obtenir un jugement favorable. Et, même s'il est absent, le juge pourra rendre une décision en sa faveur, en vertu de son pouvoir propre. »

Dans le droit romain classique, l'effet dévolutif de l'appel était donc restreint au seul intérêt de l'appelant : la première sentence ne pouvait être modifiée qu'au préjudice de l'intimé. Justement préoccupé du sort de ce dernier, Justinien en fit l'égal de l'appelant principal, en donnant au juge d'appel le pouvoir de modifier la sentence dans l'intérêt de l'une ou de l'autre des parties. Non seulement il pouvait faire droit aux justes revendications de l'intimé, mais encore il devait, en son absence, suppléer aux conclusions qu'il aurait prises.

Ainsi posées, ces règles de l'effet dévolutif avaient une portée générale : elles s'imposèrent jusqu'à la Révolution aux juridictions criminelles des pays de coutume comme à celles des pays de droit écrit (1).

A la demande de l'intimé, c'est-à-dire sur son appel incident, le Tribunal d'appel pouvait réformer au préjudice de l'appelant principal les chefs du premier jugement qui étaient défavorables à l'intimé.

(1) Voir dans Merlin, Questions de droit, Appel, § 5, n° 2 (édition de 1827), des citations intéressantes de la « Bibliothèque toulousaine », recueil d'arrêts du Parlement de Toulouse, commentés par le Conseiller Gérard Maynard.

Il pouvait même statuer d'office sur toutes les conséquences de l'appel, en vertu du droit que lui accordait l'ancienne procédure de faire d'autorité, tout ce que le ministère public pouvait le requérir de faire (1).

N° 9. — Mais cette confusion du pouvoir de requérir avec celui de juger, a disparu avec les dispositions de l'article 5 du Code de brumaire an IV, qui ont été reproduites dans l'article 1^{er} du Code d'instruction criminelle: « L'action pour l'application des peines n'appartient qu'aux fonctionnaires auxquels elle est confiée par la loi ». Or, aucun texte ne l'accorde aux juridictions de jugement (2).

La règle séculaire de l'effet dévolutif de l'appel avait conservé toute son autorité : Devant la seconde juridiction, l'appelant n'était pas plus favorisé que l'intimé, et il pouvait voir son sort aggravé si l'intimé obtenait gain de cause.

Cependant, l'article 5 du Code des délits et des peines et l'article 1^{er} du Code d'instruction criminelle apportèrent une modification importante à la procédure de l'appel criminel: Les Tribunaux supérieurs ne pouvaient plus, sans appel du ministère public, suppléer d'office à ses réquisitions, et aggraver le sort du prévenu appelant. Dès le 7 germinal an IV, le Tribunal de Cassation avait statué en ce sens (3).

De même, les Tribunaux saisis de l'appel de la partie civile, ne pouvaient suppléer à l'appel du ministère pu-

(1) Voir Merlin, *op. et loc. cit.* n° 3.

(2) Voir les articles 19, 22, 145, 165, 167, 182, 217, 273, 373 du Code d'instruction criminelle.

(3) V. Merlin, *op. cit.* au mot Appel, § 5, n° 3, second cas p. 270 et troisième cas p. 275,

blic pour aggraver le sort du prévenu. De nombreux arrêts du Tribunal de cassation l'avaient décidé (1).

Mais le Grand Juge, Claude Régnier, n'approuvait pas semblable jurisprudence. Aussi saisit-il l'empereur d'une requête, dont le but était de faire revivre la pratique de l'ancien droit. Conformément à l'article 11 du règlement du 5 nivôse an VIII, le Conseil d'Etat fut chargé de donner une interprétation de la loi. Il émit alors le célèbre Avis du 28 octobre 1806, approuvé par l'empereur au quartier impérial de Berlin, le 12 novembre suivant, et inséré au Bulletin des lois de 1806, sous le n° 126 (2).

Le Grand Juge estimait que l'appel de la partie civile suffisait pour saisir de l'action publique la juridiction d'appel, qui pouvait dès lors modifier les condamnations pénales, même au préjudice du prévenu : « L'action publique, disait-il en substance, aurait pu être déclanchée en première instance, par la plainte de la partie civile; pourquoi ne pas admettre une règle analogue en appel; au reste, la Cour criminelle est incompétente si elle est saisie seulement d'intérêts civils, car c'est une juridiction pénale; pour purger ce vice d'incompétence, il importe qu'elle soit saisie en même temps de l'action publique; la justice y gagnera, car il pourra

(1) V. les arrêts des 22 frimaire an VI, 18 germinal an IX, 19 fructidor an IX, 27 névose an X, 13, 23 et 25 floréal an X, 23 nivôse an XI, 16 frimaire an XII, 10 janvier 1806, 18 juillet 1806.

(2) Le texte de l'Avis se trouve reproduit en entier dans les Lois et décrets de Rivière Helie et Pont, dans Merlin, Questions 1827, Appel, § 5, n° 3, p. 265, et dans Dalloz, Répertoire universel de législations, 1846, Appel criminel, n° 365; et en partie dans Faustin Helie, Traité de l'Instruction criminelle, 1857, tome 8, § 576, n° 4, et dans R. et P. Garraud, Instruction criminelle, 1928, tome 5, n° 1727.

résulter de la discussion intervenue en appel une opinion nouvelle sur la responsabilité pénale de l'inculpé ».

Le Conseil d'Etat ne se rangea pas à l'opinion du Ministre de la Justice et il approuva entièrement la jurisprudence que le Ministre prétendait combattre. Il faisait remarquer, avec juste raison, que la partie lésée n'a pas la disposition de l'action publique qu'elle a fait naître : seul le ministère public a la faculté d'acquiescer au jugement rendu sur les intérêts publics ou de le déférer à la juridiction d'appel. Mais « la Cour criminelle n'en reste pas moins compétente sur l'action civile; ce n'est point une action civile principale qu'on lui apporte; c'est l'appel d'un chef du jugement qu'il n'appartient qu'à elle de confirmer ou de réformer ». Le résultat d'une discussion nouvelle importe peu. En effet, de deux choses l'une: ou bien le sort du prévenu aurait dû être aggravé « et c'est son bonheur ; il est jugé sans appel ni réclamations », ou bien il devait être amélioré « et la Cour criminelle ne peut être plus difficile et plus délicate qu'il ne l'a été lui-même » en ne profitant pas de la faculté d'appeler.

N° 10. — En même temps, le Conseil d'Etat posait quelques principes qui paraissaient résumer son opinion sur la question:

« La jurisprudence de la Cour de Cassation, dit-il, est fondée sur deux principes incontestables:

Le premier, qu'un Tribunal d'appel ne peut réformer un jugement de première instance qu'autant qu'il y a appel, que par conséquent *s'il n'y a appel que d'une seule disposition, le Tribunal ne peut réformer les au-*

tres et n'a pas même la faculté de les discuter; il n'en est pas saisi.

Le second principe est qu'un Tribunal soit d'appel, soit de première instance *ne peut adjuger ce qu'on ne lui demande pas*, et que tout jugement *ultra petita* est essentiellement vicieux ».

Ces principes sont indiscutables si l'on se réfère au problème pour lequel ils étaient posés : *Il n'y avait appel que des dispositions* concernant l'action civile, la Cour ne pouvait donc statuer sur l'action publique. D'autre part, la partie civile demandait simplement une plus juste évaluation de ses intérêts civils ; la Cour ne pouvait *adjudger ce qu'on ne lui demandait pas*, en augmentant parallèlement les condamnations pénales.

Mais ces règles étaient énoncées en termes si généraux que la Jurisprudence a été amenée à les appliquer à d'autres problèmes que le Conseil d'Etat n'avait pas envisagées.

En rédigeant ces deux propositions, les Conseillers d'Etat n'en avaient pas soupçonné la portée. Et cependant elle en était d'autant plus considérable que leur Avis avait,— et a encore, — *force de loi* (1).

(1) L'article 11 du règlement du 5 nivose an VIII donnait au Conseil d'Etat, qui était alors chargé de l'élaboration des lois, le pouvoir de les interpréter à la requête du pouvoir exécutif. Les avis ainsi donnés ont la force d'une interprétation législative s'ils ont été approuvés par l'empereur (Cassation, 19 octobre 1808, au S. chr.) et promulgués au Bulletin des lois avant la chute de l'empire (Douai, 15 novembre 1851, S. 52-2-58, P. 53-2-436, D. 54-2-115). D'ailleurs l'approbation de l'empereur conférait aux Avis l'autorité des décrets impériaux, qui ont force de loi s'ils n'ont pas été censurés par le Sénat pour « inconstitutionnalité » (articles 8 et 21 de la constitution de l'an VIII, Cassation, 3 octobre 1822, S. chr.) et pourvu qu'ils aient été régulièrement promulgués (Cassation, 6 juillet 1827, S. chr.) et exécutés comme lois avant 1814 (Cassation, 12 juillet 1844, S. 44-1-855).

En disant qu'un Tribunal d'appel ne peut statuer *ultra petita*, le Conseil d'Etat semblait affirmer l'évidence. Il n'en fallait pas plus cependant pour que renaisse dans notre procédure le vieux principe abandonné par Justinien et par les juridictions de l'ancien droit : « *nullu reformatio in pejus adversus appellatorem* », l'appel ne peut préjudicier à l'appelant.

En effet, selon toute évidence, l'appelant demande que le jugement soit modifié en sa faveur et au préjudice de l'intimé. Ne pouvant « adjuger ce qu'on ne lui demande pas », le juge d'appel est désormais contraint, soit de confirmer le premier jugement, soit de le modifier en faveur du seul appelant. Toute modification favorable à d'autres que l'appelant serait nulle comme étant prononcée « *ultra petita* ».

C'est ainsi qu'a été posé dans notre procédure pénale l'un des principes fondamentaux de l'effet dévolutif de l'appel.

DEUXIÈME PARTIE

Règles de la limitation de l'effort dévolutif en matière d'appel criminel

N° 11. — Le droit d'appel des jugements de simple police est étroitement limité. Il appartient seulement : 1° au prévenu condamné, soit à une peine d'emprisonnement, soit au paiement d'une somme supérieure à 5 francs à titre d'amende ou de réparation civile ; 2° à la partie civilement responsable, condamnée à plus de 5 francs de dommages-intérêts ; 3° à la partie civile condamnée reconventionnellement à une réparation pécuniaire excédant 5 francs (article 172 du Code d'instruction criminelle).

En matière correctionnelle, au contraire, le droit d'appel ne fait l'objet d'aucune restriction : toutes les parties, parties privées ou partie publique, peuvent interjeter appel dans tous les cas.

Dans le présent chapitre, les règles de la limitation

de l'effet dévolutif seront donc étudiées dans le cadre des infractions correctionnelles, où tous les cas d'appel peuvent être envisagés. Mais elles n'en sont pas moins applicables aux contraventions de simple police dans la mesure où l'appel en est recevable. (V. Le Poittevin, Code d'instruction criminelle annoté, article 176, n° 9; R. et P. Garraud, *op. cit.*, tome V, n° 1730.)

CHAPITRE PREMIER

FAITS DÉVOLUS A LA COUR PAR CHACUN DES APPELS

Section 1. — Appel du prévenu seul

N° 12. — La dévolution est complète quant à l'étendue des faits soumis à la Cour.

Le prévenu, responsable pénalement et civilement a un intérêt évident à solliciter un nouvel examen des faits dont il est accusé, s'il trouve excessives les condamnations pénales et civiles mises à sa charge: Un appel pur et simple porte nécessairement sur l'une et l'autre de ces condamnations (1).

Mais il peut limiter son appel soit aux condamnations pénales; soit aux intérêts privés, soit à un ou plusieurs chefs de la prévention, soit à une ou à certaines des parties en cause: Si les dommages-intérêts mis à sa charge ne lui paraissent pas excessifs, il pour-

(1) Cass., 13-8-57, B. 299.

ra faire simplement appel de la peine prononcée contre lui; si au contraire, la décision intervenue sur l'action publique lui paraît favorable, il peut limiter son appel à l'action civile. Condamné pour deux délits distincts, il peut n'appeler que de la condamnation intervenue sur l'un d'eux. Si plusieurs personnes se sont portées partie civile contre lui, il peut restreindre son appel aux intérêts civils de l'une d'entre elles (1).

*Section 2. — Appel de la partie civilement
responsable seule*

N° 13. — Condamnée au paiement de dommages-intérêts, ou même condamnée solidairement avec le prévenu au paiement d'une amende (1), elle a intérêt à susciter une nouvelle discussion de la culpabilité du prévenu, ou du principe de sa propre responsabilité, et une nouvelle appréciation des condamnations pécuniaires mises à sa charge.

Son appel remet donc en question tous les faits qui avaient été soumis aux premiers juges, ou tout au moins tous les faits qui lui sont propres, et tous ceux qui intéressent les prévenus dont il répond (3).

Section 3. — Appel de la partie civile seule

N° 14. — L'article 202 du Code d'instruction criminelle limite formellement son appel à ses intérêts civils.

(1) V. R. et P. Garraud, *op. cit.*, n° 1729.

(2) V. *infra* n° 30.

(3) Le Poittevin, *op. cit.*, article 202 n° 200. R. et P. Garraud, *op. cit.*, tome 5, n° 1734.

Il en résulte plusieurs conséquences importantes: En aucun cas la Cour ne peut modifier les condamnations pénales, fût-ce même dans l'intérêt du prévenu. Si le Tribunal a acquitté le prévenu, aucune peine ne peut plus être prononcée (1).

Cette solution est imposée par l'avis du Conseil d'Etat de 1806 (2), même lorsque l'action publique ne peut être déclanchée que sur la plainte de la partie lésée (3), notamment en matière de diffamation, injures, chasse sur le terrain d'autrui (4).

La seule hypothèse où l'appel de la partie civile peut avoir une répercussion sur l'action publique, est celle où il porte sur un jugement d'incompétence, un jugement interlocutoire ou un jugement relatif à une exception indépendante du fond (5). Aux termes d'une jurisprudence indiscutée, la Cour qui n'approuve pas le premier jugement, doit l'annuler et doit évoquer l'affaire sur le fond (6).

(1) Le Poittevin, *op. et loc. cit.*, n° 208. Merlin, *op. cit.*, Appel, § 5, p. 265.

(2) V. *supra* n° 9.

(3) V. Le Poittevin, *op. et loc. cit.*, n° 209.

(4) En matière d'adultère, la question avait été très discutée : l'article 308 du Code civil donnait des suites pénales à la prononciation de la séparation de corps pour adultère de la femme ; cette disposition était applicable en première comme en seconde instance, et particulièrement sur l'appel du mari. Mais l'abrogation de l'article 308 par la loi du 27 juillet 1884 a fait cesser toute controverse. V. Le Poittevin, *op. et loc. cit.*, n°s 210-212.

(5) V. Goyet, le Ministère public en matière pénale, p. 359.

(6) Le Poittevin, *op. et loc. cit.* n°s 217-220. R. et P. Garraud, *op. cit.*, n° 1762.

Section 4. — Appel du Ministère public seul ⁽¹⁾

N° 15. — L'appel du procureur de la République ou du procureur général est limité aux intérêts de la société dont ils sont les représentants. Il n'a d'effet que sur l'action publique. En aucun cas il ne remet en cause les intérêts civils ⁽²⁾.

Mais son effet sur l'action publique est général : L'appel du Ministère public remet en question tout ce qui avait été soumis au premiers juges, que ce soit en faveur de l'inculpé ou contre lui ⁽³⁾.

Toutefois, comme toute autre partie, le Ministère public est en droit de restreindre la dévolution de son appel soit à un ou plusieurs chefs de l'inculpation, soit à un ou à plusieurs des inculpés ⁽⁴⁾.

N° 16. — Peut-il également limiter son appel au quantum des condamnations pénales en demandant seulement, soit une augmentation (appel à minima), soit une diminution de la peine (appel ad mitiorem) ? Et la Cour est-elle tenue, suivant les cas, d'aggraver ou de restreindre la condamnation intervenue en première instance si elle ne veut pas la confirmer purement et simplement ?

(1) Les règles de l'appel du Ministère public sont généralement applicables à l'appel des Administrations publiques, lorsqu'elles jouent le rôle de ministère public spécial (R. et P. Garraud, *op. cit.*, n° 1738).

(2) Le Poittevin, *op. cit.*, 202, n° 251. R. et P. Garraud, *op. cit.*, n° 1737.

(3) Merlin, *op. cit.*, Appel, § 5, p. 273. Le Poittevin, *op. cit.*, 202, n° 237. R. et P. Garraud, *op. cit.*, n° 1737.

(4) Le Poittevin, *op. cit.*, 202, n° 245. R. et P. Garraud, *op. cit.*, n° 1737.

Le problème de « l'appel a minima » a été définitivement résolu par la Cour de Cassation dès 1825; et il est aujourd'hui de règle que le Ministère public ne peut limiter son appel au quantum de la peine. Sous l'empire du Code de brumaire an IV, le Tribunal de Cassation avait cependant adopté la solution inverse: Imposant la stricte limitation de l'effet dévolutif au contenu de la requête d'appel, il avait cassé de nombreux jugements ⁽¹⁾ parce qu'ils avaient abaissé les peines sur le seul appel du Ministère public interjeté « a minima » ⁽²⁾. La cassation était fondée sur la violation de l'article 5 du Code de l'an IV (reproduit dans le Code d'instruction criminelle, article 1) qui interdisait aux juges d'appel de s'arroger les pouvoirs du Ministère public; ils ne pouvaient donc, en diminuant le taux des condamnations, transformer d'office l'appel a minima du procureur en un appel indéfini.

La règle ainsi posée par le Tribunal de Cassation semblait définitivement consacrée par l'avis du Conseil d'Etat de 1806, aux termes duquel, « s'il n'y a appel que d'une seule disposition, le tribunal ne peut réformer les autres, et tout jugement qui prononce ultra petita est essentiellement vicieux ⁽³⁾ ».

Mais un revirement se produisit. Le 15 juillet 1825, sur appel « a minima » du Procureur de la République de Marseille, la Cour d'Aix avait réduit de moitié la

(1) Notamment jugements du Tribunal de l'Yonne du 11 pluviôse an VIII, et du tribunal de la Marne du 25 ventôse an VI et du 10 nivôse an VIII, rapportés dans Merlin, *op. cit.*, Appel § 5, p. 275.

(2) Arrêts du 25 ventôse an VI, 9 et 19 floréal an VIII, reproduits dans Merlin, *op. cit.*, Appel, § 5, p. 276.

(3) V. *supra* n° 10.

peine prononcée en première instance. Une telle infraction à la règle posée par la Cour de Cassation ne pouvait passer inaperçue : Le comte de Peyronnet, Garde des Sceaux, invita le Procureur général à provoquer l'annulation de l'arrêt dans l'intérêt de la loi. C'est alors que la Cour de Cassation, par arrêt du 4 mars 1825 ⁽¹⁾ écarta définitivement le principe de l'appel « a minima ». Estimant que dans tous les cas l'appel du Ministère public avait un effet dévolutif absolu sur l'action publique, elle rejeta le réquisitoire de cassation.

Il fallait que les motifs de ce revirement fussent singulièrement puissants : non seulement la Cour de Cassation se déjouait et contrecarrait les vues du Garde des sceaux, mais encore elle contrevenait à la lettre de l'avis du Conseil d'Etat de 1806 qui a force de loi. Malgré les critiques de certains auteurs et notamment de Merlin ⁽²⁾, la jurisprudence se fixa dans le sens de l'arrêt du 4 mars 1825 ; la Cour s'était placée, en effet, au-dessus des interprétations littérales, et avait fait triompher des considérations d'évidente équité : « Il y aurait contradiction, disait l'arrêt, que la loi qui autorise un nouvel examen et un nouveau débat, obligeât les juges d'appel qui s'y livrent à négliger l'évidence qui pourrait en résulter et à imposer silence à leur propre conviction pour s'en tenir à la déclaration de fait émanée des juges de première instance ; une telle manière de procéder serait à la fois contraire à la justice, à la loi, et à la dignité des Tribunaux d'appel... L'appel du Ministère public qui agit au nom de la société dans l'inté-

(1) B. 42, S. et P. chronologique, Dalloz, Répertoire de jurisprudence générale, Appel criminel, n° 379.

(2) Merlin, *op. cit.*, Appel, § 5, pp. 279-280-281.

rêt de la bonne administration de la justice remet tout en question; cet appel doit profiter au prévenu s'il a été injustement condamné, comme à la vindicte publique si elle n'a point été satisfaite puisqu'il est interjeté par le magistrat institué par le roi, qui est la source de toute justice, autant pour rechercher et poursuivre les crimes et délits que pour procurer l'exacte application des lois et pour protéger les droits de tous » (1).

(1) Dans la législation allemande, l'appel ne peut jamais être interjeté « à minima » par le ministère public. Bien au contraire, l'article 372 du Code de procédure pénale allemand de 1877 envisage non seulement l'appel indéfini, mais encore un appel interjeté dans l'intérêt exclusif de l'inculpé.

CHAPITRE II

EFFETS DE LA RÈGLE : L'APPEL NE PEUT PRÉJUDICIER A L'APPELANT

Section 1. — Appel du prévenu seul

N° 17. — Conformément à l'avis du Conseil d'Etat du 12 novembre 1806, la Cour d'appel, saisie d'une seule disposition ne peut ni réformer les autres, ni adjuger ce qu'on ne lui demande pas. Le sort du prévenu ne sera donc jamais aggravé sur son seul appel, car il ne demande pas autre chose qu'une diminution des condamnations qu'il a encourues (1).

Au reste, en l'absence de toute disposition particulière, une telle solution se serait imposée en pratique, tout au moins relativement à l'action publique, pour

(1) Voir Merlin, Questions, 1827, Appel. § 5, p. 270. Berriat Saint-Prix, Tribunal correctionnel, tome 2, n° 1116 et suivants. Faustin Hélie, tome 6, n° 3035. R. Garraud, Précis de droit criminel, 10^e édition, n° 491, p. 907. Le Poittevin, *op. cit.*, article 202, n° 148. R. et P. Garraud, *op. cit.*, n° 1732.

des motifs d'humanité tenant à la gravité des condamnations pénales (V. *supra* n° 6).

Quels sont, en conséquence, les pouvoirs de la Cour?

Paragraphe 1^{er}. Restrictions des pouvoirs de la Cour en vertu de la règle: « nulla reformatio... »

N° 18. — 1. — *Calcul de la peine* (1). Les condamnations pénales ne peuvent en aucun cas être aggravées; elles doivent être confirmées, atténuées ou supprimées.

L'échelle des peines est ici, scrupuleusement suivie: Dans tous les cas l'emprisonnement correctionnel est considéré comme une peine plus grave que l'amende, quel qu'en soit le taux. La Cour ne peut donc jamais remplacer une amende par un emprisonnement, si faible soit-il. Mais elle peut toujours substituer l'amende à l'emprisonnement, ou même augmenter l'amende si elle supprime l'emprisonnement. Par contre, elle n'a pas la faculté d'augmenter la peine d'amende si elle laisse subsister une peine d'emprisonnement, même inférieure à celle qu'ont prononcée les premiers juges.

Sur cette graduation des peines, l'application de la loi Béranger demeure sans influence: Un emprisonnement même avec sursis ne pourrait être substitué en appel à une peine d'amende. La peine d'emprisonnement prononcée en première instance ne pourrait être augmentée, même si la Cour accordait le sursis que le Tribunal a rejeté. La Cour ne pourrait pas non plus supprimer le bénéfice de la loi Béranger, même en diminuant l'emprisonnement.

(1) Voir Le Poittevin, *op. cit.*, article 202, n°s 165 à 175. R. et P. Garraud, *op. cit.*, n° 1732.

La non-imputation de la détention préventive ne pourrait être ordonnée pour la première fois en appel; non plus que le cumul des peines dans les cas où il est autorisé (1).

La Cour ne peut pas davantage ajouter une peine complémentaire : interdiction de séjour, confiscation, interdiction des droits mentionnés dans l'article 42 du Code pénal. Si l'application de la peine complémentaire était obligatoire, la Cour doit s'expliquer sur l'impossibilité où elle se trouve de la prononcer ; sinon l'arrêt s'approprierait le vice du premier jugement (2).

Enfin, si le prévenu est convaincu de plusieurs délits, la Cour ne peut augmenter la peine prononcée pour l'un d'eux, même si le total des peines est le même qu'en première instance. La situation du prévenu pourrait en effet en être aggravée par application des règles de la récidive, ou de la relégation.

N° 19. — 2. — *Erreurs ou omissions commises par les premiers juges.* Si le Tribunal a omis de relever une infraction dont il était régulièrement saisi, la Cour ne peut en tenir compte et doit la considérer comme non existante (3). S'il a oublié de prononcer une peine, la Cour ne peut y suppléer.

Si même le Tribunal n'a pas prononcé la relégation, dont l'application était cependant obligatoire, la Cour ne peut réparer cette omission (4).

(1) En matière de chasse, par exemple.

(2) Le Poittevin, *op. cit.*, article 202, n° 178.

(3) Le Poittevin, *op. cit.*, article 202, n° 162.

(4) Le Poittevin, *op. cit.*, article 202, n° 178, R. et P. Garraud, *op. cit.*, n° 1732, 1^{er}.

Si la condamnation est inférieure au minimum légal, bien que le jugement ne mentionne pas les circonstances atténuantes, la Cour ne peut en augmenter le montant. Si le Tribunal a appliqué à tort l'article 463 du Code pénal, la Cour ne peut retirer le bénéfice des circonstances atténuantes indûment accordées. S'il a admis une excuse légale, la Cour ne peut la rejeter, même en maintenant la peine prononcée.

Si la Cour estime que le fait est un crime, elle ne peut se déclarer incompétente; elle n'a qu'une ressource : confirmer les condamnations intervenues en première instance (1). Si toutefois elle avait renvoyé l'affaire devant un juge d'instruction, il y aurait lieu à règlement de juges, à condition du moins que soit intervenue une ordonnance de renvoi en police correctionnelle : il y aurait en effet conflit négatif d'attribution entre l'ordonnance et l'arrêt.

N° 20. — 3. — Réparations civiles. Elles ne peuvent jamais être augmentées sur le seul appel du prévenu : la Cour ne peut que les maintenir, les diminuer ou en décharger totalement l'appelant.

La Cour ne peut même pas prononcer l'affichage ou l'insertion de l'arrêt, malgré l'article 1036 du Code de procédure civile, si le Tribunal ne l'a pas ordonné (2).

(1) Un des premiers arrêts de Cassation sur cette matière avait admis le contraire (23 mars 1811); il avait été approuvé par Carnot, I. C., article 1^{er}, n° 22. Mais la solution exposée ne fait aujourd'hui aucun doute. Voir Merlin, *op. cit.*, Appel, § 5, p. 271. Poittevin, *op. cit.*, article 202, n° 183, et R. et P. Garraud, *op. cit.*, n° 1732.

(2) Le Poittevin, *op. cit.*, article 202, n° 190-191 ; R. et P. Garraud, *op. cit.*, n° 1732, 1^{er}.

Paragraphe 2. — Mesures permises à la Cour malgré la règle « nulla reformatio... »

N° 21. — La Cour peut d'abord, tout en confirmant le dispositif du jugement, donner plus d'extension aux motifs sur lesquels elle se fonde, et même faire allusion à une infraction omise en première instance (1).

Elle peut en outre modifier la qualification des faits qui lui sont soumis, à condition de ne pas augmenter le taux de la condamnation. Peu importe alors que l'infraction envisagée soit passible d'une peine plus forte que la première; il suffit que la peine à subir ne soit pas aggravée (2). Mais il pourra en résulter, en définitive, une aggravation du sort de l'appelant par le jeu des règles de la récidive, et notamment si la nouvelle qualification rentre dans le cadre de la relégation.

D'autre part, la règle de la dévolution dans l'intérêt de l'appelant est limitée aux condamnations pénales et civiles. Elle ne s'étend pas à la condamnation aux dépens que supporte le prévenu débouté de son appel, et aux moyens d'exécution des condamnations pécuniaires: solidarité, contrainte par corps. Malgré l'omission faite par le Tribunal, la Cour peut donc prononcer la contrainte par corps, la solidarité et la condamnation aux dépens (3).

La règle « nulla informatio in pejus » fléchit également lorsqu'elle se trouve en conflit avec certaines rè-

(1) Le Poittevin, *op. cit.*, article 202, n° 155; R. et P. Garraud, *op. cit.*, n° 1732, 2°.

(2) Le Poittevin, *op. cit.*, article 202, n°s 156-157; R. et P. Garraud, *op. cit.*, n° 1732, 2°.

(3) Le Poittevin, *op. cit.*, article 202, n°s 191 et 195; R. et P. Garraud, *op. cit.*, n° 1732 *in fine*.

gles de compétence fondées sur des motifs d'intérêt supérieur : Il en est ainsi lorsque le fait soumis à la Cour n'est pas de sa compétence, parce que la loi en a réservée la connaissance à une juridiction spéciale (1). La Cour devra alors se déclarer d'office incompétente (2).

Néanmoins si, en découvrant la compétence véritable d'une autre juridiction, la Cour est amenée à donner au fait une qualification plus grave que celle retenue par les premiers juges, elle demeurera compétente et ne pourra augmenter les peines prononcées (3).

Lorsque le fait est une contravention, la Cour doit également se déclarer incompétente, si les parties publique ou privées le demandent (article 213 du Code d'instruction criminelle). Il en est ainsi même si l'infraction primitivement retenue était passible d'une simple amende, alors que la contravention envisagée par la Cour est punie de l'emprisonnement ; Conformément à la division tripartite des infractions, toute peine de simple police est nécessairement inférieure aux peines correctionnelles (4).

La règle « *nulla reformatio adversus appellatorem* » a été établie dans l'intérêt exclusif de l'appelant ; ce dernier peut donc renoncer à s'en prévaloir (5) ; Si le

(1) En particulier la loi du 29 juillet 1881 qui soumet à la compétence exclusive de la Cour d'assise des faits punis cependant de peines correctionnelles.

(2) Le Poittevin, *op. cit.*, article 202, nos 187-188 ; R. et P. Garraud, *op. cit.*, n° 1732, § 1.

(3) Il en est ainsi notamment du vol simple transformé en vol militaire (Cassation, 1^{er} décembre 1916, D. 17-1-119).

(4) Dans une espèce analogue, la Cour de cassation a cependant admis que l'emprisonnement contraventionnel était plus grave que l'amende correctionnelle (Cass., 1^{er} juin 1907, B. 251). Voir la critique de cet arrêt dans R. et P. Garraud, 1732, note 28.

(5) Poittevin, *op. cit.*, article 202, n° 184 ; R. et P. Garraud, *op. cit.*, n° 1732, note 27. Voir cependant sous un arrêt de la Cour de

fait est un crime, la Cour pourra alors se déclarer incompétente; elle décernera, s'il y a lieu, un mandat de dépôt ou d'arrêt, et renverra l'affaire devant un juge d'instruction (article 214 du Code d'instruction criminelle). Si toutefois l'affaire avait fait l'objet d'une ordonnance de renvoi en police correctionnelle, la Cour ne pourra ordonner le renvoi, et il y aura lieu à règlement de juges. (V. *supra*, n° 19). Il en est ainsi même si l'appelant n'est qu'un complice et si l'auteur principal n'a pas interjeté appel.

Enfin, l'interdiction de la « reformation in pejus » ne fait pas obstacle à ce que la partie civile non appelante obtienne de nouvelles réparations du préjudice subi depuis ce jugement, et en particulier par le fait de l'appel (1).

Section 2. — Appel de la partie civilement responsable

N° 22. — Sur son seul appel, l'application littérale de l'Avis de 1806 empêche la Cour d'aggraver son sort. Elle a seulement la faculté soit de confirmer purement

Toulouse, en date du 28 décembre 1927 (G. P. 1928-1-457 et S. J. 1928-547), rapporté dans les *Etudes criminologiques*, 1928, p. 171. la note de M. Hugueney qui paraît admettre que cette règle est d'ordre public. Il critique en effet la décision rapportée parce qu'elle avait affirmé que le prévenu appelant pouvait y renoncer. L'hypothèse était la suivante : le prévenu, absous, en raison de la prescription de l'action publique, désirait obtenir un acquittement fondé sur le principe de sa non culpabilité. En réalité, l'arrêt de Toulouse est critiquable à deux points de vue : s'il était vrai que l'action publique était éteinte, le prévenu ne pouvait être condamné, et il n'avait pas à renoncer à la règle « nulla reformatio ». Si, au contraire, il était établi que la prescription n'était pas acquise, le prévenu ne pouvait pas davantage être condamné, car il ne demandait pas autre chose que la substitution d'un acquittement à une absolution.

(1) Le Poittevin, *op. cit.*, article 202, n° 190; R. et P. Garraud, *op. cit.*, n° 1728, § 1, et n° 1732, note 41.

et simplement le jugement, soit de diminuer le montant des condamnations mises à sa charge, soit de l'en décharger complètement (1).

Section 3. — Appel de la partie civile seule

N° 23. — La Cour doit augmenter le montant des dommages-intérêts alloués à la partie civile ou maintenir la décision intervenue sur les intérêts civils (2). L'interprétation donnée à l'Avis du Conseil d'Etat de 1806 lui interdit toute autre disposition.

Si le Tribunal a rejeté purement et simplement la demande en réparations de la partie civile, la Cour pourra admettre son droit à des dommages-intérêts, à moins qu'elle ne reconnaisse le bien fondé des exceptions que le prévenu peut toujours soulever devant elle et qu'elle a même la faculté de discuter d'office.

(1) Le Poittevin, *op. cit.*, article 202, n° 201; R. et P. Garraud, *op. cit.*, n° 1734.

(2) Merlin, *op. cit.*, Appel, § 5, p. 269; Le Poittevin, *op. cit.*, article 202, n° 221; R. et P. Garraud, *op. cit.*, n° 1735.

CHAPITRE III

INFLUENCE SUR LA DÉCISION D'APPEL DE LA CHOSE JUGÉE EN PREMIÈRE INSTANCE

INFLUENCE SUR LE PREMIER JUGEMENT DE LA CHOSE JUGÉE EN APPEL

N° 24. — Le principe qui domine la matière, est celui de l'indépendance réciproque des décisions d'appel et de première instance: D'une manière générale, les Cours d'appel ne sont pas liées par la chose jugée en première instance; et leurs décisions demeurent sans influence sur les parties des premiers jugements non attaquées par l'appel.

Ces règles doivent cependant être écartées en certaines hypothèses par suite de l'application des principes de la solidarité.

N° 25. — Devant les juridictions civiles, « en matière indivisible ou solidaire, l'appel interjeté régulièrement par l'une des parties profite aux autres et les relève de la déchéance qu'elles auraient encourue par

suite de leur défaut d'appel dans les délais ou de l'irrégularité de leur appel. Elles peuvent donc soit adhérer à l'appel d'une autre partie, soit interjeter appel elles-mêmes, en tout état de cause. Dans tous les cas et alors même qu'elles n'interviendraient pas dans l'instance d'appel, tout ce qui s'y fait leur est commun et la décision d'appel sera censée rendue en leur présence » (Répertoire des pandectes) (1). En effet, « un débiteur solidaire ne peut jamais faire pire la condition de ses codébiteurs; mais il peut la faire meilleure, et il est présumé agir dans l'intérêt commun de tous les débiteurs quand une intention contraire n'est pas démontrée » (Rodière) (2).

Cette règle est universellement admise en matière d'obligations solidaires (3).

Or les coauteurs d'un crime ou d'un délit sont tenus solidairement des amendes, dommages-intérêts, restitutions et frais (article 55 du Code pénal). Il en est de même quant aux condamnations civiles, pour les personnes civilement responsables (4).

Ne faut-il pas conclure qu'en matière pénale, comme en matière civile, l'appel d'un prévenu ou d'un civile-

(1) Au mot « solidarité », n° 4147.

(2) La Solidarité, édition de 1852, n° 127, p. 95.

(3) V. Merlin, *op. cit.*, Appel, § 15, p. 486; Talaudier, Appel, 1839, n° 264, pp. 272-275; Rodière, Procédure civile, 1844, tome 2, p. 329; Bioche, Dictionnaire de procédure civile et commerciale, 1845, Appel, n° 379; Dalloz, Répertoire de législation, 1846, Appel civil, n° 584; Répertoire Fuzier Hermann, Appel civil, n° 1691-92; Aubry et Rau, Cour de droit civil, 1922, § 769, tome 12, pp. 415-419; Répertoire pratique Dalloz, Appel civil, n° 305; et la jurisprudence rapportée dans les différents répertoires cités.

(4) Dalloz, Code civil annoté, article 1384, n° 780; Le Poittevin, *op. cit.*, article 202, n° 200, et Dictionnaire des Parquets, Solidarité.

ment responsable profite aux parties solidairement condamnées avec l'appelant?

Certains auteurs et quelques décisions ont admis que la règle de l'appel solidaire était fondée sur l'idée d'un mandat tacite, et qu'elle était, par suite, inapplicable en matière délictuelle ou quasi délictuelle, où la solidarité est une « solidarité imparfaite », une simple « obligation in solidum » (1).

Mais le système de la solidarité imparfaite en matière délictuelle a subi un échec complet, aussi bien en doctrine qu'en jurisprudence. La théorie du mandat qui serait la base de l'obligation solidaire parfaite est purement arbitraire: l'on peut justifier autrement les conséquences de la solidarité, et notamment par l'idée d'une communauté d'intérêts, qui a l'avantage de ne pas heurter le concept d'une obligation délictuelle. D'autre part, la loi n'a jamais envisagé qu'une solidarité, la solidarité parfaite; et les auteurs qui admettent l'obligation in solidum sont en désaccord sur ses effets. Toutes ces considérations ont conduit la jurisprudence à rejeter définitivement cette sorte de solidarité dès 1894 (2); et l'application des règles de la solidarité parfaite en matière d'obligations délictuelles et quasidélictuelles, qui de tout temps a eu de nombreux partisans (3) est aujourd'hui incontestable.

(1) Blanche, I, n° 409, p. 495; Répertoire Fuzier Hermann, Appel civil, n° 1730; Répertoire pratique Dalloz, Appel civil, n° 306. Paris, 8 février 1877, D. 77-2-88.

(2) Caen, 5 mars 1894, D. 95-2-329, P. 95-2-289; Paris, 28 mai 1900, D. 1902-2-453; Cassation, 2 juillet 1900, D. 1902-1-417, S. 1900-1-441; Cassation, 17 mars 1902, D. 1902-1-541.

(3) Rodière, 1844, Procédure civile, tome 2, p. 329; Dalloz, Jurisprudence générale, 1846, Appel civil, n° 585; Laurent, tome 17, p. 311; Demolombe, tome 26, n° 287; Répertoire Fuzier Hermann,

Mais la question de l'appel solidaire en matière délictuelle et quasidélictuelle est demeurée cantonnée dans le domaine civil. Les auteurs cités et les arrêts n'envisagent que le cas où la réparation du préjudice causé par un délit est demandée à une juridiction civile. Ils n'ont pas envisagé le côté pénal du problème et en particulier l'extension des règles de l'appel solidaire à l'action civile portée devant un tribunal répressif et à toutes les condamnations solidaires prononcées par une juridiction pénale.

Cette extension s'impose cependant par sa logique même. Les règles de l'appel solidaire doivent s'appliquer en matière pénale.

N° 26. — Néanmoins, en matière de simple police, leur application est plus discutable, car le principe de la solidarité est lui-même discuté : L'article 55 du Code pénal ne vise que les crimes et les délits. D'autre part, le décret du 5 octobre 1920, qui a remplacé le décret du 18 juin 1811, a abrogé dans son article 161 l'ancienne solidarité que l'article 156 du décret de 1811 établissait entre les coauteurs d'une contravention pour le paiement des frais et dépens. En simple police il n'y a donc de solidarité ni pour les amendes ni pour les frais de poursuites.

Mais, comme les auteurs d'un délit ou d'un quasi délit civil sont obligés solidairement, il faut décider que

Solidarité, n° 327 ; Baudry-Lacantinerie, II, p. 219 ; Demogue, Responsabilité civile des délits, 1898, p. 57 ; Planiol, tome 2, p. 777 ; Colin et Capitan, tome 2, p. 183 ; Lamarque, Responsabilité solidaire des coauteurs d'un délit, 1911, p. 200 ; Demogue, Traité des obligations, tome 4, n° 771 et 778.

les dommages-intérêts sont dûs solidairement en matière de contraventions (1).

Aucun doute n'est possible à cet égard, malgré une apparence contradictoire: L'article 55 du Code pénal édicte la solidarité pour les condamnations civiles encourues par les coauteurs d'un délit. Or, « l'article 55 s'applique aussi bien au cas où les dommages-intérêts dus à raison d'un crime ou d'un délit sont demandés devant le Tribunal civil, qu'à celui où ils sont réclamés devant un Tribunal de justice répressive, *lex non distinguit* » (Aubry et Rau) (2). La solidarité devait donc être admise en matière de délits et de quasi délits, quelle que soit la nature des infractions qu'ils peuvent constituer au point de vue pénal, même s'ils ne sont que de simples contraventions.

Par cet enchaînement logique, l'article 55 du Code pénal se trouve ainsi enrichi d'une disposition que ses rédacteurs avaient peut-être implicitement rejetée.

N° 27. — Les règles de l'appel solidaire doivent en conséquence être appliquées à toutes les condamnations solidaires prononcées par un Tribunal répressif: condamnations civiles en matière de simple police et en matière correctionnelle; condamnations aux dépens (3) et, dans certains cas, condamnations à l'amende, en matière correctionnelle.

Mais, comme en matière civile, elles ne peuvent être mises en jeu, et l'appel d'une partie ne peut profiter à

(1) V. contra. Aubry et Rau, 1902, tome 4, p. 28, note 4 (5), et Répertoire pratique Dalloz, Contraventions, n°s 59-62.

(2) 1902, tome 4, p. 28, note 5.

(3) V. Répertoire pratique Dalloz, Appel civil, n°s 305-306, et Limoges, 6 août, 1888, D. P. 89-2-213.

ses codébiteurs solidaires qui si ses moyens d'appel sont fondés sur des circonstances communes à tous les obligés. Si, au contraire, l'appelant ne fait valoir que des arguments qui lui sont personnels, le bénéfice de l'appel lui reste seul acquis (1).

Il est nécessaire de remarquer, en outre, que les règles de l'appel solidaire ne sont applicables en matière pénale que si les coauteurs ont encouru une condamnation unique dont ils sont solidairement tenus. C'est alors seulement qu'ils sont véritablement codébiteurs solidaires au sens où l'entendent les civilistes.

Au contraire, en cas de condamnations distinctes, propres à chacun d'eux, la solidarité établie par l'article 55 du Code pénal n'a pas d'autre but que d'accorder à l'Etat et aux parties civiles une simple facilité de recouvrement. Rien ne s'oppose à ce que le coprévenu non appelant demeure définitivement tenu des condamnations qu'il a personnellement encourues; les règles de la solidarité ne joueront ici que pour le décharger de son obligation solidaire dans la mesure où l'appelant aura bénéficié d'une diminution de ses propres condamnations.

Section 1. — Appel du prévenu seul

N° 28. — S'il y a plusieurs prévenus et qu'un seul d'entre eux ait fait appel, seul celui-ci peut obtenir une

(1) Dalloz, Répertoire de jurisprudence générale, 1846, Appel civil, n° 584; Rodière, Solidarité, 1852, n° 122, p. 94; Répertoire Fuzier Hermann, Appel civil, n° 1731; Dalloz, Code de procédure civile annoté, article 443, n° 528; Répertoire pratique Dalloz, Appel civil, n° 308.

atténuation des condamnations pénales mises à sa charge, à moins cependant que le Ministère public n'ait interjeté un appel global pour faire venir l'affaire dans son entier devant la Cour.

Il pourra en résulter des contradictions flagrantes entre deux décisions ayant acquis l'autorité de la chose jugée. Il n'importe. En aucun cas, la Cour n'est liée par l'appréciation faite par les premiers juges. Peu importe que l'appelant soit acquitté, alors que ses complices ont été définitivement condamnés en première instance pour le même fait ⁽¹⁾.

Pour les condamnations à l'amende, le principe est le même : et la solidarité édictée par l'article 55 du Code pénal ne fait pas obstacle à son application, tant que chacun des codélinquants est condamné au paiement d'une amende individuelle. Les moyens d'un co-inculpé qui fait appel sur l'action publique lui sont généralement personnels; et d'autre part, la règle de la personnalité des peines s'opposerait à la mise en jeu des conséquences de l'appel solidaire.

Cependant, dans certaines hypothèses, le tribunal ne peut pas prononcer autant d'amendes qu'il y a de coupables. Il en est ainsi pour certains délits forestiers : extraction de pierres ou de sable, coupes d'arbres dans les bois (144-192 Code forestier); s'ils ont été commis par plusieurs personnes agissant dans un intérêt commun, une seule amende est prononcée, car elle est déterminée uniquement par le dommage causé ⁽²⁾. De

(1) V. *supra* n° 6, les solutions inverses des législations pénales italienne et autrichienne.

(2) Cass., 24 avril 1828, B. 126.

même en matière de régie, où l'amende a surtout le caractère d'une réparation civile (1).

Dans ces deux hypothèses, les coprévenus sont condamnés solidairement à une amende unique; l'appel de l'un d'eux profite nécessairement aux autres.

N° 29. — Pour les condamnations civiles, comme pour les condamnations pénales, le principe fondamental est celui de l'indépendance réciproque des décisions d'appel et de première instance. Néanmoins, si les coauteurs et complices ont été condamnés à une réparation globale à l'égard de la partie civile, ils en sont tenus solidairement; et l'appel de l'un d'eux profite nécessairement aux autres, s'il est fondé sur des motifs qui leur sont communs. Si la Cour abaisse le montant global de la condamnation civile, la part due définitivement par chacun sera fixée d'après la répartition que le Tribunal avait ordonnée formellement ou tacitement; la Cour pourra même modifier cette répartition à condition de ne pas augmenter la dette définitive de l'un d'eux.

*Section 2. — Appel de la personne
civilement responsable*

N° 30. — En principe, il est entièrement indépendant de l'appel du prévenu.

Néanmoins, si la personne civilement responsable et le prévenu ont encouru une condamnation unique dont

(1) Cass., 4 décembre 1863, B. 286, S. 64-1-197, P. 64-748, D. 64-1-195.

ils sont solidairement tenus, il faut appliquer les règles de l'appel solidaire.

Il en est ainsi dans quelques hypothèses particulières pour le paiement de l'amende: La personne civilement responsable est, en effet, condamnée solidairement aux amendes fiscales ⁽¹⁾ et aux amendes encourues en matière de contributions indirectes ⁽²⁾; d'autre part, certains commettants sont solidairement responsables des amendes dues par les employés pour certaines infractions commises à l'occasion de leur travail: tels sont les propriétaires de marchandises ⁽³⁾, les directeurs de messageries et d'entreprises de voitures publiques ⁽⁴⁾, les propriétaires des voitures ⁽⁵⁾ et des bateaux ⁽⁶⁾, les adjudicataires forestiers et leurs cautions ⁽⁷⁾, et les huissiers ⁽⁸⁾.

Dans ces différents cas, l'appel de la personne civilement responsable profite nécessairement au prévenu, comme l'appel du prévenu profite à la personne civilement responsable: il est en effet fondé sur des motifs qui leur sont communs, la culpabilité du délinquant. Néanmoins, si le civilement responsable n'invoquait en appel que la non-existence des liens de commettant à employé, son appel demeurerait sans effet à l'égard du prévenu.

(1) Cassation, 6 juin 1850, D. 50-5-59; Larombière, article 1384, n° 39.

(2) Décret 1^{er} germinal an XIII, article 35.

(3) Loi 6-22 août 1791, titre XIII, article 20.

(4) Décret 4 germinal an II, titre III, article 8.

(5) Loi 30 mars 1851, article 13.

(6) Loi 1^{re} primaire an VII, article 54.

(7) Code forestier, article 46.

(8) Loi 27 décembre 1923, article 9.

N° 31. — Mais les hypothèses les plus fréquentes où le prévenu et le civilement responsable sont solidairement responsables d'une seule et même condamnation, sont celles où ils sont tenus du paiement de réparations civiles.

Les règles de l'appel solidaire sont alors applicables si la diminution de dommages-intérêts obtenue par l'appelant est motivée par des considérations communes au civilement responsable et à l'inculpé: si, par exemple, elle est fondée sur l'inexistence du préjudice invoquée par la partie civile (1).

Par contre, la réduction du montant de ses condamnations civiles demeurera personnelle à la partie civilement responsable seule appelante si celle-ci a pu établir que sa responsabilité n'était que partiellement engagée.

N° 32. — Que décider s'il résulte des débats ouverts à nouveau sur l'appel du civilement responsable, que le délit est moins grave que ne l'avaient estimé les premiers juges, ou s'il n'est pas établi, ou si le prévenu n'en est pas déclaré l'auteur? La Cour doit-elle imposer silence à sa propre conviction, et débouter de son appel la partie civilement responsable par cela seul qu'elle conclut à l'inexistence d'un délit reconnu en première instance?

La Cour de cassation ne l'a jamais admis (2).

(1) Contra Le Poittevin, *op. cit.*, article 202, n° 202. Mais cet auteur n'avait pas envisagé l'application en matière pénale des règles de la solidarité.

(2) Arrêts du 24 juillet 1818, B. 91; du 9 février 1837, B. 45; du 27 décembre 1889, D. 90-1-335. V. Berriat Saint-Prix, Tribunal correctionnel, tome 2, n° 1131; Poittevin, *op. cit.*, article 202, n° 201 à 204; R. et P. Garraud, *op. cit.*, n° 1734.

Le principe de l'autorité de la chose jugée au criminel ne s'impose qu'aux juridictions civiles. La Chambre des appels correctionnels de la Cour d'appel saisie uniquement des intérêts civils, n'en demeure pas moins une juridiction pénale qui doit garder un souverain pouvoir d'appréciation dans la limite des faits qui lui sont dévolue. Admettre le contraire serait d'ailleurs rendre presque toujours illusoire l'appel du civilement responsable.

Quelques arrêts récents ⁽¹⁾ ont cependant décidé que sur le seul appel de la personne civilement responsable, la culpabilité du prévenu était définitivement acquise aux débats et ne pouvait plus être discutée.

Ces arrêts ont été très justement critiqués ⁽²⁾. Ils ont cependant pour eux l'autorité d'un texte qui a force de loi : l'avis du Conseil d'Etat du 12 novembre 1806 contient en effet une disposition qui paraît imposer l'autorité en appel de la chose jugée en première instance sur le principe de la culpabilité (V. infra n° 33). Le texte en est formel, et il paraît difficile de le tourner. Il doit cependant, et il peut être écarté : son application s'était posée en effet à propos du problème inverse où la partie civile est seule appelante du jugement ; et le président Barris, dont les avis font autorité, l'avait rejetée dans un arrêt fortement motivé ⁽³⁾ pour des raisons qui rendent cette décision applicable à notre hypothèse (V. le numéro suivant).

(1) Bordeaux, 31 octobre 1912, dans *Le Droit*, 13 décembre 1912; Paris, 13 mars 1928, dans la *Semaine juridique*, 1928, p. 679, avec la note de M. Pierre Garraud, et dans les *Etudes criminologiques*, 1928, p. 171, avec la note de M. Louis Hugueney.

(2) V. les notes de MM. Pierre Garraud et Louis Hugueney sous l'arrêt précité de la Cour de Paris.

(3) V. Berriat Saint-Prix, *Tribunal correctionnel*, tome 2, n° 1132.

Section 3. — Appel de la partie civile seule

N° 33. C'est précisément cet appel que le Conseil d'Etat envisageait, lorsqu'il affirmait que la Cour doit tenir pour vraie la chose jugée en première instance : « ... Comme le ferait un Tribunal civil auquel on porterait la question des dommages et intérêts, la Cour d'appel doit tenir pour constants les faits et les motifs qui ont déterminé le chef du jugement relatif au délit parce que ce jugement ayant passé en force de chose jugée, a tous les droits d'une vérité incontestable. Res judicata par veritate habetur ». Ces dispositions appliquées à la lettre conduiraient aux conséquences suivantes : déboutée de sa demande en première instance parce que la prévention n'avait pas été établie, la partie civile devait nécessairement subir le même sort en appel, même si elle réussissait à faire devant la Cour la preuve de l'existence du délit.

C'était délibérément lui refuser toute voie de recours.

En 1815, la question s'était posée devant la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation. Le Président Barris se refusait à accepter une solution aussi rigoureuse. Ne pouvant enfreindre impunément la lettre d'un texte aussi formel, il chercha à en dégager l'esprit, ce qu'il fit avec un rare bonheur. Ses conclusions sont les suivantes : « Lorsque le Conseil d'Etat dit, dans son avis du 12 novembre 1806, que le Tribunal Correctionnel, qui n'a été saisi que par l'appel de la partie civile de la connaissance d'un jugement auquel le ministère public a acquiescé, « doit tenir pour constants les faits et les motifs qui ont déterminé le chef du juge-

ment *relatif au délit* », il ne se réfère qu'à la peine qui aurait pu être prononcée, et qui ne l'a pas été ; mais, de ces expressions, il ne résulte nullement que ce Tribunal ne puisse et ne doive, dans l'intérêt de la partie civile, examiner de nouveau les faits, les apprécier et les qualifier selon sa conscience ; autrement le droit d'appel qui est accordé à la partie civile d'une manière indépendante de celui du ministère public, serait illusoire » (1).

Il ressort clairement de cette note du Président Barris que les Conseillers d'Etat ont mal rédigé le paragraphe d'où l'on aurait voulu tirer le principe de l'autorité en appel de la chose jugée en première instance : ils ont écrit « le chef du jugement relatif au délit », alors que leur pensée était la suivante : « La Cour doit tenir pour constants les faits et les motifs qui ont déterminé le chef du jugement *relatif à l'action publique* ». C'est ce qui résulte très nettement du rapprochement que l'on doit faire avec le paragraphe précédent : « S'il y a acquiescement sur l'action publique, la Cour n'en reste pas moins compétente sur l'action civile ; ce n'est point une *action civile* principale qu'on lui apporte, c'est l'appel d'un chef de jugement qu'il n'appartient qu'à elle de confirmer ou de réformer ; mais, comme le ferait... » Le Conseil d'Etat se contentait donc d'affirmer à nouveau que l'appel de la partie civile seule ne fait pas revivre le droit pour le ministère public, de faire modifier le jugement sur l'action publique.

(1) La note du P. Barris (note 231) a été reproduite en grande partie dans Berriat Saint-Prix, le Tribunal correctionnel, tome 2, n° 1132.

Toutefois, cette partie de l'Avis du Conseil d'Etat est l'objet d'une autre interprétation. D'après M. Le Poittevin, elle impose l'autorité de la chose jugée en première instance lorsque le principe de la culpabilité du prévenu a été proclamé par le Tribunal. La Cour doit alors s'en tenir purement et simplement à l'appréciation des faits telle qu'elle résulte du jugement sur l'action publique (1).

Au contraire, un jugement de relaxe ne fait pas obstacle à un nouvel examen par la Cour de la responsabilité pénale de l'individu acquitté, bien que l'action publique reste éteinte.

Si la Cour estime que le fait est un crime, elle ne peut, sur le seul appel de la partie civile, renvoyer l'affaire devant le juge d'instruction, parce que cet appel demeure sans influence sur l'action publique.

Mais, d'autre part, elle est incompétente, car elle ne peut connaître d'une action civile que pour une infraction de sa compétence. Elle devra donc renvoyer la partie civile à se pourvoir devant le Tribunal civil (2).

Mais si le Tribunal avait admis le principe de la responsabilité civile de l'inculpé, on admet que la Cour est liée et ne peut renvoyer la partie civile devant une juridiction civile, en vertu de la règle : *nulla reformatio adversus appellatorem* (3).

(1) Le Poittevin, *op. cit.*, article 202, n° 223-227; R. et P. Garraud, n° 1735.

(2) Le Poittevin, article 202, n° 215; R. et P. Garraud, n° 1735.

(3) Le Poittevin, article 202, n° 216.

Section 4. — Appel du Ministère public seul

N° 34. L'appel du ministère public demeure sans aucune influence sur l'action civile.

Les dommages-intérêts accordés à la partie civile restent dus même en cas d'acquiescement par la Cour si le prévenu n'a pas interjeté appel ⁽¹⁾.

De même la partie civile est définitivement privée de toute réparation si elle n'a pas appelé d'une décision de relaxe, même lorsque, sur l'appel du ministère public la Cour reconnaît l'existence du délit que les premiers juges avaient écarté.

D'autre part, si le ministère public a limité son appel à l'un des prévenus acquittés en première instance, la Cour peut valablement condamner celui-ci sans être liée par ce qui a été définitivement jugé par le Tribunal à l'égard des autres ⁽²⁾. Il en est de même si tous les prévenus avaient été condamnés en première instance, et si la Cour acquitte celui-là seul d'entre eux contre lequel le ministère public a dirigé son appel.

(1) Le Poittevin, article 202, n° 254; R. et P. Garraud, n° 1737.

(2) Le Poittevin, article 202, n° 109; R. et P. Garraud, n° 1733.

CHAPITRE IV

APPEL SIMULTANÉ DE PLUSIEURS PARTIES

N° 35. — Les mêmes règles sont applicables

Chaque appel produit donc les effets qui lui sont propres ; et tous ces effets s'ajoutent, de telle sorte que la dévolution est complète en cas d'appel de toutes les parties.

TITRE III

INTÉRÊT D'UN APPEL INCIDENT

Les règles de la limitation de l'effet dévolutif présentent pour l'inculpé, la partie civilement responsable et la partie civile de multiples inconvénients, si la voie de l'appel leur est définitivement fermée après l'expiration du délai de dix jours qui leur est imparti.

N° 36. — I. LE PRÉVENU NE FAIT PAS APPEL.

Si *la partie civile* a interjeté appel, le prévenu ne pourra pas faire modifier les condamnations pénales ⁽¹⁾.

Il ne pourra même pas faire réduire les condamnations civiles mises à sa charge, bien que le principe de sa responsabilité civile soit discuté à nouveau devant la Cour ⁽²⁾.

(1) Voir n° 14.

(2) Voir n° 23.

Si un seul des co-prévenus fait appel, un prévenu qui n'est peut-être qu'un complice de l'appelant, pourra voir ce dernier bénéficier d'une diminution de peine ou même d'un acquittement, pour le même fait qui lui a valu une condamnation définitive (1).

Il en est de même des réparations civiles dont le prévenu appelant peut être déchargé alors qu'elles restent dues par le prévenu non appelant lorsque les règles de la solidarité ne sont pas en jeu (2).

Si la *partie civilement responsable* fait appel, le prévenu ne peut faire modifier sa peine, alors même que la Cour déclare le délit moins grave que ne l'avaient estimé les premiers juges, ou qu'elle le déclare inexistant (3).

Il ne peut également bénéficier de la diminution ou de l'exonération des dommages-intérêts obtenus par l'appelant, sauf dans certaines hypothèses où il a été condamné solidairement avec lui (4).

Si le *ministère public* interjette appel, le prévenu pourra obtenir une atténuation de peine ; il pourra même être acquitté. Il n'en restera pas moins tenu des dommages-intérêts auxquels il a été condamné en première instance (5).

N° 37. — II. LA PARTIE CIVILEMENT RESPONSABLE NE FAIT PAS APPEL.

Au cas d'appel de la *partie civile*, la personne civilement responsable ne pourra pas faire diminuer les

(1) Voir n° 28.

(2) V. supra n° 29.

(3) V. supra n° 30.

(4) V. supra n° 31.

(5) V. supra n° 35.

dommages-intérêts mis à sa charge, bien que l'appel ait remis en question le principe de sa responsabilité

De même, sur l'appel du *ministère public* ou du *prévenu*, la culpabilité de ce dernier peut être écartée. Cependant, le civilement responsable ne pourra pas se faire dégrever des dommages-intérêts auxquels le Tribunal l'a définitivement condamné (1).

N° 38. — III. LA PARTIE CIVILE NE FAIT PAS APPEL.

Sur appel du *prévenu* ou de la *partie civilement responsable*, les dommages-intérêts qu'elle avait obtenus peuvent être réduits ou supprimés ; elle ne pourra jamais en faire augmenter le montant, si ce n'est en raison du préjudice subi depuis le premier jugement (2).

Si le Tribunal a acquitté le prévenu et débouté la partie civile, il y a chose définitivement jugée sur le principe de la responsabilité civile ; l'appel du ministère public ne fait pas revivre le droit de la partie civile, même si la Cour condamne le prévenu pour le fait qui avait motivé son acquittement en première instance (3).

N° 39. — Pour parer à de tels inconvénients, les intéressés ont la faculté d'interjeter en temps utile, appel de la décision qui leur fait grief.

Mais certains ont pu y renoncer soit par négligence, soit par crainte d'engager de nouveaux frais, soit pour éviter l'éclat d'un nouveau débat, soit souvent par simple esprit de conciliation.

(1) V. *supra* n° 29.

(2) V. *supra* n° 20.

(3) V. *supra* n° 35.

Si une partie adverse a fait appel de telle sorte que les délais soient expirés au moment où l'intéressé en a connaissance ⁽¹⁾, ce dernier aura sacrifié en vain ses intérêts. Il devra se défendre en appel, et ne pourra plus attaquer.

Deux moyens corollaires permettent d'éviter ces résultats :

1° Autoriser la partie non appelante non seulement à faire valoir en appel tous ses moyens de défense, mais encore à obtenir la réformation en sa faveur du jugement dont appel. C'était le système du Bas Empire et de l'Ancien Droit ; le remède était radical ; en étendant largement l'effet dévolutif de l'appel, il faisait disparaître tous les inconvénients signalés.

2° Accorder à la partie non appelante le simple droit de faire, après l'expiration des délais de l'appel principal, *un appel incident*.

(1) Les appels de la dernière heure étaient fréquents avant la loi du 22 avril 1925, précisément dans ce but. Ils avaient été facilités par la jurisprudence qui admet la validité d'un appel interjeté le onzième jour, soit après la fermeture du greffe par notification quelconque à la personne du greffier, soit entre les mains du greffier de service au Parquet lorsque le jour est férié. Cass., 22 mai 1835 (B. 200), 19 mai 1927 (Semaine juridique, 1927, p. 1125) ; Paris, 24 décembre 1924, D. 1925-2-53 et G. P. 1925-2-630. V. également R. et P. Garraud, *op. cit.*, tome 5, n° 1705.

TITRE IV

IRRECEVABILITÉ DE L'APPEL INCIDENT PÉNAL AVANT 1925

PREMIÈRE PARTIE

Irrecevabilité de l'appel incident correctionnel avant 1925

CHAPITRE PREMIER

APERÇU HISTORIQUE

N° 40. — Dès le 2 germinal an VIII ⁽¹⁾, le Tribunal de Cassation posait le principe de l'irrecevabilité de l'appel incident pénal.

(1) B. 297; S. 1809, p. 271; D. A. 1-567; *Journal des audiences de la Cour de cassation*, 1809, p. 229; Dalloz, répertoire de 1846, Appel incident, n° 175; Merlin, *op. cit.*, Appel, § 10, article 3, n° 14, 4°, p. 372.

L'espèce était particulièrement caractéristique, car le Tribunal Suprême cassait un jugement du Tribunal criminel de Saône-et-Loire qui avait admis l'appel hors délai, de la partie civile, du commissaire du gouvernement et de l'accusateur public, après appel principal du condamné.

Le 18 mars 1809 ⁽¹⁾, la Cour de Cassation complétait le système ainsi posé, en rejetant l'appel du condamné, interjeté après le dixième jour du jugement, incidemment à l'appel de la partie civile.

Ces deux décisions avaient été rendues sous l'empire du Code de Brumaire an iv.

Après la mise en vigueur du Code d'Instruction Criminelle de 1808, la Cour de Cassation persista dans sa manière de voir; et le 27 décembre 1811 ⁽²⁾ elle rejeta un appel incident du procureur général de Bruxelles, formé après l'expiration de son délai de deux mois.

Toutes les hypothèses d'appel incident correctionnel avaient été envisagées devant la Cour de Cassation, qui les avait toutes rejetées. Désormais elle appliqua sa jurisprudence à chaque espèce qui se présentait à elle ⁽³⁾.

Devant une volonté si formellement exprimée, les Cours d'appel s'inclinèrent, et la question ne fut plus soulevée en pratique.

N° 41. — Il n'en fut pas de même en doctrine : de nombreux auteurs, et non des moindres, protestèrent

(1) Merlin, *op. cit.*, Appel incident, § 11, p. 516.

(2) Sirey, tome 17, p. 327; Dalloz, Répertoire de 1846, Appel incident, n° 172; Merlin, *op. cit.*, Appel incident, § 11, p. 513.

(3) Arrêts des 2 décembre 1825 (B. 232), 19 août 1841, 12 mai 1855 (B. 275 et D. P. 55-1-443), 17 janvier 1889 (D. 90-148).

contre l'irrecevabilité de l'appel incident correctionnel. L'un des plus célèbres et l'un des premiers en date fut Merlin, dont l'autorité est d'autant plus grande qu'il contribua à l'élaboration du Code de l'an iv et qu'il fut Procureur Général près la Cour de Cassation pendant tout l'Empire. Les arguments de Merlin ont été adoptés en 1836 par Rauter, dans son traité de droit criminel ; en 1839, par Talandier, dans son traité de l'appel, et en 1846, par Dalloz, dans son Répertoire Alphabétique de Législation (1).

L'argumentation de ces auteurs parut si sérieuse qu'il y eut quelques timides essais dans la jurisprudence pour ouvrir la voie à l'appel incident (2). Mais ces décisions demeurèrent isolées. Et le principe de l'irrecevabilité de l'appel incident correctionnel fut strictement appliqué jusqu'à la loi du 22 avril 1925 (3).

Les auteurs eux-mêmes finirent pas s'incliner.

Dès 1812, Carnot, qui, cependant, admet l'appel incident en matière de simple police, avait approuvé l'arrêt

(1) Voir Merlin, Questions de droit, édition de 1827, Appel incident, § 11; Rauter, Traité théorique et pratique de droit criminel français, édition de 1836, n° 764; Talandier, Traité de l'appel, édition de 1839, n° 424; Dalloz, Répertoire de législation, édition 1846, au mot appel incident, n°s 162 à 180.

(2) Voir notamment un arrêt de la Cour de Nancy du 14 juin 1833, reproduit dans Dalloz, Répertoire de 1846, au mot Appel incident, n° 178. Dans ses Questions de droit, Appel incident, p. 520, Merlin cite un arrêt de Cassation du 23 octobre 1824 (B. 24) qui aurait validé l'appel incident d'un condamné sur appel principal de l'administration des Eaux et Forêts; en réalité, la Cour paraît avoir simplement admis que l'appel de l'administration, comme celui du Ministère public, peut être favorable au prévenu.

(3) Le dernier arrêt rendu avant l'application de la loi du 22 avril 1925 émane de la Cour de Caen (Caen, 15 octobre 1925; Recueil de Caen, 1925, p. 195).

du 18 mars 1809 qui le rejette en matière correctionnelle (1).

Rodière, en 1844, et Faustin Hélie, en 1858, approuvèrent la jurisprudence, et les auteurs qui leur succédèrent suivirent leur exemple (2).

Le principe de l'irrecevabilité de l'appel incident correctionnel ne trouva plus de contradicteur ; il était désormais définitivement consacré.

(1) Carnot, Instruction criminelle, article 174, n° 14, dans l'édition de 1812, et n° 11, dans l'édition de 1829; article 203, n°s 4 à 6, éditions de 1812 et 1829.

(2) Rodière, édition de 1844, Procédure criminelle, p. 373; Faustin Hélie, édition de 1858, Traité de l'instruction criminelle, tome 8, § 572, n° 4; Berriat Saint-Prix, 1865, le Tribunal de simple police, n° 539; R. Garraud, 1889, Précis de droit criminel, n° 1088, p. 735; G. Le Poittevin, en note sous Limoges, 26 octobre 1899, au Dalloz 1902-2-217; et G. Le Poittevin, Code d'instruction criminelle annoté, article 203, n°s 88-93.

CHAPITRE II

PRINCIPE DE L'IRRECEVABILITÉ

N° 42. — Pour comprendre les motifs du principe de l'irrecevabilité de l'appel incident correctionnel avant 1925, il convient de se reporter au Code du 3 brumaire an iv, qui était en vigueur au moment où ont été rendus les premiers arrêts.

Les seules dispositions du Code de brumaire qui fussent relatives aux délais d'appel correctionnel étaient celles de son article 194 : « la déclaration d'appel doit être faite au greffe, le dixième jour au plus tard après celui qui suit la prononciation du jugement ». Le Tribunal de Cassation devait nécessairement en conclure que tout appel interjeté après ce délai était irrecevable.

D'autre part, l'article 594 du même Code était ainsi conçu : « *Les dispositions du présent Code devant seules régler à l'avenir l'instruction et la forme tant de procéder que de juger*, relativement aux délits de toute nature, les lois des 16 et 29 septembre 1791 concernant

la police de sûreté, la justice criminelle et l'établissement des jurés sont rapportées, ainsi que toutes celles qui ont été rendues depuis pour les interpréter ou les modifier. Sont pareillement rapportées les dispositions de la loi du 19 juillet 1791 relatives à la forme de procédure et aux règles d'instructions à observer par les tribunaux de police municipale ou correctionnelle ».

L'article 594 semblait faire table rase de toute la législation pénale antérieure. Du rapprochement de cet article avec l'article 194, le Tribunal de Cassation a conclu que le Code des délits et des peines n'admettait pas l'appel incident : en effet, l'article 594 rejetait cette sorte d'appel par cela seul que l'article 194 n'en avait pas fait mention.

Ainsi posé, le principe d'irrecevabilité a-t-il été écarté par le Code de Procédure Civile de 1806, dont l'article 443 admet formellement l'appel incident en matière civile (1) ? Nullement, car « les dispositions du Code de Procédure Civile ne sont applicables en matière répressive qu'autant qu'elles ont pour effet de suppléer à des lacunes ou d'aider à l'exécution des règles établies pour l'instruction criminelle » (2).

D'autre part, le Code d'Instruction Criminelle qui, en 1808, a été substitué au Code de brumaire an iv, n'a reproduit nulle part la règle énoncée dans l'article 443 du Code de Procédure Civile. Et son article 203, qui frappe de déchéance tout appel interjeté après le délai de dix jours, ne prévoit qu'une exception : l'appel du

(1) Article 443 du Code de procédure civile: « Le délai pour interjeter appel sera de deux mois... L'intimé pourra néanmoins interjeter incidemment appel en tout état de cause quand même il aurait signifié le jugement sans protestation. »

(2) Le Poittevin, *op. cit.*, article 203, n° 89.

procureur général qui peut être interjeté dans les deux mois.

En conséquence, le principe d'irrecevabilité posé par le Code de brumaire an iv n'a pas été abrogé par le Code de Procédure Civile, et il a été strictement maintenu par le Code d'instruction Criminelle. Telle était l'argumentation de la jurisprudence avant la loi du 22 avril 1925.

CHAPITRE III

CRITIQUE DU PRINCIPE DE L'IRRECEVABILITÉ

N° 43. — Les arguments donnés en faveur du principe de l'irrecevabilité de l'appel incident correctionnel ne résistent pas à un examen approfondi du texte.

L'article 194 du Code de brumaire an iv, comme l'article 203 du Code d'Instruction Criminelle fixent un délai après lequel l'appel n'est plus recevable. Mais ce délai concerne uniquement l'appel principal. L'appliquer à l'appel incident, c'est confondre abusivement ces deux sortes d'appels. Or, l'appel incident doit être soigneusement distingué de l'appel principal dont il n'est que la contre-partie : c'est, en effet, la réponse de l'intimé qui désire sauvegarder ses droits devant la jurisprudence d'appel. « Dire que l'appel incident est compris dans la généralité du mot appel, ce serait méconnaître le caractère de l'appel incident ; ce serait oublier que l'appel incident n'est qu'un moyen de défen-

se à l'appel principal et que la défense est toujours permise à quiconque est attaqué » (1).

D'ailleurs, l'article 194 du Code des Délits et des Peines avait été rédigé par Merlin lui-même. Or, dit ce dernier, le texte n'a jamais visé que l'appel principal « et, si, comme tout porte naturellement à le croire, cet article fut décrété dans le même esprit que je l'avais proposé, il est clair qu'il n'était nullement exclusif de l'appel incident en matière correctionnelle après les dix jours » (1).

On doit en conclure en toute certitude que le délai de dix jours imparti par les articles précités concerne seulement l'appel principal, *et que les deux Codes de l'an iv et de 1808 laissent entière la question de l'appel incident.*

Faut-il en induire l'irrecevabilité de cet appel ? La réponse ne ferait aucun doute si, antérieurement à ces Codes l'appel incident n'était pas admis en matière pénale. Or, il n'en est rien.

La recevabilité de l'appel incident est un principe qui a dominé toute la procédure pénale de l'ancien droit. Introduit par la loi romaine « de appellationibus » de l'an 530 (Code de Justinien, 7, 62. 39 p.), l'appel incident n'a jamais cessé d'être admis dans les pays de droit écrit : et il a paru si indispensable à une bonne administration de la justice, que la pratique coutumière s'en est rapidement emparé (2).

L'appel incident existait donc à la veille de la rédaction du Code des délits et des peines. L'article 594 du dit Code l'a-t-il supprimé ? On l'a soutenu. Mais cet

(1) Merlin, *op. cit.*, Appel incident, § 11, p. 517.

(2) Voir *supra* n° 8 et 9.

article (1) abroge uniquement les dispositions des lois des 16 et 29 septembre 1791, sur la justice criminelle, et du 19 juillet 1791 sur les Tribunaux de police municipale et correctionnelle. Or, ces différents textes ne contiennent aucune disposition sur l'appel incident ; ils prévoient seulement l'octroi d'un délai d'appel principal (2), et ils n'abrogent nullement les règles de l'Ancien Droit.

Le principe de la recevabilité de l'appel incident subsistait donc sous l'empire du Code de brumaire an iv.

N° 44. — Mais sa persistance sous l'empire du Code d'Instruction Criminelle se heurte à un argument de texte :

Les rédacteurs du Code de procédure civile ont estimé nécessaire d'en affirmer l'existence en matière civile par une disposition formelle, l'article 443. Au contraire, en n'y faisant aucune allusion, les rédacteurs du Code d'instruction criminelle n'ont-ils pas entendu la rejeter ?

Nous ne le croyons pas.

En effet, pour conserver le principe de l'appel incident en matière civile, il fallait un texte formel ; en matière pénale au contraire la nécessité ne s'en faisait pas sentir.

Par son article 1041, le Code de procédure civile abroge purement et simplement toute la procédure antérieure en matière civile : « le présent Code sera exécuté à dater du 1^{er} janvier 1807 ; toutes lois, coutumes, usages et règlements relatifs à la procédure civile se-

(1) Reproduite au n° 42.

(2) Loi du 19 juillet 1791, titre II, article 61.

ront abrogés ». « Par suite, si l'article 443 n'avait pas maintenu la faculté de faire appel incident, l'article 1041 aurait abrogé la loi romaine qui l'avait introduite dans les pays de droit écrit, et l'usage qui l'avait étendue aux pays coutumiers » (1).

Au contraire, le Code d'Instruction Criminelle ne contient aucune disposition de cet ordre : en conséquence, les principes antérieurs qui ne sont pas incompatibles avec les règles qu'ils édicte, doivent être maintenus ; il en est ainsi de l'appel incident.

Si, d'ailleurs, les rédacteurs du Code d'Instruction Criminelle n'ont pas jugé nécessaire d'inscrire dans l'article 203 une disposition analogue à celle de l'article 443 du Code de procédure civile, c'est qu'ils n'avaient pas prévu les difficultés que leur silence devait soulever ; lors de la discussion du Code, un seul arrêt de Cassation avait rejeté l'appel incident, le 2 germinal an viii. Or, il avait pu ne pas attirer l'attention, car ses considérants portaient essentiellement sur une question de forme de l'appel, et ne contenaient aucune allusion directe à l'appel incident.

D'autre part, dès 1806, le législateur avait exprimé sa volonté de maintenir l'appel incident en matière pénale. En effet, dans son Avis du 12 novembre 1806 (2), le Conseil d'Etat, dont le rôle était prépondérant dans l'élaboration des lois, s'était montré partisan de la recevabilité de cet appel : « ...Qu'importe que le prévenu ne dût pas être condamné, ou dût l'être à une moindre

(1) Merlin, *op. cit.*, Appel incident, § 11, p. 519.

(2) V. *supra* n° 9.

peine, s'il a voulu la subir, s'il l'a subie, s'il a acquiescé, *s'il ne profite pas de la faculté d'appeler incidemment que lui donne l'appel de la partie civile* ».

Cette disposition, qui a force de loi ⁽¹⁾ aurait dû inciter la Cour de Cassation à revenir sur la jurisprudence qu'elle n'avait encore affirmée que dans son arrêt du 2 germinal an VIII. Mais elle est demeurée lettre morte, et l'on n'y trouve aucune allusion dans les arrêts, ni même dans les ouvrages de doctrine qui traitent de l'appel incident.

(1) V. *supra* n° 10, note 1.

CHAPITRE IV

CONCLUSIONS

N° 45. — L'appel incident correctionnel pouvait être admis après la promulgation du Code d'Instruction Criminelle.

Il devait donc l'être en raison des multiples avantages qu'il présente. (V. supra n° 36 à 40).

Il devait l'être également parce qu'il est logique : l'acquiescement tacite résultant de la péremption du délai d'appel est subordonné à l'acquiescement réciproque de toutes les parties. Si l'une d'elles fait appel, l'acquiescement des autres parties tombe avec la disparition d'une condition indispensable à sa validité, et les parties non appelantes recouvrent le droit d'appel qu'elles avaient perdu.

Aucun délai n'ayant été envisagé, la partie non appelante devait être admise à interjeter un appel incident en tout état de cause. Rien ne faisait obstacle à cette possibilité, pas même les dispositions de l'Avis du

Conseil d'Etat dont on a abusivement tiré la règle que l'appel ne peut préjudicier à l'appelant (1).

Néanmoins, il eût été illogique d'admettre en toute hypothèse l'appel incident.

D'une part il devait être refusé lorsque l'appel principal émanait du procureur général. Ce dernier peut, en effet, interjeter appel pendant 2 mois après le jugement, alors que le délai ordinaire est de 10 jours ; les parties privées savent donc à quoi s'en tenir sur l'éventualité d'un tel appel (2).

D'autre part, l'appel incident ne pouvait être accordé au Procureur de la République et au Procureur Général (3).

Le ministère public ne saurait, en effet, invoquer les raisons qui justifiaient l'appel incident des parties privées : négligence, esprit de conciliation ou crainte de frais inutiles.

Si le procureur général bénéficie d'un délai supplémentaire, ce n'est pas dans le but d'appeler incidemment, c'est uniquement pour pouvoir interjeter appel en pleine connaissance de cause, en vue des seuls intérêts d'une bonne administration de la justice (4).

(1) V. supra nos 9 et 10.

(2) Merlin admet cependant l'appel incident sur appel principal du procureur général: Questions, 1827, Appel incident, § 11, p. 314 *in fine*.

(3) L'avis du Conseil d'Etat du 12 novembre 1806 rejette la possibilité d'un appel incident du procureur général: « Il faudrait donner au procureur général la faculté d'appeler jusqu'à l'arrêt définitif, tandis que le Code des délits et des peines ne lui accorde qu'un mois à compter du premier jugement. Cette innovation, qui pourrait être utile, ne peut être introduite que par une loi. » Voir cependant les arguments exposés par le procureur général de Bruxelles dans l'arrêt du 27 décembre 1811, rapporté par Merlin, *op. cit.*, Appel incident, § 11, p. 513.

(4) V. les derniers paragraphes de l'article anonyme paru dans la *Revue pénitentiaire*, année 1926, p. 91.

DEUXIEME PARTIE

Irrecevabilité de l'appel incident en matière de simple police avant 1925

APERÇU HISTORIQUE.

N° 46. — Jusqu'en 1818, la Cour de Cassation n'avait pas eu à se prononcer sur l'appel incident des jugements de simple police.

Mais la question avait été étudiée par certains auteurs, et notamment par Denevers, en 1809, et par Carnot, en 1812 ; ils avaient conclu à la recevabilité de cet appel (1).

La Cour de Cassation ne se rangea pas à cet avis : le 24 juillet 1818, un arrêt de principe cassa un jugement du Tribunal correctionnel de Romorantin, qui

(1) Denevers, *Journal des audiences de la Cour de cassation*, en note sous l'arrêt du 18 mars 1809 ; Carnot, *Instruction criminelle*, article 174, n° 13 (édition de 1812).

avait reçu l'appel incident d'une partie civile ⁽¹⁾. Elle affirmait ainsi sa volonté de refuser l'appel incident du jugement de simple police.

Depuis cette date, la question n'a plus été discutée ; la Cour de Cassation a persisté dans sa manière de voir ⁽²⁾, et les auteurs sont tous d'accord pour l'approuver ⁽³⁾.

Seul, Carnot a reproduit, dans son édition de 1829, son ancienne argumentation en faveur de la recevabilité ⁽⁴⁾.

Quels étaient les arguments de Denevers et de Carnot ?

ARGUMENTS EN FAVEUR DE LA RECEVABILITÉ.

N° 47. — On peut soutenir, à propos de l'article 174 du Code d'Instruction Criminelle, le raisonnement qui a été développé à propos de l'article 203 : l'appel des jugements de simple police n'est possible que dans un délai de dix jours ; il en résulte seulement l'irrecevabilité d'un appel principal interjeté hors du délai. Mais rien ne permet d'affirmer, en se basant sur la seule

(1) Reproduit au B. C., 1818, p. 91, au Dalloz, Répertoire de 1846, Acquiescement, n° 919 ; dans Merlin, *op. cit.*, Appel incident, § 12, p. 522.

(2) Cassation, 9 février 1837 (B. 45).

(3) Merlin, *op. cit.*, Appel incident, § 12, p. 521 ; Rauter, Traité de droit criminel français, 1836, n° 759 ; Talandier, Traité de l'appel civil, 1839, n° 424 ; Desclozeaux, Encyclopédie du droit, Appel criminel, n° 131 ; Dalloz, Répertoire de législation, 1846, Appel incident, n° 180 ; Faustin Hélie, Instruction criminelle, 1857, tome 7, § 522, n° 4, p. 502 ; Berriat Saint-Prix, Tribunal de simple police, 1865, n° 539 ; Le Poittevin, Code d'instruction criminelle, 1915, article 172, n°s 72-74.

(4) Carnot, Instruction criminelle, 1829, article 174, n° 11.

péremption du délai, que l'appel incident, simple riposte à l'appel principal, soit à rejeter.

D'autre part, l'article 174 lui-même porte que l'appel des jugements de simple police « sera suivi et jugé dans la même forme que les appels des sentences de justice de paix ». Or, les sentences des juges de paix sont soumises à l'appel incident en vertu de l'article 443 du Code de procédure civile. « Ne doit-on pas en conclure que l'appel incident hors les délais doit en cette matière être admis puisque l'article 443 du Code de Procédure l'autorise en matière civile ». (Denevers, *Journal des audiences de la Cour de Cassation*) (1).

MOTIFS DE L'IRRECEVABILITÉ DE L'APPEL INCIDENT.

N° 48. — Le raisonnement tenu par Denevers et repris par Carnot était, en soi, parfaitement logique « Et il n'y aurait aucune difficulté là-dessus si la faculté d'appeler d'un jugement de police était, à l'instar de celle d'appeler des jugements civils ou même correctionnels commune à toutes les parties qui y ont figuré, car, dans cette hypothèse, l'intimé pourrait tout aussi bien en matière de simple police qu'en matière civile ou correctionnelle dire à son adversaire : « Je me suis abstenu d'appeler dans le délai de la loi parce que j'ai supposé que vous vous en abstiendriez vous-même. Votre appel rompt la condition de mon acquiescement au jugement rendu entre nous; je rentre donc dans mon droit » (Merlin, *Question*, 1827) (2).

(1) Année 1809, p. 229.

(2) § 12, p. 522.

Mais, loin de reconnaître le droit de faire appel principal à toutes les parties, le Code d'instruction criminelle, dans son article 172, ne l'accorde qu'au prévenu condamné à l'emprisonnement, au prévenu et à la partie civilement responsable condamnés à une amende ou une réparation civile excédant cinq francs, et à la partie civile condamnée reconventionnellement à plus de cinq francs de dommages et intérêts.

« Dans ces conditions, il est impossible de prêter le même raisonnement aux autres parties. Le condamné, en usant d'une faculté qui lui est particulière ne leur a évidemment point conféré un droit qu'elles n'avaient pas » (Poittevin, Code d'Instruction Criminelle) (1).

Au reste, si Denevers et Carnot avaient pu soutenir sans se contredire la recevabilité de l'appel incident de simple police, c'est qu'ils estimaient que toutes les parties avaient le droit d'appel lorsqu'une condamnation était intervenue au taux fixé par l'article 172 (2). Cette interprétation, qui se fondait sur la généralité des termes employés dans l'article 172 était alors soutenue par plusieurs auteurs (3). Mais elle a été rejetée par de nombreux arrêts de la Cour Suprême (4), et la doctrine n'a pas tardé à se ranger à cette dernière opinion (5).

(1) Article 172, nos 72-74.

(2) Voir notamment Carnot, article 174, n° 8, de l'édition de 1812.

(3) Voir Legraverend, Législation criminelle, 1816 tome 2, p. 309.

(4) 10 avril et 29 mai 1812, reproduits dans Merlin, Questions, Appel, § 2, p. 256, et dans Dalloz, Répertoire alphabétique de 1846, Appel criminel, n° 88; 26 mars 1813, 20 février et 28 août 1823, reproduits dans Dalloz, Répertoire, 1846, Appel criminel, 89; 24 juillet 1824, 24 février 1927.

(5) Carnot lui-même s'est rétracté dans son édition de 1829 bien qu'il persiste à admettre l'appel incident de simple police.

D'ailleurs, il faut observer la plus grande réserve dans l'octroi du droit d'appel en matière de simple police : le Code de brumaire an iv, dans son article 153, rejetait en cette matière tout appel, quel qu'il fût. Dans le système du Code d'Instruction criminelle, le refus de l'appel est donc le droit commun, et son admission, l'exception. Cette raison, valable pour rejeter l'appel principal des parties autres que la partie condamnée, est valable « a fortiori » pour rejeter leur appel incident.

Enfin, en dehors de toutes ces considérations d'ordre logique, il est un autre motif de rejeter la thèse de Denevers : l'article 174 sur lequel celui-ci appuyait son raisonnement, renvoie seulement aux formes de l'appel des sentences de justice de paix. Denevers commet donc une interprétation abusive du texte en disant que cette expression englobe le principe de la recevabilité de l'appel incident : l'appel incident, en effet, n'est pas une simple question de forme ; c'est une institution juridique indépendante qui a ses règles propres et qui se suffit à elle-même ⁽¹⁾.

CONCLUSIONS.

N° 49. — En matière de simple police, l'appel incident était illogique et inutile ; c'est à bon droit que, en principe, la jurisprudence et les auteurs en ont rejeté l'application.

Cependant, il est certaines hypothèses où il pouvait se justifier au même titre que l'appel incident correc-

(1) V. Rauter, Droit criminel, édition de 1836, n° 759, note 2.

tionnel. Ce sont tous les cas où plusieurs parties ont simultanément le droit d'appel : coprévenus, parties civilement responsables.

Dans ces diverses hypothèses, l'appel incident devait être recevable, en vertu des arguments de texte, des motifs historiques et des considérations pratiques qui auraient dû le faire admettre en matière correctionnelle.

TITRE V

LA LOI DU 22 AVRIL 1925

PREMIÈRE PARTIE

Travaux préparatoires et but poursuivi par le législateur

N° 50. — La jurisprudence avait définitivement écarté l'appel incident. Seule une intervention législative pouvait désormais le rendre possible.

Le 8 mai 1923, M. le sénateur Louis Martin déposait sur le bureau du Sénat, au nom du Comité de législation du Palais de Justice, une proposition de loi destinée à autoriser l'appel incident en matière pénale

(*Journal Officiel* du 24 octobre 1923, Doc. ann. 364, page 792). La proposition fut examinée par M. le sénateur Guillier, qui, le 8 juillet 1924, concluait devant le Sénat à son adoption pure et simple (*J. O.*, 3 octobre 1924, Doc. ann. 535, p. 450) ; le 25 novembre suivant elle était admise sans discussion, par cette assemblée (*J. O.*, 26 novembre 1924). Transmise à la Chambre le 28 novembre 1924 (*J. O.*, 1924, 2^e s. doc. ann. 783), la proposition de loi fut présentée par M. le député Alcide Delmont, le 31 mars 1925 (*J. O.*, août 1925, doc. ann. 1495, p. 549), et adoptée sans discussion le 10 avril suivant (*J. O.* du 11 avril 1925, p. 2483). La loi nouvelle fut promulguée au *Journal Officiel* du 24 avril 1925.

La loi du 22 avril 1925 se borne à ajouter un court paragraphe aux articles 171 et 203 du Code d'Instruction Criminelle, qui, désormais, sont ainsi conçus :

« Article 171. — L'appel des jugements de simple police sera porté au Tribunal correctionnel ; cet appel sera interjeté par déclaration au greffe du Tribunal qui a rendu le jugement, dans les 10 jours au plus tard après celui où il a été prononcé ; et si le jugement est par défaut, dans les 10 jours au plus tard de la signification de la sentence à personne ou à domicile. Il sera suivi et jugé dans la même forme que les appels des sentences des justices de paix.

« Néanmoins, en cas d'appel d'une des parties pendant le délai ci-dessus, les autres parties auront un délai supplémentaire de 5 jours pour interjeter appel. Pendant ces délais et pendant l'existence d'appel, il sera sursis à l'exécution du jugement.

« Dans les affaires forestières poursuivies à la requête de l'administration, le délai ci-dessus sera porté

à 15 jours pour l'appel interjeté par les agents forestiers ».

Article 203. — Il y aura, sauf l'exception portée en l'article 205 ci-après, déchéance de l'appel, si la déclaration d'appeler n'a pas été faite au greffe du Tribunal qui a rendu le jugement, 10 jours au plus tard après celui où il a été prononcé, et, si le jugement est rendu par défaut, 10 jours au plus tard après celui de la signification qui en aura été faite à la partie condamnée ou à son domicile, outre un jour par trois myriamètres.

Pendant ce délai et pendant l'instance d'appel, il sera sursis à l'exécution du jugement.

Néanmoins, en cas d'appel d'une des parties pendant le délai ci-dessus, les autres parties auront un délai supplémentaire de cinq jours pour interjeter appel. Pendant ces délais et pendant l'instance d'appel, il sera sursis à l'exécution du jugement ».

N° 51. — Le paragraphe incorporé dans les deux articles par la loi nouvelle est rédigé en termes très clairs, dont le sens ne peut prêter à confusion. Il ne contient pas d'autres dispositions qu'une simple prolongation d'un délai de procédure; il ne devait pas soulever la moindre difficulté.

Cependant, il est peu de textes qui aient suscité des interprétations aussi divergentes; les problèmes qu'il fait naître sont singulièrement délicats; peut-être même a-t-il bouleversé les règles séculaires de l'appel de simple police.

Il existe, en effet, une antinomie absolue entre les intentions manifestes du législateur, d'une part, et

d'autre part, le texte de la loi et les nécessités de la procédure pénale (1).

Quel était le but poursuivi par les rédacteurs du projet ?

L'« exposé des motifs » de M. le sénateur Louis Martin est ainsi conçu : « Le délai accordé par la loi aux *condamnés* des Tribunaux correctionnels et en certains cas aux condamnés des Tribunaux de simple police, est de dix jours. Le délai est le même pour la *partie civile*. Il est au contraire de deux mois en ce qui concerne l'appel du Procureur général, en matière correctionnelle.

« Nous n'avons pas, pour l'instant, à examiner cette dernière disposition, bien qu'il nous paraisse qu'aucun des droits éventuels de la société ne serait sacrifié, si le délai d'appel du Procureur général était réduit d'un mois. Quoi qu'il en soit, de ce que le *prévenu* et la *partie civile* ont un égal délai pour appeler du jugement qui leur fait grief, il résulte à leur détriment l'inconvénient que voici :

« La *partie civile*, par exemple, peu satisfaite des dommages-intérêts qui lui sont alloués, mais désireuse d'en finir, accepte le jugement qui semble également accepté par le *prévenu*. Celui-ci attend pour faire appel le dernier instant. Quand la *partie civile* est avertie, les délais sont expirés ; il n'est plus temps. Le *prévenu* aura toute facilité pour obtenir une diminution de peine, tandis que la *partie civile* déchue de la faculté d'appel, ne possèdera plus aucun moyen de faire augmenter les

(1) V. R. et P. Garraud, *op. cit.*, tome 5, § 709, p. 156, note 9.

(2) *J. O.*, 24 octobre 1923, ann. 361, p. 792.

dommages-intérêts très insuffisants qui lui furent accordés par le Tribunal. A l'inverse d'ailleurs, il n'est pas possible que ce soit la *partie civile* qui signe au dernier moment son acte d'appel, se procurant ainsi le moyen d'augmenter ses chances, tandis que le *prévenu* ayant accepté sa condamnation, se trouvera dépourvu de la possibilité de la faire réduire.

« Cette situation, qui semble transformer les conflits judiciaires en une guerre d'embûches et de traquenards, a ému la sollicitude des membres du Comité de législation siégeant au Palais de Justice de Paris, qui, ayant examiné la question à plusieurs reprises, a estimé à l'unanimité que le remède consistait à concéder, en cas d'appel de l'une des parties, un délai supplémentaire de cinq jours aux autres parties, pour interjeter appel si elles le jugent bon.

« Cette solution, qui s'applique tout ensemble aux appels de simple police et à ceux de police correctionnelle, nous paraît d'une équité parfaite; elle ne compromet aucun droit et les sauvegarde tous » (1).

Les mêmes considérations ont été développées dans le rapport présenté au Sénat par M. le sénateur Guillier, et dans le rapport fait à la Chambre par M. le député Alcide Delmont.

L'intention du législateur est donc très nette: Faire disparaître les inconvénients nés de la règle « *nulla reformatio adversus appellotarem* » dans les rapports de l'inculpé et de la partie civile. Or, le texte est rédigé en termes très généraux et paraît ouvrir l'appel incident « aux autres parties en cas d'appel d'une des par-

(1) *J. O.*, 24 octobre 1923, ann. 361, p. 792.

fies ». Une première difficulté d'interprétation est née de cette opposition.

N° 52. — D'autre part, il n'est pas douteux que le législateur voulait transposer purement et simplement dans la procédure pénale les règles de l'appel incident civil. « Pour les instances purement civiles, dit M. le sénateur-rapporteur Guillier, l'article 443 du Code de Procédure civile permet à l'intéressé de former appel incident en tout état de cause... On a agité, à une époque déjà ancienne, la question de savoir *si l'appel incident n'était pas recevable en matière répressive comme en matière civile*. Malgré les raisons d'analogie et d'équité qui pourraient justifier *cette application de la législation civile*, il est aujourd'hui de doctrine et de jurisprudence constantes que l'appel incident en matière répressive doit, à peine de nullité, être formé dans les délais fixés par les articles 174, 203 et 205 du Code d'instruction criminelle ». — « Nous avons vu, dit-il également, que dans les instances purement civiles l'appel incident peut être interjeté à l'audience et jusqu'à la clôture des débats. Votre commission estime qu'il n'y a pas lieu d'édicter les mêmes règles en ce qui concerne les appels incidents en matière répressive ». Il présente ainsi la fixation d'un délai pour l'appel incident pénal, comme une exception aux principes de l'appel incident civil.

Les règles de ce dernier appel constituent donc, dans l'esprit du législateur, le droit commun en matière d'appel incident.

Sont-elles en réalité applicables à la procédure pénale ?

DEUXIÈME PARTIE

Rapports entre l'appel incident civil et l'appel incident pénal

CHAPITRE PREMIER

RÈGLES DE L'APPEL INCIDENT CIVIL

N° 53 — Comme l'appel principal, l'appel incident est régi par le principe de la relativité de l'effet devolutif : l'appel ne peut préjudicier à l'appelant. L'appel incident civil peut être interjeté jusqu'à la clôture des débats¹, c'est-à-dire jusqu'au délibéré ou

¹ G. Garçonnet et G. Garçonnet, *Procédure pénale*, 1962, tome 6 n° 2134, p. 100.

jusqu'au moment où la parole est donnée au Ministère public (1). Il peut être formé par simple acte d'avoué à avoué, ou même par des conclusions écrites déposées à l'audience (2).

Seuls peuvent l'interjeter: les intimés (3), ceux qu'ils représentent et leurs codébiteurs (4).

L'appel incident peut être formé contre tous les chefs du jugement attaqué; il n'est pas nécessairement limité aux chefs visés par l'appelant principal. « La loi a en effet voulu rétablir dans tous ses droits la partie qui s'était volontairement soumise à la décision par laquelle elle avait été en partie condamnée, dès l'instant où son adversaire la force à reprendre la lutte » (Dalloz, Jurisprudence générale). « D'ailleurs, les divers chefs d'un même jugement forment un seul tout, ils sont la condition les uns des autres, et l'on ne saurait les diviser » (Pandectes) (5). Si l'appel incident est général il vise donc tous les chefs de jugement qui portent préjudice à l'intéressé (6).

Par contre, l'intimé ne peut interjeter appel incident que contre l'appelant principal (7) ou contre les per-

(1) V. Répertoire Dalloz, Appel incident, 157-160; Répertoire Pandectes, Appel civil, nos 5490-5493.

(2) Garsonnet, n° 2136, p. 101; Répertoire Dalloz, Appel incident, n° 143-144-146-150; Répertoire Pandectes, nos 5503-5504.

(3) Article 443 du Code de procédure civile; Garsonnet, *op. cit.*, 2138, p. 105; Répertoire Dalloz, Appel incident, nos 104-105-108-109; Pandectes, *loc. cit.*, n° 5432.

(4) Garsonnet, *op. cit.*, nos 2109-2110; Répertoire Dalloz, *loc. cit.*, nos 117 4 120; Répertoire Pandectes, *loc. cit.*, nos 5408-5450-5452.

(5) Répertoire Dalloz, *loc. cit.*, nos 31-34; Pandectes, *loc. cit.*, n° 5391; Garsonnet, *op. cit.*, n° 2136, p. 104.

(6) Garsonnet, *op. cit.*, n° 2136, p. 103.

(7) Répertoire Dalloz, *loc. cit.*, nos 125-126; Pandectes, *loc. cit.*, n° 5466; Garsonnet, *op. cit.*, n° 2138, p. 107.

peler incidemment « quand même il aurait signifié le jugement sans protestation ni réserve » (1).

Si l'intimé acquiesce au jugement postérieurement à l'appel principal, il perd tout droit de former appel incident (2). S'il conclut à la confirmation pure et simple du jugement, une jurisprudence constante lui reconnaît la faculté de s'en porter incidemment appelant (3); mais elle est combattue par la doctrine qui part uniquement de l'idée que la demande de confirmation vaut acquiescement tacite (4). La solution jurisprudentielle paraît plus conforme au principe généralement admis que l'intimé peut modifier ses conclusions jusqu'à la clôture des débats (5).

N° 55. — Tout comme l'appel principal, l'appel incident a un effet dévolutif et un effet suspensif :

Effet dévolutif : l'appel incident permet à la juridiction d'appel de connaître des chefs du jugement qui font grief à l'intimé. Il donne à celui-ci la faculté de solliciter une modification du jugement en sa faveur.

Mais pour les dispositions attaquées par l'appel incident, l'appelant principal se trouve intimé à son tour; il pourra en appeler incidemment (6).

Effet suspensif : l'appel principal n'est suspensif que

(1) Répertoire Dalloz, *loc. cit.*, n°s 61 à 70; Garsonnet, *op. cit.*, n° 2136, p. 100; Pandectes, *loc. cit.*, n°s 5526-5540.

(2) Répertoire Dalloz, *loc. cit.*, n°s 71 à 75; Pandectes, *loc. cit.*, n°s 5541-5543; Garsonnet, *op. cit.*, n° 2136, p. 102.

(3) Répertoire Dalloz, *loc. cit.*, n° 79; Pandectes, *loc. cit.*, n° 5547.

(4) Répertoire Dalloz, *loc. cit.*, n°s 76 à 80; Pandectes, *loc. cit.*, n°s 5544-5549; Garsonnet, *op. cit.*, n° 2136, note 18.

(5) Pandectes, *loc. cit.*, n° 5396.

(6) Répertoire Dalloz, Appel incident, n° 113; Pandectes, Appel civil, n° 5438; Garsonnet, *op. cit.*, tome 6, n° 2136, p. 104.

qu'une condition à l'appel incident, c'est l'existence d'un appel principal, et non sa validité. Mais, après l'annulation ou le rejet de l'appel principal, l'appel incident disparaît avec lui, car celui-ci est considéré comme n'ayant jamais existé (1).

Que décider en cas de désistement de l'appelant principal?

Si le désistement intervient avant tout appel incident, aucun appel ne peut plus être formé incidemment, après la prescription des délais d'appel principal, car le désistement a réduit à néant l'appel principal lui-même, et un appel incident serait sans fondement. Par contre, lorsqu'il intervient après qu'un appel a été incidemment interjeté, le désistement ne fait disparaître l'appel principal et l'appel incident que s'il est accepté par l'intimé, conformément aux dispositions de l'article 403 du Code de Procédure civile. Au cas de refus de l'intimé, les deux appels subsistent (2).

L'intimé qui a acquiescé au jugement peut-il former un appel incident?

Si l'acquiescement est antérieur à l'appel principal, il n'empêche pas l'intimé d'appeler incidemment, car il n'a accepté le jugement que sous la condition tacite que son adversaire accepte également. L'article 443 lui-même impose cette solution, puisque l'intimé peut ap-

(1) Garsonnet, *op. cit.*, n° 2138, pp. 106-107; Contra Dalloz, 1846, n°s 45 à 50, et Pandectes, *loc. cit.*, n°s 5595 à 5598, qui n'admet la disparition de l'appel incident que lorsque le rejet de l'appel principal est fondé sur sa tardiveté.

(2) Garsonnet, *op. cit.*, tome 6, n° 2138, note 12. V. contra, Répertoire Dalloz, Appel incident, n°s 1 à 58, et Pandectes, *loc. cit.*, n°s 5566 à 5578, qui admettent la validité d'un appel incident postérieur au désistement de l'appelant principal.

peler incidemment « quand même il aurait signifié le jugement sans protestation ni réserve » (1).

Si l'intimé acquiesce au jugement postérieurement à l'appel principal, il perd tout droit de former appel incident (2). S'il conclut à la confirmation pure et simple du jugement, une jurisprudence constante lui reconnaît la faculté de s'en porter incidemment appelant (3); mais elle est combattue par la doctrine qui part uniquement de l'idée que la demande de confirmation vaut acquiescement tacite (4). La solution jurisprudentielle paraît plus conforme au principe généralement admis que l'intimé peut modifier ses conclusions jusqu'à la clôture des débats (5).

N° 55. — Tout comme l'appel principal, l'appel incident a un effet dévolutif et un effet suspensif:

Effet dévolutif: l'appel incident permet à la juridiction d'appel de connaître des chefs du jugement qui font grief à l'intimé. Il donne à celui-ci la faculté de solliciter une modification du jugement en sa faveur.

Mais pour les dispositions attaquées par l'appel incident, l'appelant principal se trouve intimé à son tour; il pourra en appeler incidemment (6).

Effet suspensif: l'appel principal n'est suspensif que

(1) Répertoire Dalloz, *loc. cit.*, n° 61 à 70; Garsonnet, *op. cit.*, n° 2136, p. 100; Pandectes, *loc. cit.*, n° 5526-5540.

(2) Répertoire Dalloz, *loc. cit.*, n° 71 à 75; Pandectes, *loc. cit.*, n° 5541-5543; Garsonnet, *op. cit.*, n° 2136, p. 102.

(3) Répertoire Dalloz, *loc. cit.*, n° 79; Pandectes, *loc. cit.*, n° 5547.

(4) Répertoire Dalloz, *loc. cit.*, n° 76 à 80; Pandectes, *loc. cit.*, n° 5544-5549; Garsonnet, *op. cit.*, n° 2136, note 18.

(5) Pandectes, *loc. cit.*, n° 5396.

(6) Répertoire Dalloz, Appel incident, n° 113; Pandectes, Appel civil, n° 5438; Garsonnet, *op. cit.*, tome 6, n° 2136, p. 104.

de l'exécution des chefs du jugement qui font grief à l'appelant principal (1). L'appel incident produira donc un effet suspensif à l'égard des chefs nouveaux qu'il soumet à la juridiction du second degré (2).

N° 56. — Un examen approfondi des règles de l'appel incident civil montre qu'en réalité il n'est pas un appel véritable. Les effets du prétendu « appel » incident sont rigoureusement les mêmes que si la législation française, comme celle de Justinien, reconnaissait à l'intimé la faculté de faire valoir tous ses moyens de défense devant le juge d'appel et d'obtenir une modification du jugement en sa faveur (3). L'appel incident civil est donc seulement la mise en œuvre de ce droit.

(1) Pandectes, *loc. cit.*, n° 4180.

(2) Garsonnet, *op. cit.*, n° 2136, p. 104.

(3) Voir *supra* n° 8.

CHAPITRE II

APPLICATION DES RÈGLES DE L'APPEL INCIDENT CIVIL A L'APPEL INCIDENT PÉNAL

N° 57. — Il n'existe pas d'obstacle de principe à la transposition des règles de l'appel incident civil dans le domaine de la procédure pénale.

Il importe néanmoins de relever certaines différences qui subsistent nécessairement entre l'appel incident civil et l'appel incident criminel. Les unes tiennent aux règles posées par la loi de 1925 elle-même, les autres aux principes généraux de la procédure pénale.

Ainsi, tandis que l'appel incident civil peut être interjeté jusqu'à la clôture des débats, la loi de 1925 n'accorde, pour faire appel incident pénal qu'un délai supplémentaire de cinq jours.

D'autre part, le délai de l'appel incident pénal est suspensif, alors qu'en matière civile l'effet suspensif n'est attribué qu'à l'acte d'appel ⁽¹⁾.

(1) Pandectes, Appel civil, n° 4154.

Enfin, il ne saurait être question, en matière d'appel criminel, ni du désistement du Ministère public, ni de l'acquiescement sur l'action publique du prévenu ou du Ministère public.

Sur tous les autres points, les règles de l'appel incident pénal peuvent être calquées sur celles de l'appel incident civil.

Quelles seraient les conséquences de cette transposition?

N° 58. — APPEL PRINCIPAL DU PRÉVENU. — Si l'appel principal était limité aux intérêts publics, l'appel incident ne serait ouvert qu'au Ministère public ⁽¹⁾, il ne pourrait être dirigé que contre le prévenu. Il serait néanmoins recevable contre les coprévenus et les parties civilement responsables dans la mesure où ils profitent de l'appel principal ⁽²⁾.

Si le prévenu a fait appel sur un seul des chefs du jugement, le Ministère public pourrait diriger son appel incident contre les autres chefs intéressant l'action publique. Si l'appel du prévenu porte seulement sur les intérêts civils, la partie civile pourrait seule appeler incidemment contre l'appelant et ses codébiteurs solidaires, sur tous les chefs du jugement qui lui font grief. Si elle remet en cause des chefs qui n'avaient pas été attaqués par l'appelant principal, celui-ci ou ses codébiteurs solidaires pourraient répondre par un ap-

(1) Nous supposons dans le présent chapitre que la recevabilité de l'appel incident du Ministère public ne fait pas de doute, afin d'étudier la question posée d'une manière plus complète.

(2) V. supra n^{os} 28 à 32.

pel incident, s'ils sont encore dans le délai prévu par la loi de 1925.

APPEL PRINCIPAL DE LA PARTIE CIVILEMENT RESPONSABLE. — L'appel incident ne pourrait être formé que par la partie civile, contre l'appelant et les prévenus, dans la mesure où s'appliquent les règles de l'appel solidaire (1). Ceux-ci pourraient faire à leur tour appel incident dans le même délai, sur les chefs pour lesquels l'appel de la partie civile les a rendus intimés.

APPEL PRINCIPAL DE LA PARTIE CIVILE. — Le prévenu et la personne civilement responsable seuls pourraient interjeter un appel incident, ainsi que leurs codébiteurs solidaires. Leur appel ne pourrait être dirigé que contre la partie civile; mais il pourrait porter sur tous les chefs qui intéressent celle-ci, sauf à la partie civile à en appeler incidemment, si elle le juge utile.

APPEL PRINCIPAL DU MINISTÈRE PUBLIC. — L'appel incident ne serait recevable que de la part du prévenu contre lequel l'appel principal est dirigé. Néanmoins, les coprévenus pourraient appeler incidemment s'ils ont été condamnés solidairement à une peine unique (2); il en est de même de la partie civilement responsable, dans le cas où elle est solidairement tenue au paiement de l'amende (3).

Mais l'appel incident, de quelque personne qu'il émane, ne pourrait porter que sur les intérêts publics. Par contre, si le Ministère public avait limité son appel à

(1) V. supra n^{os} 30 et 31.

(2) V. supra n^o 28.

(3) V. supra n^o 30.

l'un des chefs du jugement sur l'action publique, l'appel incident pourrait remettre en cause tous les autres chefs. C'est au reste la seule hypothèse pratique où l'appel incident se justifie après l'appel principal du Ministère public, car ce dernier appel peut profiter au condamné comme il peut lui préjudicier.

N° 59. — RÈGLES COMMUNES A CES DIFFÉRENTS APPELS.
— L'appel incident pourrait toujours être interjeté. Mais il ne pourrait survivre à l'annulation ou au rejet de l'appel principal, s'il avait été interjeté à titre d'appel incident en dehors du délai d'appel principal.

Le désistement de l'appelant principal ferait obstacle à la formation d'un appel incident. Mais s'il intervient après un appel incident déjà formé, l'intimé devrait l'accepter pour que l'un et l'autre appels disparaissent. Le désistement ne pourrait émaner que d'une partie privée, car il est interdit au Ministère public.

L'acquiescement de l'intimé ne paralyserait l'appel incident que s'il est intervenu postérieurement à l'appel principal. La question ne se pose d'ailleurs que pour les parties privées relativement aux intérêts privés. En aucun cas, ni le Ministère public ni le condamné ne peuvent acquiescer au jugement sur l'action publique.

CHAPITRE III

APPRÉCIATIONS CRITIQUE DE L'APPLICATION DES RÈGLES DE L'APPEL INCIDENT CIVIL A L'APPEL INCIDENT PÉNAL

N° 60. — Le législateur a sans aucun doute voulu étendre à la procédure pénale les règles de l'appel incident civil. En effet, toutes les hypothèses qu'il avait prévues se trouvent ainsi résolues.

C'est pourquoi les premiers commentateurs de la loi du 22 avril 1925 ont fait appel aux règles de la procédure civile. Dès le mois de juin 1925, M. Goyet, le premier auteur qui ait étudié en détail la réglementation de l'appel incident de la loi de 1925, adoptait cette méthode comme principe d'interprétation: « L'intention manifeste du législateur ayant été d'étendre en matière répresive les prescriptions réglementant l'appel incident civil, l'appel incident institué par la loi de 1925 est soumis au principe posé par l'article 443 du Code de Procédure civile. C'est de ce principe qu'on doit

s'inspirer en examinant les diverses hypothèses susceptibles de se présenter » (1). De même, le commentateur anonyme de la loi du 22 avril 1925, dans les Lois annotées de Dalloz, déclarait que « la loi a pour objet de compléter les articles 174 et 203 du Code d'instruction criminelle en organisant l'appel incident en matière répressive comme il existe en matière civile » (2).

En s'inspirant de ce principe, M. Goyet posait tout un ensemble de règles qui sont précisément celles que nous avons tirées d'une transposition rigoureuse de l'appel incident civil dans la procédure pénale. Néanmoins il s'écartait de cette réglementation sur divers points qu'il est intéressant de signaler. En premier lieu, il refusait au Ministère public tout droit d'appel incident (3). Son opinion était parfaitement logique, dans un système qui faisait prévaloir comme principe d'interprétation les directives données par le législateur dans les travaux préparatoires.

D'autre part, il élargissait la portée de l'appel incident en décidant que la partie civile pouvait appeler incidemment contre tous ses adversaires sur l'appel principal de l'un d'eux (4), et que le prévenu pouvait appeler incidemment sur l'action publique, après appel principal de la partie civile (5). M. Goyet avait été contraint de déroger ainsi aux règles de l'appel incident civil en raison de la généralité des termes employés par la loi de 1925.

(1) Lois nouvelles, 1925, 1, pp. 310 et s.

(2) Dalloz, 1926, Lois annotées, p. 12. Voir également les Lois nouvelles, 1925, 3, pp. 438 et s.

(3) Goyet, Lois nouvelles, 1925, 1, p. 314.

(4) Goyet, Lois nouvelles, 1925, 1, p. 316.

(5) Goyet, Lois nouvelles, 1925, 1, p. 318.

N° 61. — Le 16 octobre 1926, la Cour d'Alger eut à statuer précisément sur la recevabilité d'un appel incident interjeté par la partie civile contre tous les prévenus, sur l'appel principal de l'un d'eux ⁽¹⁾. Elle adopta la solution préconisée par M. Goyet. Mais elle fonda la recevabilité de cet appel sur des considérations toutes différentes: L'arrêt affirme en effet « que l'on ne saurait comparer l'appel en matière pénale dans le délai supplémentaire de 5 jours à l'appel incident prévu par le Code de Procédure civile »; et il adopte comme principe d'interprétation la lettre même des articles 174 et 203 nouveaux « qui accordent à toutes les parties sans distinction, la faculté d'appeler dans le délai supplémentaire de cinq jours, lorsque l'une des parties, quelle qu'elle soit, a fait appel dans le délai ordinaire de 10 jours ».

Le 20 décembre suivant, un arrêt de la Cour de Cassation rejetait également les règles de la procédure civile, en accordant le droit d'appeler incidemment à la partie civilement responsable sur appel principal de la personne dont elle répond ⁽²⁾.

Le principe posé par ces arrêts n'était pas entièrement nouveau. Déjà dans un article paru dans les « Etudes criminologiques », de janvier 1926 ⁽³⁾, M. G. Le Poittevin l'avait dégagé et en avait tiré les conséquences essentielles: « Au point de vue des délais, dit-il, il existe une différence profonde suivant que l'appel est interjeté en matière civile ou en matière correctionnelle. On peut même dire que la loi du 22 avril 1925

(1) G. P. 26-2-744, S. 27-2-16.

(2) B. 268, D. H. 27-38, G. P. 27-1-54.

(3) Etudes criminologiques, 1^{re} année, n° 2, pp. 3 et s.

n'a que transporté dans le Code d'instruction criminelle la théorie de l'appel incident et qu'elle s'est bornée à prolonger les délais d'appel à l'égard des autres parties quand l'une d'elles a fait un premier appel » (1).

Cet article, ainsi que les deux arrêts précités, furent le point de départ d'un revirement doctrinal, car ils avaient pour eux le texte même de la loi de 1925.

« Il faut observer, dit M. Yves Chevalier (2), qu'il existe des différences de pure forme qui ne sont pas sans influence profonde sur la réglementation du fonds de ces deux appels. En procédure civile, l'appel incident, quant à la manière dont il peut être interjeté, se présente vraiment comme une riposte à l'appel principal... En procédure criminelle, au contraire, l'appel incident est interjeté exactement dans les mêmes formes que l'appel principal. Tout ce que l'on peut en dire, si on l'envisage du seul point de vue de la forme, c'est que c'est un second appel. Aussi peut-on s'étonner que la loi du 22 avril 1925 ait consacré d'une manière officielle dans son intitulé l'expression d'appel incident que la pratique utilise et qui n'est pas absolument exacte » (3).

Le problème a été ainsi résumé dans le tome V du *Traité d'instruction criminelle*, de MM. R. et P. Garraud: « Le texte de la loi du 22 avril 1925 se heurte aux principes généraux de la procédure civile sur l'appel incident, alors que le législateur a certainement entendu transporter avec les mêmes caractères l'institution

(1) *Et. crim.*, § 2, p. 5.

(2) *Etudes criminologiques*, 1927, pp. 67 et s.

(3) *Etudes criminologiques*, 1927, p. 68.

de l'appel incident du domaine civil au domaine pénal » (1).

N° 62. — Quel parti convient-il d'adopter? Admettre l'identité de l'appel incident civil et de l'appel incident pénal, c'est enfreindre le texte même de la loi de 1925 qui est conçu en termes beaucoup plus généraux que l'article 443 du Code de Procédure civile.

Appliquer purement et simplement les termes de la loi nouvelle, c'est aller à l'encontre de la volonté formelle du législateur.

Cependant, cette dernière solution nous paraît s'imposer.

La loi de 1925 aurait en effet manqué son but si elle n'avait pas fait disparaître tous les inconvénients propres à la limitation de l'effet dévolutif lorsqu'une seule des parties a interjeté appel (2). Or, la stricte application de l'appel incident civil en matière pénale ne conduit nullement à ce résultat: En principe, le prévenu continue à ne pas pouvoir interjeter appel incident du jugement sur l'action publique, après appel principal de la partie civile, de la personne civilement responsable ou du coprévenu; il ne peut également appeler incidemment des condamnations civiles après appel principal du Ministère public, de la partie civilement responsable ou du coprévenu. La personne civilement responsable ne peut faire appel incident après l'appel du Ministère public, ou même après l'appel du prévenu, si les règles de la solidarité ne jouent pas. Enfin, la

(1) R. et P. Garraud, *Traité d'instruction criminelle*, tome 5, n° 1709, note 9, p. 156.

(2) V. *supra* n°s 36 à 39.

partie civile continue à ne pouvoir appeler incidemment sur l'appel principal du Ministère public. Seul, en effet, est admis l'appel incident de l'intimé.

D'autre part, il existe entre l'appel incident civil et l'appel incident de la loi de 1925 des différences fondamentales qui s'opposent à toute identification de ces deux voies de droit. En effet, l'appel incident civil n'est nullement un nouvel appel. Ce n'est que l'exercice du droit de l'intimé de faire réformer à son profit les dispositions du jugement qui lui sont défavorables (1). Aussi l'intimé peut-il exercer cette faculté jusqu'à la clôture des débats et par simples conclusions à l'audience. Au contraire, l'appel incident de la loi de 1925 doit être interjeté, aux termes mêmes de la loi, dans un délai de quelques jours après l'appel principal, et par déclaration au greffe. Dans ces conditions, comment lui donner le même fondement juridique qu'à l'« appel incident » civil? Contrairement à ce dernier, l'appel incident de la loi de 1925 n'est pas autre chose qu'un nouvel appel. Et si l'on peut critiquer la terminologie employée, ce n'est nullement dans le cadre de la loi de 1925, mais plutôt dans le domaine de la procédure civile, où les termes d'« appel incident » ne se justifient en aucune façon.

L'on ne saurait donc assimiler la réglementation de deux voies de droit qui reposent sur des fondements juridiques aussi différents.

Une telle conclusion est manifestement contraire aux intentions du législateur, telles qu'elles résultent des travaux préparatoires. Mais il est de principe dans l'in-

(1) V. *supra* n° 56.

interprétation des lois pénales, de donner la priorité au sens littéral résultant de l'étude logique et grammaticale des textes, lorsque ces textes sont en conflit avec les travaux préparatoires (1).

Il convient donc de rejeter purement et simplement comme principe d'interprétation la transposition dans la procédure pénale des règles de l'appel incident civil.

(1) Voir R. et P. Garraud, *op. cit.*, tome 5, n° 1712, p. 161; voir également G. Le Poittevin, *Traité de la presse*, tome 3, n° 1444, pp. 519-520.

TROISIÈME PARTIE

Problème de la recevabilité de l'appel incident de la loi de 1925 par qui et contre qui est-il interjeté ?

CHAPITRE PREMIER

GÉNÉRALITÉS

Section 1. — Qui peut interjeter appel incident ?

N° 63. — Les partisans de l'application des règles de l'appel incident civil décident que seul l'intimé peut interjeter appel incident. C'est la solution préconisée en particulier par M. Goyet: « L'appel incident suppose qu'un appel principal a été interjeté par l'adversaire de

celui qui désire le former (Code de Procédure civile, article 443); il doit donc émaner de l'intimé: La lutte continue entre deux personnes ayant des intérêts opposés » (1).

M. Le Poittevin, au contraire, s'en tient aux termes mêmes de la loi: « Il n'est pas nécessaire, dit-il, que la partie qui forme appel incident soit intimée par l'appel principal... Il suffit d'avoir été partie au procès » (2). Et il donne comme exemple d'appel incident celui de la partie civile sur l'appel principal du Procureur de la République.

N° 64. — Dans leur *Traité d'instruction criminelle*, MM. R. et P. Garraud ont adopté le même principe d'interprétation. Cependant, ils en limitent l'application en établissant entre l'action publique et l'action civile une cloison étanche: Si l'appel principal porte seulement sur les intérêts privés, l'appel incident ne peut être interjeté que par une partie privée, et ne peut mettre en cause que les intérêts civils. Si l'appel principal est limité aux chefs du jugement qui intéresse l'action publique, seuls les intérêts publics doivent être touchés par l'appel incident: La partie civile ne peut appeler incidemment après l'appel principal du Ministère public ou du prévenu quand il ne porte que sur les condamnations pénales; de même, l'appel incident du Mi-

(1) *Lois nouvelles*, 1925, 1, p. 315. V. dans le même sens *Lois nouvelles*, 1925, 3, p. 440, et Limoges, 26 octobre 1899, au D. 1902-2-219, la note de M. Le Poittevin qui avait envisagé la question telle qu'elle pouvait se présenter avant la loi du 22 avril 1925.

(2) *Etudes criminologiques*, 1926, n° 2, p. 4. Voir dans le même sens Dalloz, 1926, *Lois annotées*, p. 12, et Yves Chevallier, *Etudes criminologiques*, 1927, p. 70.

nistère public n'est pas recevable s'il succède à un appel principal de la partie civile ou même à un appel principal du prévenu, lorsqu'il ne met en cause que les intérêts privés (1).

Cette distinction est fondée sur l'indépendance des deux actions: l'action civile et l'action publique, qui ne sont pas nécessairement liées, car elles peuvent faire l'objet d'instances séparées devant des juridictions différentes. Intentées séparément, elles donnent lieu nécessairement à l'application des règles préconisées par MM. R. et P. Garraud. Or, elles demeurent distinctes, même lorsqu'elles sont exercées simultanément. Leur jonction est avant tout une commodité de procédure; il paraît logique qu'elle ne modifie pas les règles résultant de leur exercice séparé.

N° 65. — En 1927, la Cour de Cassation a eu à statuer sur la recevabilité de l'appel incident du Ministère public après l'appel principal de la partie civile (1), et sur l'hypothèse inverse où l'appel incident de la partie civile se greffe sur l'appel principal du Ministère public (2). Se basant sur la généralité des termes employés par la loi de 1925, elle a admis la recevabilité de l'un et de l'autre appel. La question de la distinction entre l'appel sur l'action publique et l'appel sur l'action civile n'ayant été posée qu'en 1928, par MM. R. et P. Garraud, ces deux arrêts n'eurent pas à la résoudre; et

(1) Tome 5, § 1712, p. 162.

(1) Cassation, 11 mars 1927, B. 156, D. H. 27, p. 305, G. P. 27-2-167, S. et P. 28-1-374.

((2) Cassation, 29 mai 1927, B. p. 231, S. J. 27, p. 1125, et la note de M. P. Garraud qui résume les différents problèmes d'interprétation de la loi du 22 avril 1925, D. H. 27-353.

l'on est fondé à se demander si, désormais, un revirement ne se produira pas en jurisprudence.

Nous ne le croyons pas.

La loi de 1925, en effet, est rédigée en termes trop généraux pour que la jurisprudence puisse introduire dans son application des distinctions nécessairement arbitraires. Au législateur seul, il appartiendrait d'en préciser la réglementation.

D'ailleurs, n'y a-t-il pas un intérêt d'ordre supérieur à éviter dans la mesure du possible les contrariétés de jugements? Dans ces conditions, pourquoi refuser à la partie civile l'appel incident sur appel principal du Ministère public? Il y aurait une certaine inconséquence à dénier tout recours à la partie civile déboutée de sa demande, lorsque le Ministère public a exercé son droit d'appel qui permettra à la Cour de condamner peut-être, le prévenu préalablement acquitté.

Les mêmes considérations peuvent être invoquées dans la plupart des hypothèses d'appel incident. C'est pourquoi il convient d'accorder, sans distinction aucune, à toutes les parties, quelles qu'elles soient, le droit d'appeler incidemment. Cette solution est imposée par les textes ainsi que par la légitime préoccupation d'éviter les contrariétés de jugements. C'est au surplus la solution que la jurisprudence a introduite dans la pratique.

Section 2. — Contre qui peut-on appeler incidemment?

N° 66. — Le principe posé par les auteurs qui préconisent l'identification de l'appel incident civil et de l'appel incident pénal est des plus simples: L'appel in-

cident ne peut être dirigé que contre l'appelant principal. Cependant, M. Goyet admet une exception qui lui est dictée par la généralité des termes de la loi, et aussi par le souci des intérêts du prévenu: Après l'appel de la partie civile, le prévenu peut appeler incidemment du jugement sur l'action publique ⁽¹⁾.

Au contraire, les auteurs qui reconnaissent le droit d'appel incident à toutes les parties en cause, étendent très largement l'objet de leur appel. « L'extension de la recevabilité de l'appel incident pénal, dit M. Yves Chevalier, quant aux personnes qui peuvent former appel incident, entraîne logiquement, et par voie de corollaire, l'extension de la recevabilité de l'appel incident quant aux personnes contre qui cet appel peut être formé. En effet, c'est la détermination des intérêts que l'on permet de faire valoir par voie d'appel incident qui fixe obligatoirement les intérêts auxquels ils peuvent prétendre s'opposer. Il est évident par exemple que si l'on autorise un plaideur à faire valoir par voie d'appel incident des intérêts parallèles à ceux qui ont fait l'objet de l'appel principal, c'est qu'on l'autorise en même temps à faire appel contre un autre que l'appelant principal, pour la raison que des lignes parallèles ne se rencontrent pas » ⁽²⁾.

MM. R. et P. Garraud n'ont pas fait en cette matière, la distinction qu'ils avaient introduite à propos de la recevabilité de l'appel incident. Il suffit que l'appel incident soit recevable; il mettra toujours en cause indifféremment les condamnations civiles ou les condamnations pénales.

(1) Lois nouvelles, 1925, 1, p. 318.

(2) Etudes criminologiques, 1927, p. 70.

C'est ainsi que, sur l'appel principal du Ministère public, le prévenu peut appeler incidemment des condamnations civiles (1).

La jurisprudence ne fait également aucune distinction: Elle admet l'appel incident de la partie civile contre les prévenus non appelants, après appel de l'un d'eux (2), et après l'appel du Ministère public (3); l'appel incident de la partie civilement responsable contre la partie civile après appel principal de la personne dont elle répond (4); l'appel incident du Ministère public contre le prévenu après appel de la partie civile (5).

Il convient de se rallier à cette jurisprudence pour les motifs qui nous l'ont fait approuver à propos du problème inverse de la recevabilité de l'appel incident: nécessité de se conformer au texte de la loi de 1925; désir de restreindre les cas de contrariété de jugements (6).

(1) R. et P. Garraud, *op. cit.*, tome 5, § 1714, p. 166.

(2) Alger, 16 octobre 1926, G. P. 26-2-744; S. 27-2-16; Cass., 23 janvier 1929, G. P. 12 février 1929.

(3) Cassation, 19 mai 1927, B. p. 231, D. H. 27-553, S. J. 27-1125.

(4) Cassation, 20 novembre 1926, B. p. 506, D. H. 27-38, G. P. 27-1-54.

(5) Cassation, B. p. 156, G. P. 27-2-167, D. H. 27-305, S. 28-1-374.

(6) Le système de la jurisprudence entraîne la conséquence suivante en matière d'assistance judiciaire: lorsque l'appel incident émane d'une personne qui avait obtenu l'assistance judiciaire en première instance, le maintien du bénéfice d'assistance lui est acquis de plein droit si son appel ne fait que répondre à l'appel principal; il sera au contraire subordonné à un avis favorable du Bureau près la juridiction d'appel si son appel met en cause d'autres parties que l'appelant principal. Dans le premier cas, en effet, il n'est qu'intimé; dans le deuxième, il doit être assimilé à un appelant principal (article 9 de la loi du 10 juillet 1901).

CHAPITRE II

APPEL INCIDENT DU MINISTÈRE PUBLIC

Section 1. — Appel incident du Procureur de la République (1)

N° 67. — La loi du 22 avril 1925 a-t-elle ouvert au Ministère public la voie de l'appel incident?

Ce problème — l'un des plus délicats que pose la loi nouvelle — est entièrement indépendant de celui de l'identité entre l'appel incident pénal et l'appel incident civil, et ce n'est pas en appliquant les règles de ce dernier appel que l'on pourrait le résoudre.

Néanmoins, les auteurs qui préconisent l'identification de l'appel incident pénal avec l'appel incident civil, rejettent l'appel incident du Ministère public. Ils sont

(1) Toutes les explications qui vont suivre sont applicables au ministère public près le tribunal de paix pour les faits que le décret du 5 novembre 1926 a déferés au juge de paix. L'article 169 nouveau du Code d'instruction criminelle renvoie en effet à l'article 203.

guidés, en effet, par des considérations logiques dont ne se préoccupent pas les partisans de cet appel, soucieux seulement de s'en tenir aux termes de la loi.

« Accorder au Ministère public, dit M. Goyet, un délai supplémentaire de cinq jours pour former appel incident serait illogique et inutile: Tout d'abord, dans l'exposé des motifs de la proposition de la loi de M. Martin, dans les rapports de M. le sénateur Guillier et de M. le député Delmont, il n'est question que de la partie civile et du prévenu; jamais il n'est fait allusion au droit du Procureur de la République de faire appel incident. Ensuite, lorsqu'il s'abstient d'interjeter appel, le Ministère public ne se préoccupe nullement de terminer une affaire pour s'épargner les ennuis d'une instance devant la Cour: seul l'intérêt de la Société le guide. Il recherche si le Tribunal a « bien jugé ». S'il estime que la décision est entachée d'illégalité ou que la condamnation est insuffisante, ou même qu'elle est excessive, il l'attaque et en demande la réformation. Enfin, il est à remarquer que si, à la suite d'un appel du prévenu, le Procureur de la République croit qu'il est utile de soumettre à la Cour l'affaire dans son ensemble et de lui permettre, le cas échéant, d'aggraver les pénalités prononcées, il soumet le cas à son chef hiérarchique, le Procureur général, en lui demandant d'user de la faculté que lui donne l'article 205 du Code d'instruction criminelle d'interjeter appel dans le délai de deux mois » (1).

La plupart des commentateurs de la loi du 22 avril 1925 admettent au contraire l'appel incident du Minis-

(1) Lois nouvelles, 1925, 4, p. 314.

tère public. Mais ils se contentent de ranger la partie publique parmi les parties qui, ayant le droit d'appeler principalement, ont nécessairement le droit d'appeler incidemment (1).

Seuls, MM. R. et P. Garraud ont donné à cette solution un fondement juridique: « On a soutenu, disent-ils, que la loi du 22 avril 1925 n'ouvrait en aucun cas la voie de l'appel incident au Ministère public; on invoque, en ce sens, les travaux préparatoires qui incontestablement, n'envisagent jamais que les rapports des parties privées, que la lutte entre le prévenu et la partie civile. Mais c'est un principe de l'interprétation judiciaire qui doit être appliqué d'une façon particulièrement stricte en matière pénale, que les travaux préparatoires ne peuvent empêcher de donner à la loi toute la portée qu'elle doit tirer de son sens grammatical et logique; or, le texte nouveau accorde, sans distinction, le droit de former appel incident à toutes les parties, autres que celle qui a formé appel principal. Parmi ces parties doit être certainement rangé le Ministère public » (2).

La jurisprudence a également admis la recevabilité de l'appel incident du Ministère public. Cette solution ressortait implicitement de deux arrêts, l'un de la Cour d'Alger, du 16 octobre 1926 (3), l'autre de la Cour de Cassation du 20 novembre 1926 (4): « Si le législateur,

(1) Dalloz, 1926, Lois annotées, p. 13; Le Poittevin, Etudes criminologiques, 1926, n° 2, p. 4; Chevallier, Etudes criminologiques, 1927, p. 69.

(2) R. et P. Garraud, *op. cit.*, tome 5, § 1712, p. 161, et § 1714, p. 166.

(3) G. P. 26-2-744, S. 27-2-16.

(4) B. p. 506, D. H. 27-38, G. P. 27-1-54,

disait l'arrêt d'Alger, s'est exprimé en termes généraux, c'est qu'il entendait donner à toutes les parties sans distinction, la faculté d'appeler dans le délai supplémentaire de cinq jours ». « L'expression de « parties » employé par la loi, dit l'arrêt du 20 novembre 1926, est générale et comprend chacune des personnes en cause qui ont le droit d'interjeter appel du jugement de première instance ».

Elle a été définitivement consacrée par un arrêt de Cassation du 11 mars 1927 ⁽¹⁾ qui a reconnu formellement au Ministère public la faculté d'appeler incidemment, sur l'appel principal de la partie civile.

N° 68. — Avant de prendre parti dans cette controverse, il convient d'examiner successivement les arguments présentés en faveur de l'une et l'autre thèse.

Le premier argument des adversaires de cet appel est le suivant: les travaux préparatoires ne font pas la moindre allusion au ministère public; ils n'envisagent que les rapports entre le prévenu et la partie civile. MM. R. et G. Garraud ont montré que cet argument devait être écarté, en raison des principes d'interprétation des lois pénales qui imposent en cas de conflit la priorité du sens littéral des textes sur les travaux préparatoires.

Le deuxième argument repose sur l'existence de l'appel du procureur général, qui, en doublant dans un délai beaucoup plus long l'appel du procureur de la République, rend inutile tout appel incident de ce dernier. Mais raisonner de la sorte, c'est mettre en lumière

(1) B. p. 156, G. P. 27-2-167, D. H. 27-305, S. 28-1-374.

non seulement l'inutilité de l'appel incident, mais encore l'inutilité de l'appel principal du procureur de la République. Or, personne ne s'est avisé de critiquer la coexistence des deux appels pendant les dix jours d'appel principal; pourquoi la critiquer dans le délai supplémentaire d'appel incident ?

En troisième lieu, les adversaires de l'appel incident du procureur de la République mettent en évidence l'impossibilité où se trouve celui-ci d'invoquer les arguments justificatifs de l'appel incident des parties privées: s'il n'a pas appelé dans le délai d'appel principal, ce n'est ni par négligence, ni par esprit de conciliation, ni par la crainte de risquer en vain de nouveaux frais, ni par le désir d'éviter l'éclat d'un nouveau débat. Il estime simplement que le Tribunal a bien jugé; et si le prévenu interjette appel, il demandera, dans son rapport au procureur général, la confirmation pure et simple du jugement. Son acquiescement tacite n'est donc nullement conditionnel comme celui des parties privées, il lui est simplement dicté par la conscience d'avoir obtenu une juste condamnation. Dès lors, comment cet acquiescement tomberait-il par le seul effet de l'appel d'une partie privée ?

Cet argument ne paraîtra pas décisif, si l'on songe à l'intérêt supérieur qu'il y a à éviter les cas de contrariété de jugements: tout appel sur les intérêts privés nécessite une nouvelle discussion du principe de la responsabilité civile ⁽¹⁾; tout appel d'un prévenu remet en cause le principe de la culpabilité des coprévenus non appelants ⁽²⁾. Mais ni l'un ni l'autre appel

(1) V. n° 33.

(2) V. n° 28.

ne suffit à entraîner la modification des condamnations pénales, devenues définitives. Refuser au procureur de la République la faculté d'appeler incidemment, c'est accepter qu'un nouveau débat révèle des erreurs devenues irréparables parce qu'elles se sont incorporées à une décision irrévocable.

En conséquence, il convient d'approuver la jurisprudence qui reconnaît au procureur de la République la faculté d'appeler incidemment. Cette solution peut se justifier logiquement; et elle est commandée par une exacte application du texte de la loi: « En cas d'appel *d'une des parties*, les autres parties auront un délai supplémentaire de cinq jours pour interjeter appel. »

Section 2. — Appel incident du Procureur général (1)

N° 69. — Il est hors de doute que la loi du 22 avril 1925 n'a pas ouvert au procureur général le droit d'appeler incidemment. « L'appel incident, disent MM. R. et P. Garraud, ne peut être exercé par le procureur général pour lequel il serait inutile: ce magistrat possède, en effet, un délai exceptionnel de un ou deux mois pour exercer cette voie de recours, et ses droits, aux termes de l'article 203 lui-même, texte dans lequel ont été introduites les dispositions de la loi nouvelle, sont réglés uniquement quant au délai d'appel par l'article 205 » (2).

(1) Les règles relatives à l'appel incident du procureur général sont applicables à l'appel incident du procureur de la République lorsqu'il agit conformément à l'article 170 du Code d'instruction criminelle (Décret du 5 novembre 1926) dans les affaires déférées au juge de paix jugeant correctionnellement.

(2) R. et P. Garraud, *op. cit.*, tome 5, § 1714, p. 165.

*Section 3. — Appel incident sur appel principal
du Procureur général*

N° 70. — En dehors de toutes considérations d'ordre logique qui font écarter un appel incident des parties privées après l'appel principal du procureur général ⁽¹⁾, il suffit d'étendre le texte de la loi de 1925 pour se convaincre que cette hypothèse d'appel incident a été implicitement rejetée: « Il y aura, sauf l'exception faite en l'article 205 ci-après, déchéance de l'appel si la déclaration d'appeler n'a pas été faite au greffe du tribunal qui a rendu le jugement, dix jours au plus tard après celui où il a été prononcé... Néanmoins, en cas d'appel d'une des parties pendant le délai ci-dessus, les autres parties auront un délai supplémentaire... »

Au reste, tous les auteurs s'accordent pour écarter cette suite d'appel incident ⁽²⁾.

(1) V. supra n° 45.

(2) Goyet, *Lois nouvelles*, 1925, 1, p. 316; Le Poittevin, *Etudes criminologiques*, 1926, n° 2, p. 5, § 1; Chevallier, *Etudes criminologiques*, 1927, p. 69; R. et P. Garraud, *op. cit.*, tome 5, § 1714, p. 167.

CHAPITRE III

PROBLÈME DE L'APPEL INCIDENT EN MATIÈRE DE SIMPLE POLICE

N° 71. — Parmi tous les problèmes posés par la loi du 22 avril 1925, il n'en est pas de plus délicat, et il n'en est pas dont les conséquences soient plus graves.

L'appel principal des jugements de simple police est en effet strictement limité: seules les parties condamnées peuvent l'interjeter: le prévenu, s'il est condamné à une peine d'emprisonnement; le prévenu ou les personnes civilement responsables s'ils ont encouru une condamnation civile ou pénale supérieure à cinq francs; la partie civile si elle est condamnée reconventionnellement à des réparations supérieures à cinq francs.

Dès lors, se pose la question de savoir si l'appel incident sera accordé à toutes les parties, ou seulement aux parties qui peuvent interjeter appel principal.

Si la première solution l'emportait, elle aurait pour effet de bouleverser les règles dévolutives de l'appel de simple police.

Section 1. — Première théorie: L'appel incident de simple police est ouvert aux mêmes parties que l'appel incident correctionnel.

N° 72. — MM. Goyet et Garraud sont les principaux partisans de cette théorie qu'ils justifient en invoquant les mêmes arguments. Ils diffèrent cependant sur un point: comme en matière correctionnelle, MM. Garraud accordent au ministère public le droit d'appeler incidemment. Alors que M. Goyet lui refuse cette faculté. Quelle est leur argumentation ? « Quoique certainement rien, disent MM. Garraud, ni dans le texte, ni dans les travaux préparatoires de la loi du 22 avril 1925, n'ait marqué chez le législateur la volonté de changer les principes ou le caractère limité de l'appel principal en matière de simple police, il faut bien admettre, étant donné le texte de la loi nouvelle, d'une part que l'appel incident est désormais possible contre les jugements des tribunaux de simple police, et d'autre part, que le droit d'exercer cet appel appartient nécessairement à des parties qui n'avaient pas le droit d'appel principal. La loi du 22 avril 1925 ouvre le droit d'appel incident aux « autres parties » ; ces expressions sont absolument générales. En réalité donc, le principe est que l'appel incident est ouvert à toutes les parties autres que celle qui a interjeté l'appel principal » (1).

Cette théorie est donc fondée sur un argument de texte qui peut paraître décisif: le législateur a reproduit textuellement, dans l'article 174, relatif aux ap-

(1) R. et P. Garraud, *op. cit.*, tome 5, n° 1712, p. 160. V. également Goyet, *Lois nouvelles*, 1925-1-319, et Fabre, *Code annoté de la nouvelle compétence des juges de paix*, article 169, p. 124.

pels des jugements de simple police, le paragraphe qu'il avait incorporé dans l'article 203 relatif aux appels correctionnels : « Néanmoins, en cas d'appel d'une des parties pendant le délai ci-dessus, *les autres parties* auront un délai supplémentaire de cinq jours... », les « autres parties » sont nécessairement toutes les parties en cause. D'autre part, le législateur n'a jamais envisagé que les rapports d'appelant à intimé; et son intention manifeste est d'accorder l'appel incident à l'intimé. Or, en matière de simple police, ce sont *précisément* les intimés qui ne peuvent interjeter appel principal. C'est donc bien aux personnes qui ne peuvent appeler principalement que l'appel incident doit être ouvert.

Section 2. — Conséquences de cette première théorie

N° 73. — Avant la loi de 1925, l'appel des jugements de simple police ne pouvait jamais porter préjudice à l'appelant, quel qu'il fût; son adversaire, l'intimé, ne pouvait, en effet, jamais appeler, puisque, par hypothèse, l'appel n'était ouvert qu'au condamné.

La théorie de la recevabilité illimitée de l'appel incident introduirait en cette matière une réglementation tout autre : les appels incidents ne tarderaient pas à devenir de style ; il suffirait en effet aux intéressés de vérifier au greffe du tribunal, immédiatement après la péremption du délai d'appel principal, si le condamné a interjeté appel, dans l'affirmative, ils feraient aussitôt leur déclaration d'appel incident.

La règle « *nulla reformatio adversus appellatorem* » deviendrait lettre morte, précisément dans les hypo-

thèses où elle avait auparavant le plus de force. Désormais l'on pourrait affirmer sans grande crainte d'erreur que l'appel des jugements de simple police est interjeté aux risques et périls de l'appelant.

N° 74. — Les conséquences seraient particulièrement graves si l'on admet comme MM. R. et P. Garraud, l'appel incident du ministère public près le tribunal de simple police. Tout comme les autres appels incidents, et plus encore peut-être, celui-ci deviendrait rapidement de style.

Dès lors disparaîtraient les effets de la règle « *nulla reformatio adversus appellatorem* » (1).

Le Tribunal d'appel pourrait augmenter l'amende ou l'emprisonnement, ou remplacer l'amende par une peine d'emprisonnement.

Si le juge de simple police avait omis de statuer sur une contravention dont il était saisi, le Tribunal pourrait la relever d'office, s'il avait oublié de prononcer une peine, le Tribunal pourrait réparer cette omission.

Si le fait qui lui est dévolu se révélait comme un délit, le Tribunal serait en droit de lui restituer sa véritable qualification.

Pourrait-il prononcer immédiatement des peines correctionnelles ?

Nullement. En effet, bien qu'il soit une juridiction correctionnelle, il n'a été saisi qu'en qualité de juridiction d'appel du Tribunal de simple police.

(1) V. sur ces règles, Faustin Hélie, tome 7, § 522, n° 6, p. 205; Le Poittevin, Code d'instruction criminelle annoté, article 176 n° 7 à 9, et article 202, n° 148 à 188; R. et P. Garraud, *op. cit.*, tome 5, n° 1731 et 1732. V. également supra n° 18 à 23.

D'autre part, il n'aurait pas qualité pour évoquer, car il ne pourrait se prévaloir ni de l'article 215 du Code d'Instruction Criminelle, ni de l'article 473 du Code de Procédure Civile ; en accordant à la Cour d'Appel le droit d'évocation, l'article 215 du Code d'Instruction Criminelle constitue une exception à la règle du double degré de juridiction ; son application ne saurait donc être étendue aux appels portés devant les tribunaux correctionnels. De même, malgré les dispositions de l'article 174 du Code d'Instruction Criminelle, suivant lesquelles l'appel des jugements de police doit être jugé dans la même forme que celui des sentences des justices de paix, le droit d'évocation établi par l'article 473 du Code de procédure civile ne pourrait recevoir application dans notre hypothèse ; en évoquant, les juridictions civiles d'appel ne peuvent jamais statuer que dans les limites des pouvoirs des premiers juges. Sous prétexte d'évocation, le Tribunal correctionnel ne pourrait donc prononcer des peines correctionnelles que le juge de simple police n'aurait pu lui-même prononcer (1).

(1) La solution que nous préconisons est conforme à une jurisprudence déjà ancienne. Bien que l'application de la règle « *nulla reformatio adversus appellatorem* » s'imposât avant 1925 en raison de l'absence d'appel du ministère public, la jurisprudence avait eu, en effet, à trancher la question que nous examinons, dans le cas où l'inculpé demandait lui-même au Tribunal d'appel de se déclarer incompétent. Elle avait décidé que le Tribunal ne pouvait se saisir après avoir restitué au fait sa véritable qualification. Le problème plus général de l'évocation en matière de simple police avait été résolu de la même manière (V. Rép. Pandectes, Appel de simple police, nos 260-267 ; Rép. pratique Dalloz, Appel criminel, nos 95-96 ; R. et P. Garraud, *op. cit.*, tome 5, n° 1757. V. Cass., 21 juillet 1870, B. 152 ; Cass., 17 novembre 1928, G. P. 11 décembre 1928).

Il n'aurait pas davantage le droit de renvoyer le prévenu devant le juge d'instruction et de décerner un mandat de dépôt ou d'arrêt, même lorsqu'une instruction paraît nécessaire, ni s'il s'agit d'un relégable ou d'un mineur de 18 ans qui encourt une peine d'emprisonnement (1). Il en est ainsi, même lorsque le fait est un crime (2) : le Tribunal devrait purement et simplement se déclarer incompétent.

Il est en effet de principe que le Tribunal d'appel ne doit pas avoir plus de pouvoirs que le Tribunal de première instance. Ainsi, le droit de décerner un mandat contre le coupable d'un crime appartient à la Cour, en vertu de l'article 214 du Code d'instruction criminelle, parce que le même droit a été reconnu par l'article 192 au Tribunal correctionnel, appelé à connaître en première instance d'un fait qui est de nature à mériter une peine criminelle. Or, le Tribunal de simple police, saisi à tort d'un délit ou d'un crime, n'a pas d'autre pouvoir que de « renvoyer les parties devant le Procureur de la République » (article 160) ; en tant que juridiction d'appel, le Tribunal correctionnel ne saurait disposer de droits plus étendus.

En conséquence, si l'on accorde le droit d'appel in-

(1) Les hypothèses pratiques où l'infraction considérée par le premier juge comme une contravention constitue en réalité un délit pouvant entraîner l'application de la relégation sont rares ; on peut cependant envisager la transformation des faits prévus par l'article 471, § 12, du Code pénal en un outrage public à la pudeur, et de ceux prévus par l'article 475, § 15, en un vol simple.

(2) Etant donnée la tendance des Parquets à renvoyer devant les tribunaux de simple police sous la qualification de violences légères des faits relativement graves, on peut envisager la transformation d'une contravention en un crime : ainsi, les violences ont entraîné ultérieurement la mort de la victime, ou une infirmité permanente (article 309 du Code pénal).

cident au Ministère public près le Tribunal de simple police, le Tribunal correctionnel qu'un appel a saisi d'un délit ou d'un crime, devra se déclarer purement et simplement incompétent.

C'est au Procureur de la République seul, qu'il appartiendra de faire citer le prévenu directement devant le Tribunal correctionnel, d'ouvrir une information en requérant, s'il y a lieu, la délivrance d'un mandat d'arrêt, ou de provoquer un règlement de juges si l'affaire avait fait l'objet d'une ordonnance de renvoi devant le Tribunal de simple police (article 129).

Les conséquences du système de la recevabilité absolue sont telles qu'on a pu se demander si l'article 174 nouveau ne modifiait pas l'article 172 en accordant à à toutes les parties le droit d'appel principal: il serait en effet logique de le leur attribuer, puisqu'elles ont la faculté d'appeler incidemment.

La question s'est posée pour une partie civile, qui émettait la prétention d'appeler principalement d'un jugement de simple police, qui lui avait accordé des dommages-intérêts jugés insuffisants. Le Tribunal de la Seine déclara son appel irrecevable, pour la raison que le condamné n'avait pas interjeté appel principal dans les 10 jours du jugement (1).

Une telle solution s'imposait.

Mais, en ouvrant la voie à des suggestions de cet ordre, le principe de recevabilité absolue, ne découvrirait-il pas le vice fondamental qui doit le faire condamner?

(1) Tribunal correctionnel de la Seine, jugement du 7 février 1928, G. P. 1928-1-520 et S. J. 1928, p. 679.

Section 3. — Deuxième théorie: l'appel incident de simple police n'est ouvert qu'aux parties qui pouvaient interjeter appel principal.

N° 75. — « La voie de l'appel incident, dit M. Chevalier, est ouverte à toutes les parties qui peuvent interjeter appel principal, mais à elles seulement... Dès lors, pourraient interjeter appel incident en simple police: les personnes civilement responsables, le prévenu, quand une peine d'emprisonnement a été prononcée, ou que le montant des condamnations pécuniaires excède cinq francs, et la partie civile quand elle a été condamnée vis-à-vis du prévenu à des dommages-intérêts excédant la somme de cinq francs » (1).

Les partisans de ce système ont affirmé la nécessité de limiter l'appel incident aux personnes qui peuvent faire appel principal, mais sans motiver leur opinion.

Il existe cependant en sa faveur de sérieux arguments qui justifient la nécessité de son application dans la pratique judiciaire.

La thèse de la recevabilité illimitée de l'appel incident de simple police repose, en effet, sur trois arguments principaux fondés, l'un sur le texte de la loi de 1925, l'autre sur les travaux préparatoires, le troisième sur des considérations d'ordre logique. Les uns et les autres peuvent être écartés.

« ...Néanmoins, dispose la loi du 22 avril 1925, en cas d'appel d'une des parties pendant le délai ci-des-

(1) Etudes criminologiques, 1927, p. 69. V. également Le Poitevin, Etudes criminologiques, 1926, n° 2, p. 4; *Revue pénitentiaire*, 1926, p. 91; Dalloz, 1926, Lois annotées, p. 13.

sus, *les autres parties* auront un délai supplémentaire... » Les partisans de la première théorie invoquent la généralité de cette expression « les autres parties ». Mais nous ne croyons pas qu'elle englobe, comme ils le prétendent, aussi bien les parties pouvant interjeter appel principal, que les autres. La loi ajoute en effet : « les autres parties auront un délai supplémentaire de cinq jours *pour interjeter appel* ». Or, en matière de simple police, pour interjeter appel, il faut avoir encouru une condamnation du taux prévu par l'article 172 du Code d'instruction criminelle. L'on ne saurait alléguer que l'appel « incident » n'est pas un appel « principal ». Cette remarque, vraie en matière civile, ne l'est pas en matière pénale (1). En particulier, tous les auteurs s'accordent pour décider que l'appel « incident » pénal doit suivre les règles de l'appel « principal » au point de vue de ses formes (2). Pourquoi ne les suivrait-il pas au point de vue de ses conditions d'exercice?

N° 76. — Le deuxième argument que l'on peut faire valoir en faveur du système de la recevabilité absolue, est le suivant : L'appel incident doit être accordé aux personnes qui n'ont pas le droit d'appel principal, parce que ce sont le plus souvent des intimés, et que c'est précisément en faveur des intimés que l'appel incident a été créé.

Il n'est pas douteux que les travaux préparatoires révèlent l'intention du législateur de protéger l'intimé

(1) Voir *supra* n° 62.

(2) Goyet, *Lois nouvelles*, 1925-1-317; R. et P. Garraud, *op. cit.*, n° 1716, p. 170.

en lui octroyant le droit d'appeler incidemment. Mais le législateur s'est expliqué en même temps sur les raisons de cette protection. Or, elles ne s'appliquent nullement en matière de simple police. « L'acquiescement tacite de l'intimé au jugement, dit M. le sénateur-rapporteur Guillier, a un caractère conditionnel. Il peut se faire qu'il n'ait qu'un faible intérêt à appeler, mais que cet intérêt devienne très important, à raison de l'appel interjeté par son adversaire. Il est naturel que celui qui a voulu faire à sa tranquillité le sacrifice de ses griefs rentre dans ses droits lorsque sa tranquillité vient à être troublée par l'appel que son adversaire interjette » (1). Les différentes hypothèses envisagées par les rapporteurs de la loi pour en justifier l'établissement, supposent toutes que l'intimé aura le même droit et le même délai d'appel que l'appelant principal.

C'est bien là l'argument décisif qui doit faire rejeter la recevabilité absolue de l'appel incident des jugements de simple police.

« La faculté d'appeler de pareils jugements n'appartient qu'au condamné. La partie civile et le Ministère public n'ont d'autre voie ouverte contre ces jugements que le recours en cassation. « Ce n'est point (leur répondrait victorieusement le condamné appelant) dans l'espérance qu'il n'y aurait point d'appel de ma part, que vous vous êtes abstenus d'appeler dans le délai fixé par l'article 174 du Code d'instruction criminelle; c'est uniquement parce que la loi vous fermait la voie de l'appel. Comment donc vous auz-je ouvert cette voie en la prenant moi-même?

(1) *J. O.*, 3 octobre 1924, ann. 535, p. 450.

« La loi ne le dit pas, et vous ne pourriez pas le lui
« faire dire sans lui prêter une absurdité; car il serait
« absurde qu'elle fit dépendre du parti que je prendrai
« d'appeler ou de n'appeler pas, la voie que vous au-
« riez à prendre contre le jugement qui m'a condam-
« né. Les voies de droit à prendre contre les jugements
« appartiennent au droit public; et les règles du droit
« public ne peuvent être changées ni par la volonté,
« ni par le fait des parties » (1).

Le troisième argument que peuvent invoquer les partisans de la recevabilité illimitée est fondé sur la remarque suivante: Il importe, disent-ils, de donner à l'article 174 nouveau une portée et un sens; il serait inadmissible, en effet, qu'un texte aussi précis put rester lettre morte; or, limiter la faculté d'appeler incidemment aux seules parties qui peuvent appeler principalement, c'est le rendre à peu près inutile.

Une telle affirmation serait rigoureusement exacte, et l'appel incident demeurerait totalement inconnu dans les affaires de simple police, si l'on admettait le principe général que l'appel incident n'appartient qu'à l'intimé. C'est précisément en se référant à ce principe que M. Goyet a été amené à accorder le droit d'appel incident à des parties qui n'avaient pas le droit d'appel principal.

Mais, dans le système de la jurisprudence, le droit d'appel incident n'est nullement limité à l'intimé. Dans ces conditions, si l'appel incident est restreint dans la même mesure que l'appel principal, les hypothèses en

(1) Merlin, Questions de droit, édition de 1827, Appel incident, § 12, p. 522. V. également Le Poittevin, Code d'instruction criminelle, article 172, n° 74.

seront rares, parce que les cas d'appel principal sont eux-mêmes peu nombreux; mais elles se justifieront toutes, et elles auront le mérite d'être rigoureusement logiques (v. le n° suivant).

Section 4. — Conséquences du principe: l'appel incident de simple police n'est ouvert qu'aux parties qui pouvaient interjeter appel principal.

N° 77. — Si l'appel principal émane du prévenu, l'appel incident sera ouvert aux coprévenus qui ont été condamnés à l'emprisonnement, ainsi qu'aux coprévenus et aux personnes civilement responsables, s'ils sont redevables d'une condamnation pécuniaire supérieure à cinq francs. Si l'appel principal émane de la personne civilement responsable, l'appel incident sera ouvert au prévenu dont elle répond, et à toutes les autres personnes prévenues ou civilement responsables qui avaient le droit d'appel principal.

Si l'appel principal émane de la partie civile condamnée reconventionnellement, l'appel incident sera ouvert seulement aux autres parties civiles condamnées à plus de cinq francs de dommages-intérêts, ou aux personnes qui en répondent.

L'intérêt des différents appels incidents est d'autant plus considérable que la solidarité légale n'existe pas en matière de simple police, tout au moins en principe: L'appel de l'une des parties demeure donc sans influence sur le sort de ses co-intéressés.

Dans cette matière, en effet, les règles de l'appel solidaire s'appliquent seulement au cas où plusieurs per-

sonnes ont encouru une condamnation unique à titre de réparation civile (1).

Ainsi réglementé, l'appel incident de simple police se justifie donc par la légitime préoccupation d'éviter les cas de contrariété de jugements.

En conséquence, le principe de la limitation de l'appel incident aux seules parties ayant le droit d'appel principal devrait s'imposer par sa logique même.

Nous n'avons pu découvrir de jurisprudence sur la question. Cependant, le jugement du Tribunal de la Seine que nous avons signalé au n° 74, paraît envisager la possibilité d'un appel incident de la *partie civile* sur appel principal du prévenu: « L'appel principal interjeté par la seule partie civile, dit-il, est irrecevable en l'absence d'un appel préalable du contrevenant, lequel seul, dans les 10 jours, peut soumettre le jugement à la juridiction d'appel, *sauf à la partie civile à régulariser à son tour un appel incident à date utile* ». Cette décision paraît donner raison aux partisans de la recevabilité illimitée de l'appel incident en matière de simple police. Mais la note anonyme qui la commente dans la « Gazette du Palais » de 1928, 1.520, montre très clairement qu'elle est fondée sur un principe certainement inexact: elle paraît admettre, en effet, que « l'appel incident en matière de simple police était recevable avant la loi de 1925, dans le délai de 10 jours à partir de la date du jugement, et que si le condamné avait attendu le 10^e jour pour formuler sa déclaration d'appel, les autres parties étaient forcloses du droit de la former ». Or, cette idée est manifestement contraire

(1) V. *supra* n° 26.

à la doctrine et à la jurisprudence antérieure à la loi de 1925 (1).

D'ailleurs, la plupart des arrêts rendus jusqu'à ce jour par la Cour de Cassation en matière d'appel incident correctionnel, ont adopté une formule qui condamne le système de recevabilité absolue de l'appel incident de simple police: « L'expression de partie employée par la loi, disent-ils, est générale et comprend chacune des parties en cause, *qui ont le droit d'interjeter appel du jugement de première instance* » (2).

(1) V. Le Poittevin, Code d'instruction criminelle, article 172, n° 74. Il n'est pas impossible que le législateur se soit référé à cette idée lorsqu'il a incorporé dans l'article 174 relatif aux appels de simple police, le même texte que dans l'article 203 relatif aux appels correctionnels. Peut-être même croyait-il que toutes les parties ont le droit d'appeler des jugements de simple police: « Le délai de dix jours imposé en matière de simple police et de police correctionnelle — dit l'un des rapporteurs du projet — est le même pour le prévenu, la partie civile et le ministère public. »

(2) V. Cassation, 20 novembre 1926, B. 506, D. H. 1927-38, G. P. 1927-1-54, et Cassation, 11 mars 1927, B. 156, D. H. 1927-305, G. P. 1927-2-167, S. 1928-1-374.

CHAPITRE IV

APPEL INCIDENT DES ADMINISTRATIONS QUI PARTICIPENT A L'EXERCICE DE L'ACTION PUBLIQUE

Section 1. — Contributions indirectes, douanes et octroi

N° 78. — Certaines administrations publiques : régie, douanes, communes, jouent parfois le rôle de parties civiles ; parfois aussi elles exercent directement l'action publique.

Elles n'ont à se préoccuper que des condamnations pécuniaires : amendes, restitutions et confiscations, dont le montant leur est attribué. Aussi ont-elles seules l'exercice de l'action publique, lorsque le prévenu encourt seulement des peines pécuniaires ; par contre, lorsqu'il encourt une peine d'emprisonnement, l'Administration intéressée s'efface devant le Ministère public, et son rôle devient celui d'une partie civile privilégiée ⁽¹⁾.

(1) V. Gibert, Des frais de justice incombant aux parties civiles et Administrations publiques dans les procédures pénales, pp. 174 et s.

N° 79. — *Infractions punies seulement de peines pécuniaires.* — L'Administration a tous les pouvoirs du Ministère public (1). Ses droits sur l'exercice de l'action publique sont même plus étendus, puisqu'elle peut renoncer à l'action, s'en désister ou transiger.

Son l'appel a le même effet que celui du Ministère public: il peut profiter à l'inculpé comme il peut lui préjudicier (2).

Quant au Ministère public, il ne peut pas intervenir dans l'exercice de l'action publique: son appel sera irrecevable.

N° 80. — *Infractions punies de peines d'emprisonnement.* — L'Administration joue le rôle de partie civile; et c'est au Ministère public qu'incombe l'exercice de l'action. C'est pourquoi, lorsqu'à la requête du Ministère public un jugement a prononcé seulement la peine d'emprisonnement, l'Administration ne peut obtenir par voie d'action principale, les condamnations pécuniaires dont le montant devait lui revenir. Par contre après l'appel du Ministère public, elle est en droit de demander à la Cour de les prononcer.

Mais l'Administration participe dans une certaine mesure à l'exercice de l'action publique. Les dommages-intérêts qu'elle réclame en qualité de partie civile ont un caractère mixte; ce sont des peines en même temps que des réparations.

C'est pourquoi les poursuites peuvent être intentées

(1) V. Garraud, *op. cit.*, tome 1, n° 95, p. 202; n° 96, p. 207; n° 97, p. 210.

(2) V. Cependant R. et P. Garraud, *op. cit.*, tome 5, n° 1738 p. 220.

à sa requête, même après le refus du Ministère public. Mais elle n'obtiendra que des condamnations pécuniaires: Le Tribunal ne peut prononcer l'emprisonnement qu'à la requête du Ministère public.

De même, l'appel de l'Administration ne peut remettre en cause que les condamnations pécuniaires. Quant à l'appel du Ministère public, suivant que l'on envisage plus particulièrement le caractère pénal des amendes, ou leur caractère de réparation civile, il devrait remettre en cause, soit toutes les condamnations, soit seulement la condamnation à l'emprisonnement. La question ne paraît pas encore définitivement tranchée (1).

Elle est d'ailleurs d'autant plus délicate qu'à certains points de vue, l'Administration joue un rôle prépondérant dans l'exercice de l'action publique: Elle peut, en effet, transiger avec le coupable; si la transaction intervient avant un jugement définitif, elle éteint l'action publique, même relativement aux condamnations purement pénales. Si au contraire, elle intervient postérieurement au jugement, elle ne met en jeu que les peines pécuniaires (2).

Dès lors, quel est l'effet de l'appel de l'Administration sur les condamnations pécuniaires? Suivant qu'elle est considérée comme partie civile, où comme « Ministère public spécial », son appel sera « a minima », ou aura une portée générale. On admet généralement que l'Administration est seulement partie civile, et que

(1) R. et P. Garraud, tome 5, n° 1695, pp. 130 et 131.

(2) Garraud, *op. cit.*, tome 1, n° 95, p. 205, et n° 97, p. 212.

son appel ne peut lui préjudicier. Mais la question reste controversée (1).

N° 81. — *Appel incident.* — L'introduction d'un appel incident se justifie par de nombreux arguments :

Le condamné a intérêt à le former toutes les fois que l'appel de l'Administration a les effets de l'appel d'une partie civile : Ainsi, pour les condamnations pécuniaires, lorsque l'infraction était passible en même temps de peines pécuniaires et de peines corporelles ; il en est de même, d'après certains arrêts, dans des hypothèses où l'Administration remplit seule les fonctions de Ministère public, notamment en matière de contributions indirectes (2).

En tant que partie civile, l'Administration doit également bénéficier des délais supplémentaires d'appel incident. Même lorsqu'elle joue le rôle de Ministère public, l'on ne saurait le lui refuser, car elle conserve sa qualité de partie civile.

Enfin, l'intérêt d'un appel incident ressort davantage encore, si l'on observe que des infractions purement fiscales peuvent donner lieu à la constitution de parties civiles privées ; le fait se présente fréquemment pour des syndicats professionnels en matière de contributions indirectes (3).

En conséquence, la loi du 22 avril 1925 recevra application toutes les fois que les délais d'appel relatifs aux infractions fiscales sont soumis aux règles édictées par

(1) et (2) R. et P. Garraud, *op. cit.*, n° 1738, p. 220.

(3) Garraud, *op. cit.*, tome 1, n° 100, p. 219.

les articles 174 et 203 du Code d'instruction criminelle. Il en est ainsi dans la majorité des cas.

L'appel incident sera alors ouvert, comme en toute autre matière, à toutes les parties et contre toutes les parties.

Mais lorsque l'appel est soumis à des règles particulières, la loi de 1925 ne saurait s'appliquer: En matière de douanes, lorsque le Juge de paix est compétent en première instance, l'appel de ses décisions doit être porté devant le Tribunal civil, dans la huitaine de la signification du jugement, conformément à l'article 6 de la loi du 14 fructidor an III (1), que la loi de 1925 n'a pu modifier.

C'est la seule hypothèse où l'appel incident de la loi de 1925 doit être écarté d'une procédure pénale (2).

Section 2. — Eaux et Forêts

L'Administration des Eaux et Forêts exerce dans tous les cas l'action publique, soit seule, soit concurremment avec le Ministère public.

N° 82. — *Infractions de la compétence des Tribunaux correctionnels et des Juges de paix jugeant en matière*

(1) Pandectes, Répertoire Douanes, n°s 3329 à 3357.

(2) Jusqu'à ces dernières années les infractions pénales en matière de contributions indirectes comportaient une règle analogue pour le délai d'appel en vertu de l'article 32 du décret du 1^{er} germinal an XIII; mais cette disposition a été abrogée par l'article 27 de la loi du 6 août 1905 qui renvoie expressément à l'article 203 du Code d'instruction criminelle,

correctionnelle (1). — L'action publique appartient parallèlement à l'Administration et au Ministère public :

Le Ministère public peut donc représenter l'Administration à l'audience ; il peut conclure à l'application des peines pécuniaires. Sur l'action introduite à sa requête, l'Administration peut interjeter appel. Elle profite de l'appel du Ministère public, comme l'appel de celui-ci lui profite.

Néanmoins, si elle transige, l'action publique est éteinte à l'égard du Ministère public. Par contre, la transaction intervenue après le jugement, n'a d'effet qu'en ce qui concerne les condamnations pécuniaires.

Depuis la loi du 22 avril 1925, les règles de l'appel incident doivent recevoir leur application, car l'article 187 du Code forestier rend applicable aux infractions forestières les dispositions de l'article 203 du Code d'instruction criminelle.

L'appel incident pourrait paraître inutile, puisque l'appel des agents forestiers comme celui du Ministère public peut profiter au condamné. Mais il ne faut pas oublier que des particuliers, lésés par une infraction forestière, peuvent s'instituer parties civiles. L'auteur de l'appel incident est donc le même qu'en matière pénale ordinaire.

En raison de la généralité des termes de la loi de 1925, l'appel incident appartiendra à toutes les parties qui auraient pu faire appel principal, et notamment à l'Administration des Eaux et Forêts. Il mettra en cause des parties quelconques.

(1) L'article 160 nouveau du Code d'instruction criminelle (décret du 5 novembre 1926) ne mentionne pas l'appel de l'Administration forestière, mais il ne s'agit là que d'un oubli sans signification (R. et P. Garraud, *op. cit.* tome 5, appendice n° 33).

N° 83. — *Infractions de la compétence des Tribunaux de simple police.* — Pour ces infractions, l'Administration a seule l'exercice de l'action publique. Elle se substitue entièrement au Ministère public qui est sans qualité pour agir.

La loi du 31 décembre 1906 déroge en effet aux règles ordinaires de l'appel des jugements de simple police: Toutes les parties ont le droit d'appeler. D'autre part, les agents forestiers jouissent d'un délai de quinze jours pour former appel.

Ces règles exceptionnelles ont incité quelques commentateurs de la loi de 1925 à écarter l'appel incident dans les affaires forestières poursuivies devant les Tribunaux de simple police (1).

L'appel incident est en effet sans intérêt pour l'Administration qui peut interjeter appel dans les 15 jours du jugement; il est également sans intérêt pour le condamné, puisque l'appel des agents forestiers remet l'affaire dans son état primitif. Mais il importe de remarquer que des parties privées peuvent se constituer parties civiles dans une instance de cet ordre. Il est facile de concevoir, pour ces parties, l'intérêt d'un appel incident, ainsi que pour le prévenu, relativement à leur action civile. L'appel incident doit donc être autorisé.

Au reste, la rédaction du nouvel article 174 du Code d'instruction criminelle ne laisse aucun doute à cet égard: le second alinéa, comme le premier, s'applique aux affaires forestières jugées en simple police; le

(1) Goyet, *Lois nouvelles*, 1925-1-321; R. et P. Garraud, *op. cit.*, tome 5, n° 1713, p. 164.

troisième accorde simplement aux agents forestiers un délai exceptionnel d'*appel principal*.

Si le paragraphe ajouté par la loi de 1925 a été incorporé entre le premier et le deuxième alinéas de l'ancien article 174, ce n'est pas, comme on l'a cru, pour en écarter l'application en matière forestière; c'est uniquement pour éviter que soit ajouté au délai de quinzaine dont profite l'Administration, un délai supplémentaire d'appel incident.

CHAPITRE V

CONCLUSION

N° 84. — Les différentes solutions que nous avons préconisées se réfèrent toutes à un principe commun :

L'appel incident est ouvert à toutes les parties qui avaient le droit d'appel principal, mais à elles seulement. Il peut être interjeté appel contre toutes les parties en cause, quelles qu'elles soient.

Ces règles, qui ont le mérite d'être simples, se dégagent très clairement des décisions jurisprudentielles rendues sur l'appel incident pénal d'après la loi de 1925. Et le texte même de la loi en impose l'application.

C'est ainsi qu'en matière correctionnelle, toutes les parties, parties publiques et parties privées, ont la faculté d'appeler incidemment; et leur appel pourra mettre en cause une partie quelconque.

La règle concerne aussi bien les délits de la compétence des tribunaux correctionnels que ceux de la compétence des Juges de paix jugeant correctionnellement

(décret du 5 novembre 1926). L'article 169 nouveau du Code d'instruction criminelle renvoie, en effet, expressément à l'article 203 pour les délais d'appel des jugements rendus par les Juges de paix statuant en matière correctionnelle.

En matière de simple police, au contraire, l'appel incident appartient aux seules personnes qui peuvent faire appel principal, c'est-à-dire aux personnes condamnées, soit à l'emprisonnement, soit à une amende ou à des réparations civiles supérieures à cinq francs. Par contre, il peut être interjeté contre toutes les parties.

La seule hypothèse où l'appel incident doit être écarté, est relative aux affaires douanières de la compétence des Juges de paix: le délai exceptionnel prévu par la loi du 14 fructidor an III ne saurait être modifié par les dispositions que la loi du 22 avril 1925 a introduites dans l'article 174 du Code d'instruction criminelle.

N° 85. — Les formules que nous préconisons dépassent cependant de beaucoup la portée que le législateur a entendu donner à la loi de 1925.

Dans sa pensée, en effet, l'appel incident n'était que la riposte de l'intimé qui désire échapper aux effets de la règle « *nulla reformatio adversus appellatorem* ».

Tout autre est dans la pratique le fondement juridique de cette voie de recours: *Tel qu'il résulte de la loi du 22 avril 1925, l'appel incident n'est pas autre chose qu'un nouvel appel, interjeté par une partie quel-*

conque, dans le but d'éviter les contrariétés de décisions que l'appel principal aurait fait naître.

Ainsi compris, l'appel incident pénal constitue un système juridique entièrement logique et d'une clarté parfaite.

QUATRIÈME PARTIE

Formes et délais de l'appel incident

Section 1. — Formes de l'appel incident

N° 86. — L'appel incident est formé par déclaration au greffe du Tribunal qui a rendu le jugement.

Tous les auteurs sont d'accord sur ce point (1).

Il est un cas cependant qui peut prêter à controverse : M. G. Le Poittevin déclare que « ne serait pas recevable un appel incident signifié par acte d'huissier, ou formé par des conclusions prises, même dans le délai de cinq jours, à l'audience de la juridiction d'appel ».

Nous ne croyons pas que cette formule soit exacte. Il se peut, en effet, au moins théoriquement, que l'appel soit vidé avant l'expiration du délai supplémentaire de cinq jours (2). Mais dans cette hypothèse, il paraît logi-

(1) D. 26-4-13; Goyet, *Lois nouvelles*, 1925-1-317; Le Poittevin, *Etudes criminologiques*, 1926, n° 2, p. 5; R. et P. Garraud, *op. cit.*, tome 5, n° 1716, p. 150.

(2) Dalloz, *Répertoire*, Appel criminel, n° 310.

que d'admettre un appel incident interjeté par simples conclusions à l'audience ⁽¹⁾, puisque cette faculté est accordée au Procureur général, qui exerce son droit d'appel, conformément à l'article 205 du Code d'instruction criminelle ⁽²⁾.

Section 2. — Délai de l'appel incident

Paragraphe 1. — Le jugement est contradictoire.

N° 87. — La loi du 22 avril 1925 accorde aux autres parties « un délai supplémentaire de cinq jours pour interjeter appel », en cas d'appel d'une des parties pendant le délai ordinaire.

La loi ne spécifie pas quel est le point de départ du délai de cinq jours.

Dans ces conditions, l'on était fondé à admettre que le délai courre du jour de l'appel principal. C'est ce qu'avait paru décider un arrêt de la Cour de Cassation du 20 novembre 1926: « ... Attendu que F... a interjeté appel dans les cinq jours qui ont suivi l'appel formé par A... » ⁽³⁾. Et c'est également la solution adoptée par M. Fabre, dans son Code annoté de la nouvelle compétence des Juges de paix ⁽⁴⁾. Mais cette interprétation est rejetée par la plupart des auteurs ⁽⁵⁾, et par

(1) Rodière, *Procédure criminelle*, p. 373; Merlin, *Répertoire*, édition de 1827, Appel, section 2, § 11, n° 10, p. 413.

(2) R. et P. Garraud, *op. cit.*, tome 5, n° 1720, p. 177.

(3) B. 506, D. H. 27-38, G. P. 27-1-54.

(4) Article 169, p. 124.

(5) Goyet, *Lois nouvelles*, 1925-1-317; Le Poittevin, *Etudes criminologiques*, 1926, n° 2, p. 5; R. et P. Garraud, *op. cit.*, tome 5, n° 1710, pp. 157-158.

de nombreux arrêts (1). Elle serait en effet l'occasion de distinctions oiseuses dans les cas où l'appel principal est interjeté dans les cinq premiers jours du délai ordinaire, ou lorsque plusieurs appels sont formés successivement dans ce délai.

C'est pourquoi les auteurs et la jurisprudence décident que le délai de cinq jours court du jour où expire le délai d'appel principal.

Par conséquent, à la suite d'un appel principal dans le délai ordinaire de 10 jours, les parties ont un délai global de 15 jours, non compris le jour du jugement: 10 jours pour l'appel principal, jusqu'au onzième jour à minuit; 5 jours pour l'appel incident, jusqu'au sixième jour à minuit. Si le jugement est du 1^{er} février, le délai de l'appel incident expirera le 16 février, à minuit.

En effet, le délai de l'appel incident étant un simple délai supplémentaire n'est pas franc, et ne comporte aucune augmentation, en raison de la distance.

Le délai de l'appel incident est suspensif, comme le délai de l'appel principal. La loi de 1925 a pris soin de le spécifier: « Pendant ces délais et pendant l'instance d'appel, il sera sursis à l'exécution du jugement ».

Etait-il nécessaire de le préciser, puisque l'appel incident suppose l'existence d'un appel principal, qui est lui-même suspensif? En réalité, l'appel n'est suspensif que de l'exécution des chefs du jugement qu'il remet en cause. La disposition de la loi de 1925 aura donc

(1) Alger, 16 octobre 1926, G. P. 26-2-744, S. 27-2-16; Cass., 19 mai 1927, B. 231, D. H. 27-353, S. J. 1927, p. 1125, et la note de M. P. Garraud; Cass., 11 mars 1927, B. 156, G. P. 27-2-167, D. H. 27-305, S. 28-1-374.

pour effet de suspendre l'exécution des chefs visés par l'appel incident.

Cette disposition présente un autre intérêt: elle met en harmonie les règles de l'effet suspensif de l'appel correctionnel et de l'appel de simple police. L'article 175 et l'article 203 ancien contenaient en effet des différences de réduction qui avaient pu donner lieu à certaines difficultés d'interprétation (1).

Paragraphe 2. — Le jugement est rendu par défaut.

N° 88. — A l'égard des parties présentes, le délai d'appel est de 10 jours à compter de la prononciation du jugement.

Le délai d'opposition et d'appel est au contraire, pour les parties défaillantes, de 5 jours et de 10 jours, à partir de la signification. Il ne court même, contre les prévenus et défaillants, en ce qui concerne les condamnations pénales, que du jour où ils en ont eu officiellement connaissance, soit par une signification faite à personne, soit par un acte d'exécution.

Le délai d'appel des parties présentes expire donc avant le délai d'appel des parties défaillantes.

1^{re} hypothèse: Appel d'une partie présente. — Cet appel ne peut priver le défaillant des voies de recours qui lui sont reconnues par la loi. La Cour doit donc surseoir à statuer jusqu'à l'expiration du délai d'opposition, car l'opposition anéantirait le jugement et l'appel qui en était formé (2).

(1) Le Poittevin, Code d'instruction criminelle annoté, article 173, n^{os} 1 et 2.

(2) V. R. et P. Garraud, *op. cit.*, tome, 5, n^o 1704, p. 147; Goyet, Le Ministère public, p. 364.

Trois cas peuvent être envisagés :

a) Le défaillant fait opposition, et se présente devant le Tribunal saisi de son opposition : le jugement par défaut est anéanti, et, par voie de conséquence, l'appel formé est non avenu. Mais les parties présentes pourront à nouveau interjeter appel du jugement rendu sur l'opposition.

b) Le défaillant fait opposition, mais ne se présente pas. Il y a volonté d'opposition, et le jugement reprend toute sa force. Le défaillant ne peut plus l'attaquer que dans les 10 jours de la signification à personne ou à domicile (articles 203 et 188 combinés). La Cour pourra alors statuer immédiatement sur les appels formés par les parties présentes. Il n'y aura pas lieu d'attendre l'expiration du délai d'appel pour le prévenu, car de deux choses l'une : ou bien il se présentera devant la Cour, et il formera immédiatement son appel, ou bien il ne se présentera pas, et d'arrêt étant par défaut contre lui, sera susceptible d'opposition.

c) Le défaillant fait appel. La Cour est alors saisie en même temps de son appel et de celui des parties présentes qui avaient précédemment appelé.

Mais l'on ne saurait ajouter au délai d'appel du défaillant le délai supplémentaire de la loi de 1925 : Il ne pourrait invoquer, en effet, les dispositions de la loi nouvelle, puisque au moment où les délais d'appel se sont ouverts à son profit, il était à même de connaître l'existence des appels interjetés.

Par contre, son appel ouvre-t-il aux autres parties le délai supplémentaire d'appel incident ? Il pourrait être logique de le leur refuser, puisqu'elles ont déjà eu un

délai global de 15 jours après le jugement, l'une d'elles ayant, par hypothèse, fait appel.

Cependant, elles peuvent invoquer à leur profit tous les motifs qui peuvent justifier un appel incident. Et d'autre part, la loi de 1925 autorise l'appel incident « en cas d'appel d'une des parties pendant le délai » de 10 jours, soit après le jour du jugement, soit après le jour de la signification.

En conséquence, dans l'hypothèse où le jugement est frappé d'appel, d'abord par l'une des parties présentes dans les 10 jours de son prononcé, ensuite par le défaillant, dans les 10 jours de sa signification, la loi de 1925 reçoit application pour augmenter l'un et l'autre délais au profit des parties présentes.

N° 89. — 2^e hypothèse: *Appel de la partie défaillante.*

— L'appel du défaillant ouvre au profit des parties présentes le délai supplémentaire de cinq jours. Une telle solution est conforme à la lettre et à l'esprit de la loi.

Au reste, elle a été formellement admise par un arrêt de la Cour d'Agen, en date du 10 mai 1928, qui n'a pas été publié: « Attendu que la nommée F..., épouse V..., renvoyée par ordonnance du Juge d'instruction, en date du 14 janvier 1928, devant le Tribunal de police correctionnelle d'Agen, comme prévenue de vol..., comparait devant le dit Tribunal, à l'audience du 27 janvier 1928, pour répondre du délit relevé contre elle; qu'à la suite de débats contradictoires, le Tribunal renvoya le prononcé de son jugement à l'audience du 1^{er} février suivant; qu'à cette audience et en l'absence de la prévenue, le Tribunal ajourna sa décision au 8 février; qu'à cette audience pour laquelle la femme V...

n'avait pas été intimée, le Tribunal, en l'absence de la prévenue, rendit un jugement la condamnant à la peine de 3 mois d'emprisonnement. Que, sur la signification et copie qui lui en furent régulièrement notifiées, par exploit du 6 mars 1928, en parlant à sa personne, la femme V... en a relevé appel par déclaration au greffe du 7 du même mois; que cet appel est régulier et recevable en la forme. Attendu que, de son côté et par déclaration au greffe, du même jour 7 mars 1928, le Procureur de la République a interjeté appel de ce jugement. Que citation fut donnée à la prévenue pour l'audience de la Cour de céans du 3 mai 1928, audience à laquelle elle a comparu. Qu'à cette même audience, M. l'Avocat général déclara ne point persister dans l'appel relevé par le parquet d'Agen, mais demanda toutefois à la Cour de se prononcer expressément sur sa recevabilité. Attendu en droit, qu'à la suite d'un jugement correctionnel, l'appel incident ainsi que cela résulte des dispositions de la loi du 22 avril 1925, est ouvert tant à la partie civile qu'au Ministère public chargé d'exercer l'action publique et ce, dans le délai de cinq jours de l'appel relevé par la partie condamnée, qu'il échet dès lors de déclarer recevable en la forme l'appel relevé par le Procureur de la République dans les délais légaux... La Cour reçoit en la forme les appels respectivement interjetés par la femme V... et le Ministère public... »

L'espèce visée dans cet arrêt suscite deux remarques particulièrement intéressantes:

L'appel du Procureur de la République qui était sans contredit, un appel incident, a été interjeté dans les

10 jours de la signification du jugement, et non pas dans le délai supplémentaire d'appel incident. Il a été cependant déclaré recevable parce qu'il eut été absurde de le rejeter sous prétexte qu'il avait été interjeté trop tôt.

En conséquence, dans l'hypothèse où le délai supplémentaire, s'ajoute au délai d'appel principal que fait courir la signification du jugement de défaut, l'appel incident peut être interprété dans la quinzaine de la signification, si un appel principal a été formé par le défaillant.

En second lieu, il convient d'observer que le délai d'appel du Procureur général était expiré au moment où s'ouvrait pour le défaillant la faculté d'appeler. Il y avait donc un intérêt particulier à reconnaître au Procureur de la République le droit d'appeler incidemment. C'est là un argument de plus en faveur de la recevabilité de son appel incident.

CINQUIÈME PARTIE

Influence de l'appel principal sur l'appel incident

*Section 1. — Conditions de validité de l'appel incident:
Existence d'un appel principal.*

N° 90. — « Néanmoins, dit la loi de 1925, *en cas d'appel d'une des parties pendant le délai ci-dessus* (délai ordinaire de 10 jours), les autres parties auront un délai supplémentaire de cinq jours... » La loi exige donc un appel préexistant.

Mais à quel moment un appel est-il « incident » ? La question n'est pas sans intérêt, car l'appel proprement « incident » pose seul les problèmes de la recevabilité de l'appel principal et du désistement de l'appelant. Il n'est pas douteux que l'appel n'est à proprement parler « incident » que s'il est interjeté dans les cinq

jours qui suivent le délai ordinaire d'appel. Interjeté auparavant, il reste principal ⁽¹⁾.

Bien qu'elle soit indiscutable, une formule aussi absolue aurait des conséquences inadmissibles en matière de simple police, si l'on acceptait la théorie de l'appel incident illimité: L'appel incident des parties qui ne peuvent faire appel principal ne serait ouvert que dans le délai supplémentaire de cinq jours; et il faudrait écarter un appel incident interjeté immédiatement après l'appel principal, par cela seul qu'il a été formé dans le délai ordinaire de 10 jours.

N° 91. — L'appel incident peut-il succéder à un autre appel incident? Aucune considération juridique ne s'y oppose dans le système admis par la jurisprudence: L'appel incident pouvant être exercé contre une partie quelconque, même non appelante, celle-ci peut avoir un grand intérêt à intenter à son tour un nouvel appel incident.

A l'égard de la personne qui a la première interjeté un appel incident, elle se trouve dans la situation de cette dernière à l'égard de l'appelant principal: il aurait été logique de lui accorder un nouveau délai supplémentaire de 5 jours. Cependant, pour couper court à toutes difficultés et pour éviter une prolongation excessive des délais d'appel, la loi a limité à 5 jours seulement le délai supplémentaire d'appel incident. Cette limitation résulte très nettement des termes employés par le législateur; elle est admise par tous les auteurs ⁽²⁾.

(1) R. et P. Garraud, *op. cit.*, tome 5, n° 1710, p. 158.

(2) R. et P. Garraud, *op. cit.*, tome 5, n° 1715, p. 168.

Il n'en reste pas moins vrai que la loi a manqué en partie son but.

Il arrivera fatalement que des appels incidents seront interjetés au dernier moment du délai supplémentaire (1); les intimés seront alors forclos.

Si l'on suppose par exemple qu'après l'appel principal du ministère public, le prévenu fasse en appel incident à la dernière heure contre la partie civile, celle-ci sera désarmée, alors que le législateur a précisément entendu parer à une telle surprise.

*Section 2. — Nullité ou irrecevabilité
de l'appel principal*

N° 92. — En matière civile, l'appel incident peut toujours être formé; mais sa validité est subordonnée à une condition suspensive : il tombe si l'appel principal est annulé ou rejeté. Cette règle se justifie si l'on songe que l'appel incident civil n'est pas un appel: il est seulement l'exercice du droit que la loi reconnaît à l'intimé de se soustraire aux conséquences de la règle « *nulla reformatio adversus appellatorem* ».

En matière pénale, au contraire, l'appel incident n'est pas autre chose qu'un nouvel appel interjeté postérieurement au délai ordinaire, en raison de l'existence d'un appel principal qui remet en question tout ou partie du jugement.

L'appel incident pénal suppose bien l'existence préalable d'un appel. Mais il n'en est nullement la riposte: il en est entièrement indépendant. Comme un nouvel

(1) La jurisprudence signalée au n° 39 recevra application en cette matière comme en matière d'appel principal.

appel, il peut remettre en cause toutes les parties et tous les chefs du jugement quels qu'ils soient.

Dans ces conditions, il faut admettre que l'appel incident pénal a une existence propre et que l'annulation ou le rejet de l'appel principal doit rester sans influence sur sa validité. Il appartient seulement à l'intéressé de s'en désister s'il le juge opportun.

Cependant, lorsque l'appel principal est rejeté parce qu'il a été interjeté après les délais ordinaires, l'appel incident ne peut lui survivre. Cette solution a été adoptée en matière civile par les partisans de la survivance de l'appel incident civil à la nullité de l'appel principal, et en matière pénale par certains commentateurs de la loi de 1925 et en particulier par M. Chevallier. La distinction établie est peut-être arbitraire; mais elle répond à certaines nécessités pratiques: on pourrait supposer, en effet, qu'après l'expiration des délais d'appel principal, deux des parties s'entendent pour former l'une et l'autre appel: le premier appel serait déclaré irrecevable; mais, étant incident, le deuxième demeurerait valable.

Section 3. — Désistement de l'appelant principal

N° 93. — Le désistement de l'appel principal met obstacle à la formation d'un appel incident ⁽¹⁾. La loi de 1925 pose en effet l'existence d'un appel préalable comme une condition indispensable à sa validité. En

(1) Il ne faut pas oublier qu'après avoir interjeté appel, le ministère public ne peut jamais se désister; son appel profitera donc toujours aux autres parties.

faisant disparaître l'appel principal, le désistement fait disparaître l'une des conditions d'exercice de l'appel incident.

Mais si, après l'appel principal, un appel incident a été formé dans le délai supplémentaire de cinq jours, il faut décider, avec MM. R. et P. Garraud (*op. cit.*, tome V, n° 4745, p. 469) que l'appel incident subsiste en principe. Néanmoins, l'auteur de l'appel incident est libre de se désister à son tour, de sorte qu'en définitive l'un et l'autre appel disparaîtront. Si par contre il persiste à maintenir son appel, de deux choses l'une: ou bien l'appelant principal s'est désisté purement et simplement et l'appel incident subsistera seul; ou bien le désistement est subordonné à celui de l'autre appelant, et il disparaîtra en faisant renaître le premier appel, de telle sorte que la Cour sera saisie à la fois de l'un et de l'autre appels.

Section 4. — Acquiescement de la partie qui désire appeler incidemment

N° 94. — L'acquiescement paralyse l'exercice de l'appel incident lorsqu'il intervient après l'appel principal; l'intéressé est censé y avoir formellement renoncé.

Mais si l'acquiescement est intervenu avant l'appel principal, l'appel incident est recevable, de même que serait recevable un appel principal si le délai de dix jours n'étant pas écoulé. Rien dans le texte de la loi ne s'oppose à cette solution que le législateur a implicitement préconisée: « L'acquiescement tacite de l'intime

au jugement a un caractère conditionnel; il peut se faire qu'il n'ait qu'un faible intérêt à appeler, mais que cet intérêt demeure très important à raison de l'appel interjeté par son adversaire » (rapport de M. le Sénateur Guillier).

Vu :

Le 18 Février 1929.

Le Président de la Thèse,
GARRAUD.

Vu :

Le 19 Février 1929.

Le Doyen,
L. JOSSERAND.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 20 Février 1929.

Le Recteur, Président du Conseil de l'Université,
GHEUSI.

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY et RAU. — *Cours de Droit civil*, t. IV, p. 28 et s., t. XII, p. 415 et s.
- BAUDRY-LACANTINERIE. — *Droit civil*, t. II, p. 219 et s.
- BERRIAT-SAINT-PRIX. — *Tribunal de simple police*, édition de 1865, n^{os} 539 et s.; *Tribunal correctionnel*, t. II, n^{os} 1116 et s., 1132 et s.
- BIOCHE. — *Dictionnaire de Procédure civile et commerciale de 1845* : Appel, n^{os} 379 et s.
- BLANCHE. — *Traité de Procédure*, t. I, n^{os} 409 et s.
- CARNOT. — *Code d'Instruction criminel*, art. 1, n^{os} 22 et s.; art. 174, n^{os} 8 à 14; art. 203, n^{os} 4 et s.
- CHEVALLIER (Yves). — Commentaires sur la loi du 22 avril 1925. *Etudes criminologiques*, 1927, p. 67 et s.
- COLIN et CAPITAN. — *Droit civil*, t. II, p. 183 et s.
- DALLOZ. — *Code civil annoté*, art. 1384, n^{os} 780 et s.
- DALLOZ. — *Code de Procédure civile annoté*, art. 443, n^{os} 528 et s.
- DALLOZ. — *Répertoire universel de 1846* : Acquiescement, n^{os} 919 et s.; Appel civil, n^{os} 584 et s.; Appel criminel, n^{os} 88 et s., 310 et s., 379 et s.; Appel incident, n^{os} 12 et s., 31 et s., 45 et s., 104 et s., 143 à 180.
- DALLOZ. — *Répertoire pratique* : Appel civil, n^{os} 305 et s.; Contraventions, n^{os} 59 et s.
- DALLOZ. — 1902, 2, 217 et la note de M.-G. Le Poittevin.
- DALLOZ. — 1926, *Lois annotées*, p. 12.

- DESCLOZEAUX. — *Encyclopédie du Droit : Appel criminel*, n^{os} 131 et s.
- DELMONT Alcide. — Rapport à la Chambre, *J. O.*, 1925, doc. ann., 1495, p. 54.
- DEMOGUE. — *Responsabilité civile des délits*, p. 57 et s.
- DEMOGUE. — *Traité des obligations*, t. IV, n^{os} 771 à 778.
- DEMOLOMBE. — T. XXVI, n^{os} 287 et s.
- FABRE. — *Code annoté de la nouvelle compétence des Juges de Paix*, p. 124 et s.
- FUZIER, HERMANN. — *Répertoire*, Appel civil, n^{os} 1692-1731; Solidarité, n^{os} 327 et s.
- GARRAUD René. — *Précis de Droit criminel*, 10^e édition, n^{os} 491 et s.; *Traité d'Instruction criminelle*, t. I, n^{os} 95 et s.
- GARRAUD. R. et P. — *Traité d'Instruction criminelle*, t. V, n^{os} 1695 et s., 1704 à 1715, 1727 à 1738; Appendice, n^{os} 33 et s.
- GARRAUD Pierre. — *Notes dans S. J.*, 1927, p. 1125, et 1928, p. 679.
- GARSONNET et César BRU. — *Procédure civile*, t. VI, n^{os} 209 et s., 2136 et s.
- GILBERT. — *Frais de justice incombant aux parties civiles et aux administrations publiques dans les procédures pénales*, p. 174 et s.
- GLAÇON. — *Précis théorique et pratique de Procédure civile*, t. II, p. 14 et s.
- GOYET. — *Le Ministère public en matière pénale*, p. 359 et s., 364 et s.
- GOYET. — *Commentaire sur la loi du 22 avril 1925, Lois nouvelles*, 1925, I, 310.
- GUILLIER. — Rapport au Sénat, *J. O.*, 1924, doc. ann., 535, p. 450.
- GUYOT. — *Droit forestier*, t. I, §§ 563 et 570 bis.
- HELIE Faustin. — *Traité d'Instruction criminelle*, 1857, t. VI, n^{os} 3035 et s.; t. VII, n^{os} 522 et s.; t. VII, n^{os} 572 à 576.

HUGUENEY. — Note sur Paris, 13 mars 1928. *Etudes crimino-*
logiques, 1928, p. 171.

Journal des audiences de la Cour de cassation, 18 mars 1809,
et la note de M. Denevers.

LAMARQUE. — *Responsabilité solidaire des coauteurs d'un*
délit, 1911, p. 200 et s.

LAROMBIÈRE. — *Code civil*, art. 1384, n° 39 et s.

LAURENT. — T. XVII, p. 311 et s.

LEGRAVEREND. — *Législation criminelle*, 1816, t. II, p. 309
et s.

LE POITTEVIN. — *Code d'Instruction criminelle annoté* :
art. 172, n°s 67 à 74; art. 173, n°s 1 et s.; art. 174, n°s 24
à 26; art. 176, n°s 1 à 16; art. 202, n°s 109 à 265;
art. 203, n°s 88 à 93; art. 205, n°s 4 et s.

LE POITTEVIN. — Note sous Limoges, 26 octobre 1899; D.
1902, 2, 219.

LE POITTEVIN. — *Dictionnaire des Parquets* : Appel correc-
tionnel, n°s 55 et s.; Solidarité, n°s 75 et s.

LE POITTEVIN. — Commentaire de la loi du 22 avril 1925.
Etudes criminologiques, 1926, n° 2, p. 3 et s.

Lois Nouvelles, 1925, III, 438 et s.

MARTIN Louis. — Proposition de loi. *J. O.*, 1923, doc. ann.,
361, p. 792.

MAYNARD Gérard. — Bibliothèque Toulousaine dans Merlin.
Questions de Droit : Appel, § 5, n° 2.

MERLIN. — *Questions de Droit*, éd. de 1827, Appel, § 5, n° 3,
§ 10, art. 3, n° 14; Appel incident, §§ 11 et 12.

MERLIN. — *Répertoire de 1827*. Appel section 2, § 6 et § 11,
n° 10.

NAQUET. — Note sous Cass., 14 novembre 1900, au S. 1902,
I, 265.

Pandectes Répertoire. Appel civil, 4154 à 4180, 5396 à 5598.
Douanes, n°s 3329 à 3357. Solidarité, n°s 4147 et s.

PLANIOL. — *Droit civil*, t. II, p. 777 et s.

Revue pénitentiaire, 1924, p. 634, et 1926, p. 91.

RAUTER. — *Traité de Droit criminel*, éd. de 1836, t. II, n^{os} 759, 764.

RODIÈRE. — *Solidarité*, éd. de 1852, n^{os} 122 à 127.

RODIÈRE. — *Procédure*, éd. de 1844, t. II, p. 329 et s.

TALANDIER. — *Traité de l'appel*, éd. de 1839, n^{os} 264 et s., 424 et s.

TABLE DES MATIÈRES

TITRE I. — PRÉLIMINAIRES 5

- 1) Problème de l'étendue de l'effet dévolutif de l'appel.
- 2) Effet dévolutif absolu.
- 3) Limitation objective de l'effet dévolutif.
- 4) Limitation subjective de l'effet dévolutif.
- 5) Influence sur la décision d'appel de la chose jugée en première instance.
- 6) Influence sur le premier jugement de la chose jugée en appel.
- 7) L'appel peut-il préjudicier à l'appelant ?

TITRE II. — L'IMITATION DE L'EFFET DÉVOLUTIF DE L'APPEL CRIMINEL..... 11

PREMIÈRE PARTIE. — Notions historiques..... 11

- 8) Droit romain et ancien droit.
- 9) Droit intermédiaire et avis du Conseil d'Etat de 1806.
- 10) Conséquences de l'avis du Conseil d'Etat de 1806 : Son interprétation trop littérale; établissement de la règle « nulla reformatio adversus appellatorem »,

DEUXIÈME PARTIE. — Règles de la limitation de
l'effet dévolutif en matière d'appel crimi-
nel..... 19

11) Généralités.

CHAPITRE I^{er}. — FAITS DÉVOLUS A LA COUR PAR CHACUN

DES APPELS 21

12) SECTION 1. — *Appel du prévenu seul* 21

13) SECTION 2. — *Appel de la partie civilement
responsable seule* 22

14) SECTION 3. — *Appel de la partie civile seule.* 22

15) SECTION 4. — *Appel du ministère public seul :*
Son effet sur l'action civile et sur l'action
publique 24

16) Question de l'appel « a minima ».

CHAPITRE II. — EFFETS DE LA RÈGLE : *L'appel ne peut*

préjudicier à l'appelant 28

17) SECTION 1. — *Appel du prévenu seul : Généra-
lités* 28

*Paragraphe 1. — Restrictions des pouvoirs de la
Cour* 29

18) Calcul de la peine.

19) Erreurs ou omissions commises par les pre-
miers juges.

20) Réparations civiles.

*Paragraphe 2. — Mesures permises à la Cour malgré
la règle : L'appel ne peut préjudicier à l'ap-
pelant* 32

22) SECTION 2. — *Appel de la personne civilement
responsable* 34

23) SECTION 3. — *Appel de la partie civile seule.* 35

CHAPITRE III. — INFLUENCES SUR LA DÉCISION D'APPEL

DE LA CHOSE JUGÉE EN PREMIÈRE INSTANCE; INFLUENCE
SUR LE PREMIER JUGEMENT DE LA CHOSE JUGÉE
EN APPEL 36

24) Principe de l'indépendance réciproque des décisions d'appel et de première instance.	
25) Les règles de la solidarité sont-elles applicables à l'appel criminel ?	
26) Question de la solidarité en matière de simple police.	
27) Etude de l'appel solidaire en matière pénale.	
SECTION 1. — <i>Appel du prévenu seul.</i>	41
28) Appel du jugement sur l'action publique.	
29) Appel du jugement sur les intérêts civils.	
SECTION 2. — <i>Appel de la personne civilement responsable</i>	43
30) Action publique.	
31) Intérêts civils.	
32) Absence d'influence de la chose jugée en 1 ^{re} instance sur l'action publique, à l'égard des intérêts de la personne civilement responsable qui fait appel	
SECTION 3. — <i>Appel de la partie civile seule.</i>	47
33) Problème de l'influence de la chose jugée en 1 ^{re} instance sur l'action publique à l'égard de la partie civile qui fait appel; hypothèse où le fait est un crime.	
34) SECTION 4. — <i>Appel de ministère public seul</i>	50
35) CHAPITRE IV. — APPEL SIMULTANÉ DE PLUSIEURS PARTIES	51

TITRE III. — INTÉRÊT D'UN APPEL INCIDENT 53

- 36) Pour le prévenu non appelant.
- 37) Pour la personne civilement responsable non appelante.
- 38) Pour la partie civile non appelante.
- 39) Conclusions,

TITRE IV. — IRRECEVABILITÉ DE L'APPEL INCIDENT PÉNAL AVANT 1925..... 57

PREMIÈRE PARTIE. -- Irrecevabilité de l'appel incident correctionnel..... 57

CHAPITRE I^{er}. — APERÇU HISTORIQUE..... 57

40) Jurisprudence.

41) Doctrine.

CHAPITRE II. — PRINCIPES D'IRRECEVABILITÉ 61

42) Ses motifs.

CHAPITRE III. — CRITIQUES DE PRINCIPE D'IRRECEVABILITÉ 64

43) L'appel incident existait sous l'empire du Code Brumaire an IV.

44) Il devait être maintenu sous l'empire du Code d'Instruction criminelle.

45) CHAPITRE IV. — CONCLUSIONS 69

DEUXIÈME PARTIE. — Irrecevabilité de l'appel incident en matière de simple police 71

46) Aperçu historique.

47) Arguments en faveur de la recevabilité.

48) Motifs de l'irrecevabilité.

49) Conclusions.

TITRE V. — LA LOI DU 22 AVRIL 1925..... 77

PREMIÈRE PARTIE. — Travaux préparatoires et but poursuivi par le législateur..... 77

50) Travaux préparatoires; loi du 22 avril 1925.

51) But poursuivi par le législateur : 1° Faire disparaître les inconvénients de la règle « nulla reformatio adversus appellatorem », dans les rapports de l'inculpé avec la partie civile.

- 52) 2° Appliquer au droit pénal les règles de l'appel incident civil.

DEUXIÈME PARTIE. — Rapports entre l'appel incident civil et l'appel incident pénal . . . 83

CHAPITRE I^{er}. — RÈGLES DE L'APPEL INCIDENT CIVIL .. 83

- 53) Recevabilité.
54) Conditions de validité.
55) Effets.
56) Conclusions.

CHAPITRE II. — APPLICATION DES RÈGLES DE L'APPEL INCIDENT CIVIL A L'APPEL INCIDENT PÉNAL 89

- 57) Généralités.
58) Examen des différents cas d'appel incident.
59) Règles communes à tous les cas d'appel incident.

CHAPITRE III. — APPRÉCIATION CRITIQUE DE L'APPLICATION DES RÈGLES DE L'APPEL INCIDENT CIVIL A L'APPEL INCIDENT PÉNAL 93

- 60) Arguments en faveur de l'application.
61) Arguments contre l'application.
62) Discussion et conclusion.

TROISIÈME PARTIE. — Recevabilité de l'appel incident pénal. Par qui et contre qui est-il interjeté ?..... 101

CHAPITRE I^{er}. — GÉNÉRALITÉS 101

SECTION 1. — Qui peut interjeter appel incident?.. 101

- 63) Théorie de M. Goyet; théorie de M. Le Poittevin.
64) Théorie de MM. R. et P. Garraud : délimitation entre l'action civile et l'action publique.
65) Discussion et conclusion,

66) SECTION 2. — <i>Contre qui peut-on appeler incidemment ?</i>	104
CHAPITRE II. — APPEL INCIDENT DU MINISTÈRE PUBLIC	107
SECTION 1. — <i>Appel incident du Procureur de la République</i>	107
— 67) Le procureur de la République a-t-il le droit d'appeler incidemment? Théories en présence.	
68) Discussion et conclusion.	
69) SECTION 2. — <i>Appel incident du procureur général.</i>	112
70) SECTION 3. — <i>Appel incident sur appel principal du procureur général</i>	113
CHAPITRE III. — PROBLÈME DE L'APPEL INCIDENT EN MATIÈRE DE SIMPLE POLICE	114
71) Généralités.	
72) SECTION 1. — <i>Première théorie : L'appel incident de simple police est ouvert aux mêmes parties que l'appel incident correctionnel.</i> ..	115
SECTION 2. — <i>Conséquences de cette théorie.</i>	116
73) Disparition de la règle « nulla reformatio adversus appellatorem ».	
74) Conséquences au point de vue de l'action publique; possibilité, pour le tribunal d'appel, de se déclarer incompétent.	
SECTION III. — <i>Deuxième théorie : L'appel incident de simple police n'est ouvert qu'aux parties qui pouvaient interjeter appel principal.</i>	121
75) Argument de texte.	
76) Argument tiré des travaux préparatoires.	
77) SECTION 4. — <i>Conséquences du principe : L'appel incident n'est ouvert qu'aux parties qui pouvaient interjeter appel principal</i>	125

CHAPITRE IV. — APPEL INCIDENT DES ADMINISTRATIONS QUI PARTICIPENT A L'EXERCICE DE L'ACTION PU- BLIQUE	128
SECTION 1. — <i>Contributions indirectes, douanes et octrois</i>	128
78) Généralités.	
79) Infractions punies seulement de peines pécu- niaires.	
80) Infractions punies de l'emprisonnement.	
81) Appel incident.	
SECTION 2. — <i>Eaux et forêts.</i>	132
82) Infractions de la compétence des tribunaux cor- rectionnels et des juges de paix jugeant en matière correctionnelle.	
83) Infractions de la compétence des tribunaux de simple police.	
CHAPITRE V. — CONCLUSIONS	136
84) L'appel incident est ouvert à toutes parties qui avaient le droit d'appel principal et contre toutes les parties.	
85) Son fondement juridique est la nécessité d'évi- ter les cas de contrariété de jugements.	
QUATRIÈME PARTIE. — Formes et délais de l'ap- pel incident	139
86) SECTION 1. — <i>Formes de l'appel incident</i>	139
SECTION 2. — <i>Délai de l'appel incident</i>	140
87) <i>Paragraphe 1^{er}.</i> — Le jugement est contradictoire	140
<i>Paragraphe 2.</i> — Le jugement est rendu par défaut	142
88) Première hypothèse : appel d'une partie pré- sente.	
89) Deuxième hypothèse : appel du défaillant,	

CINQUIÈME PARTIE. — Influence de l'appel principal sur l'appel incident..... 147

SECTION 1. — *Conditions de validité de l'appel incident : existence d'un appel principal.*—147

90) Appel incident interjeté dans le délai d'appel principal.

91) Appel incident sur appel incident.

92) SECTION 2.— *Nullité ou irrecevabilité de l'appel principal* 149

93) SECTION 3. — Désistement de l'appelant principal 150

94) SECTION 4. — Acquiescement de la partie qui désire appeler incidemment 151

95) BIBLIOGRAPHIE.

ERRATA

Page 5, ligne 1, *au lieu de* : jugements criminels, *lire* : jugements correctionnels.

Page 8, ligne 3, *au lieu de* : jusqu'à néant, *lire* : presque à néant.

Page 11, titre, *au lieu de* : l'effet divolutif, *lire* : l'effet dévolutif.

Page 17, ligne 6, *au lieu de* : nullu reformatio, *lire* : nulla reformatio.

Page 19, titre, *au lieu de* : l'effort dévolutif, *lire* : l'effet dévolutif.

Page 32, 2^e ligne avant la fin, *au lieu de* : nulla informatio, *lire* : nulla reformatio.

Page 40, ligne 4, *au lieu de* : apparence contradictoire, *lire* : apparente contradiction.

Page 47, ligne 10, *au lieu de* : par veritate, *lire* : pro veritate.

Page 61, ligne 3, *au lieu de* : du texte, *lire* : des textes.

Page 96, ligne 1, *au lieu de* : n'a que transporté, *lire* : n'a pas transporté.

Page 111, 3^e ligne avant la fin, *au lieu de* : responsabilité civile, *lire* : responsabilité pénale.

Page 113, ligne 4, *au lieu de* : il suffit d'étendre, *lire* : il suffit d'étudier.

Page 113, dernière ligne, *au lieu de* : cette suite d'appel, *lire* : cette sorte d'appel.

Page 119, ligne 4, *au lieu de* : ni s'il s'agit, *lire* : ou s'il s'agit.

Page 136, ligne 5, *au lieu de* : être interjeté appel contre, *lire* : être interjeté contre.

Page 142, ligne 7, *au lieu de* : réduction, *lire* : rédaction.

Page 142, n^o 88, ligne 7, *au lieu de* : prévenus et défaillants, *lire* : prévenus détaillants.

Page 143, ligne 9, *au lieu de* : volonté d'opposition, *lire* : débouté d'opposition.

Page 154, ligne 25, *au lieu de* : Glaçon, *lire* : Glasson.

Page 157, titre II, *au lieu de* : l'imitation, *lire* : limitation.

